

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Œuvre du Deuxième Comité de Salut Public

ET

L'Idée Égalitaire

(du 10 Juillet 1793 au 9 Thermidor an II)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 29 Mai 1907, à 1 heure

PAR

Jean-Louis THAON

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { *MM. ESMEIN, professeur*
SOUCHON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'Œuvre du Deuxième Comité de Salut Public

ET

L'Idée Égalitaire

(du 10 Juillet 1793 au 9 Thermidor an II)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 29 Mai 1907, à 1 heure

PAR

Jean-Louis THAON



Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants { MM. ESMEIN, professeur
SOUCHON, professeur

~~~~~  
PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—  
1907



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

# **L'Œuvre du deuxième Comité de Salut Public**

ET

## **L'IDÉE ÉGALITAIRE**

(Du 10 juillet 1793 au 9 Thermidor an II)

---

### **Première partie**

---

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Introduction**

##### **L'Intérêt que peut présenter cette étude**

---

Notre ambition sera de dégager dans l'œuvre du Comité de Salut Public, spécialement durant la période qui s'étend du 10 juillet 1793 au 9 thermidor an II, la part qui peut revenir aux tendances sociales égalitaires.

C'est un but très précis : il faut étudier des faits :

les actes administratifs, gouvernementaux et même législatifs d'un comité, le plus puissant et le plus omnipotent qu'ait connu la première République.

L'intérêt que présente une pareille étude se justifie aisément.

§ 1. — *Quelques opinions sur la question.*

Les faits qui en font l'objet ont suscité de multiples recherches et de fréquentes dissertations ; mais les appréciations auxquelles ils ont donné lieu sont, au point de vue social, égalitaire, tellement variées et tellement divergentes que la question nous apparaît encore très neuve et très susceptible de nous conduire à des conclusions originales.

Nous croyons pourtant utile d'exposer, au seuil d'une étude de ce genre, quelques-unes de ces opinions divergentes qui ont été émises par les historiens et les sociologues sur l'œuvre sociale du Comité de Salut Public (1).

Certains auteurs ont une tendance marquée à voir

---

1. Aucun de ces auteurs d'ailleurs n'étudie particulièrement l'œuvre sociale du grand Comité de Salut Public, c'est dans l'ensemble de leurs ouvrages qu'il faut rechercher leurs opinions sur le Comité : elle est d'ailleurs souvent difficile à dégager.

dans notre grande Révolution un puissant effort dont le but aurait pu être de nous mener plus ou moins consciemment, plus ou moins rapidement à l'égalité de fait ; ce qui est curieux c'est que parmi ceux-là mêmes, ils s'en trouvent qui se montrent assez sceptiques sur l'importance de l'œuvre sociale égalitaire du Comité de Salut Public.

*L'Opinion de M. Aulard.* — C'est ainsi que M. Aulard, qui voit beaucoup d'égalitarisme et même de socialisme dans certains faits de notre Révolution antérieurs à l'avènement du deuxième Comité de Salut Public, a une tendance très marquée à juger ce Comité de Salut Public comme un gouvernement essentiellement « bourgeois ».

La Déclaration des droits de 1789 a fait l'objet de controverses sans fin, et a prêté à des divergences d'appréciation aussi radicales que compréhensibles, et en tout cas très sincères. Pour M. Aulard, cette Déclaration porte le germe de toutes les revendications égalitaires et même socialistes (1) :

M. Aulard voit ensuite dans la période qui s'étend entre 1789 et 1793 de l'égalitarisme et du socialisme un peu partout ; non seulement dans les manifestations littéraires de l'époque, mais encore dans des faits précis, dans des actes législatifs qui,

---

1. Aulard. *Histoire de la Révolution Française*. Chap. II, p. 48.

dans leur forme concrète et rigide, ne semblent pourtant pas sujets à de multiples appréciations.

De l'égalitarisme, du socialisme, M. Aulard en trouve dans la loi du 17 juillet 1793 (1) qui décidait la suppression de ceux-là mêmes des droits féodaux et censuels dont les titres primordiaux subsistaient. Il en trouve dans l'impôt ou emprunt progressif appliqué d'abord le 24 novembre 1792 (2) par la Convention comme expédient local propre à Paris ; dont le principe fut ensuite voté pour toute la France par la Convention le 22 juin, et qui, finalement, fit l'objet du décret du 3 septembre 1793. M. Aulard trouve encore de l'égalitarisme dans la loi du 15 octobre 1793 sur la mendicité (3) ; dans le décret du 15 ventôse an II sur l'indigence (4), et dans le décret du 22 floréal an II instituant un livre de bienfaisance nationale ; et voici comment il s'exprime à ce sujet : « Oter aux riches leur superflu pour le donner aux pauvres afin d'arriver à une sorte de nivellement des fortunes, voilà ce que recommandent ou

---

1. Aulard. *Hist. Politique de la Révolution Française*, p. 448.

2. Aulard. *Hist. Politique de la Révolution Française*, p. 453-456.

3. Aulard. *Hist. Politique de la Révolution Française*, p. 456.

4. Aulard. *Hist. Politique de la Révolution Française*, p. 456.

semble recommander, non seulement des discours de tribune, mais des lois (1). »

Lorsqu'il traite de la loi du 10 juin 1793 ordonnant que les biens communaux seront divisés par tête, il nous dit : « N'est-ce pas aussi du socialisme, cette affirmation officielle qu'un jour doit arriver où chaque Français possèdera dans la République une portion du sol. »

Voilà *grosso modo* l'opinion de M. Aulard sur les faits antérieurs à l'avènement au pouvoir du deuxième Comité de Salut Public, ou qui ne relèvent pas uniquement de son action. Comment va-t-il apprécier maintenant l'œuvre égalitaire l'œuvre proprement dite du deuxième Comité de Salut Public ? Certes il trouvera de l'égalitarisme et même du socialisme dans l'administration d'un Laplanche à Bourges ou d'un Jean Bon Saint-André à Brest. N'empêche qu'il prononce sur l'œuvre du Comité de Salut Public ces phrases absolument topiques : « Une fois au pouvoir, Robespierre et les Montagnards affectèrent en bien des cas de s'opposer à toute manifestation tendant à un nouveau supplément de réformes sociales. *Une sorte d'illusion historique* a montré ce gouvernement de Robespierre et du second Comité de Salut Public (de juillet 1793 au 9 thermidor an II) s'appuyant sur

---

1. Aulard. *Hist. Politique de la Révolution Française*, p. 457.

la plèbe parisienne. S'il s'occupa de la nourrir pour prévenir les émeutes... en revanche le Comité appliqua inflexiblement les lois vraiment bourgeoises contre les coalitions ouvrières » (1). Et il ajoute : « On n'osa guère pendant la Terreur prêcher ouvertement le socialisme » (2). Ceci revient à dire que la tête du Gouvernement en 1793 et en 1794 n'obéissait pas, d'après M. Aulard, à la préoccupation égalitaire. Il y eut à cette époque sur de nombreux points du territoire des manifestations égalitaires, des mesures prises par le Comité susceptibles de créer un état de choses favorable à l'établissement de l'égalité de fait. M. Aulard n'en disconvient pas, mais nous retiendrons de lui cette affirmation capitale que le Comité appliqua inflexiblement les lois vraiment « bourgeoises ». L'appréciation a d'autant plus de poids dans la bouche d'un maître qui a étudié peut-être de plus près que personne les faits de la Révolution, qui y a consacré sa vie d'étude, qui voit dans la Révolution Française une éclosion merveilleuse et formidable de l'esprit égalitaire.

*L'opinion de M. Espinas.* — Dans son ouvrage sur *La Philosophie sociale du XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolu-*

---

1. Aulard. *Histoire de la Révolution Française*. Chap. VIII, p. 452.

2. Aulard. *Histoire de la Révolution Française*. Chap. VIII, p. 453.

tion, M. Alfred Espinas est plus radical encore que M. Aulard dans son jugement sur l'ensemble de la Révolution Française. Au cours de son chapitre sur le socialisme et la Révolution française, page 108, il dénie formellement « aux économistes libéraux le droit de se dire les véritables continuateurs de la Révolution », et accorde ce droit aux socialistes. Comment va-t-il juger l'œuvre sociale du deuxième comité de Salut public ?

Ce n'est pas tout à fait ainsi qu'il faut poser la question, pour tâcher de la faire résoudre par M. Espinas. M. Espinas n'a pas fait de cette œuvre une étude bien distincte ; on trouve pourtant dans le chapitre qu'il consacre à la Révolution Française quelques observations qui sont particulières au rôle joué par le Comité. « La similitude des arrêtés pris par les proconsuls de la Convention, dans les départements, ne laisse aucun doute sur l'existence d'instructions données à tous par les Comités de gouvernement, d'après un plan identique énoncé d'ailleurs par Robespierre dans le discours du 8 mai 1793 » (1). Ces instructions, ce plan dont nous parle M. Espinas auraient tendu à l'établissement d'un régime égalitaire

---

1. *La Philosophie sociale du XVIII<sup>e</sup> siècle et la Révolution*, p. 156.

*L'opinion de Taine.* — L'opinion de Taine sur le programme jacobin, c'est-à-dire sur le programme des membres du deuxième Comité de Salut Public, est assez complexe. La République de l'an II fut selon lui égalitaire ; que pensaient et que disaient les chefs qui siégeaient au Comité ? Saint-Just écrivait : « L'opulence est une infamie » (1), et il disait dans son rapport du 8 ventôse an II : « Les malheureux sont les puissances de la terre. » Barrère a dit le 22 floréal an II : « Ce n'est pas assez de saigner le commerce riche, il faut encore faire disparaître du sol de la République l'esclavage de la misère. » Et Robespierre a dit de son côté : « Il ne faut pas que le plus riche des Français ait plus de trois mille francs de rente. » Taine cite toutes ces phrases, et il ajoute, se mettant à la place des Jacobins (2) : « Au delà du strict nécessaire, nulle propriété n'est légitime ; nous avons le droit de prendre le superflu où il se trouve, non seulement aujourd'hui, parce que nous en avons besoin aujourd'hui pour l'Etat et pour les pauvres, mais en tout temps, parce que le superflu confère en tout temps au possesseur un ascendant dans les contrats, une autorité sur les salaires, un arbitraire sur les subsistances, bref, une

---

1. Buchez et Roux, t. XXXV, p. 296.

2. *Origines de la France contemporaine.* La Révolution. Gouvernement révolutionnaire, t. I, p. 113.

suprématie de condition pire que la prééminence de rang. » Taine s'empare de la phrase de Saint-Just : « Il ne faut ni riches ni pauvres (1). »

Mais le gouvernement révolutionnaire ne poursuit pas seulement l'égalité, il agit en vertu d'un autre principe auquel il donne d'ailleurs plus d'importance. Ce qu'il veut, c'est l'aliénation totale de l'individu à la communauté. L'Etat doit être propriétaire des choses et des individus et des personnes. Il a un droit éminent de propriété sur les individus et sur les biens.

Egalitarisme et communisme, voilà, suivant Taine, les deux points vers lesquels s'achemine la France, vers lesquels l'achemine le gouvernement jacobin qui poursuit la régénération des individus.

A côté de cette révolution officielle, il faut faire place, dans le livre de Taine, à la Révolution non officielle : jacquerie, pillage, meurtres, attentats de toutes sortes contre les individus et les propriétés.

*L'opinion de M. Janet.* — M. Paul Janet, dans son livre intitulé : *Les Origines du Socialisme Contemporain* (2), ne fait pas non plus une étude spéciale de

---

1. Buchez et Roux, t. XXXV, p. 296 (paroles de Saint-Just).

2. Lire dans *Les Origines du Socialisme Contemporain* toutes les pages consacrées au chapitre : le Socialisme doctrinaire en 1793.

l'œuvre sociale du Comité ; d'une façon expresse il ne juge ni ne qualifie cette œuvre. Mais dans les pages qu'il consacre au socialisme doctrinaire en 1793, il se préoccupe des opinions sociales des chefs du parti montagnard qui siégeaient au deuxième Comité de Salut Public, et il apprécie l'œuvre législative de la Convention qui justement, de 1793 à 1794, était le reflet du Comité ; tacitement donc tout au moins nous avons son avis sur l'œuvre sociale du grand Comité, et l'avis de M. Janet n'est pas de ceux qui pourraient nous laisser indifférent.

Pour M. Janet, il s'est présenté à la Convention deux questions où elle s'est avancée sur le terrain du Socialisme, ce sont ses propres paroles. Notons qu'il s'agit ici de socialisme ; mais la définition de ce mot par M. Janet est tellement vaste, tellement élastique que nous risquons de nous y perdre. Pour lui le socialisme est la conception d'un ordre nouveau et purement chimérique de distribution des richesses qui les mettrait à portée de tous par l'autorité de la loi. Mais pourtant sa définition nous intéresse tout de même, car il est incontestable qu'elle fait rentrer au premier rang dans la notion du socialisme, la préoccupation égalitaire. En tout cas une mesure socialiste étant toujours égalitaire, la notion de socialisme est inséparable de la recherche de l'égalité de fait (la réciproque n'est pas forcément vraie).

M. Janet nous dit que deux mesures peuvent paraître socialistes : la question des subsistances et des accaparements, et la question du maximum. « Cependant, même dans ces deux cas, il ne faut rien exagérer. Dans la question des subsistances le débat était entre la liberté du commerce des blés et les restrictions de ce commerce par l'autorité. Or, les restrictions du commerce étaient de tradition dans l'ancien régime ; seulement on y joignait ici des sentiments socialistes... ». « La Convention se déclara contre les accaparements, c'est-à-dire contre la liberté des grains : c'est une erreur économique. Mais il faut reconnaître qu'elle pouvait invoquer en sa faveur de grandes autorités qui n'étaient pas suspectes d'anarchie. Les principes de la Convention en cette circonstance n'étaient autres que les principes mêmes établis par Necker dans son livre sur la législation et le commerce des grains. Ces principes étaient tout aussi bien ceux du protectionnisme que du socialisme... Après tout, théorie à part, ces maximes restrictives avaient toujours plus ou moins régi dans la pratique le commerce des blés. C'était la liberté qui était nouvelle et révolutionnaire, c'était la tradition qui était restrictive. La Convention, en adoptant des mesures de ce genre, avec une violence qui était dans son tempérament, ne faisait donc que suivre les errements du passé bien loin d'ouvrir la voie à une société nouvelle. On ne saurait trop dire que le vrai principe

de la Révolution a été la liberté de la propriété. Tout ce qui a été fait contre ce principe est un legs du préjugé : ce n'est nullement le pressentiment d'un ordre nouveau ».

« Il en est de même des lois sur le maximum auxquelles M. Louis Blanc attribue une grande portée et où il voit « une base scientifique aux relations commerciales » qui devaient soustraire la vie du pauvre « au despotisme du hasard ». Le maximum, s'il avait pu durer, aurait conduit suivant lui à une vaste révolution sociale ; cela est fort douteux car la question est de savoir si le maximum pouvait durer. On sait d'ailleurs que le maximum n'a pas été l'intention de faire une révolution sociale, mais le besoin tout pratique de soutenir le cours des assignats : car comment pouvait-on fixer le prix d'une denrée sans fixer en même temps celui de tous les autres ? »

M. Janet ajoute : « A en juger ostensiblement, tout porte à croire que le socialisme de Robespierre n'a été qu'une opinion de circonstance, mais qu'il n'a pas voulu en faire une doctrine de gouvernement. Cela est vrai de la Convention tout entière... La doctrine officielle, publique, effective de la Convention a été la doctrine de la propriété individuelle ».

M. Janet professe d'ailleurs la même opinion sur l'ensemble de l'œuvre de la Révolution. « Nulle part, dans aucun temps, ni dans aucun pays, la

propriété individuelle n'a été plus fermement revendiquée et plus fortement garantie que par la Révolution ».

*L'opinion de M. Lichtenberger.* — M. Janet appartient à l'école qui professe que la Révolution Française n'a pas marqué une étape importante dans l'histoire du socialisme. On peut donc l'opposer, et nous l'avons fait, aux auteurs précités car son appréciation diffère radicalement de la leur.

Avec M. Lichtenberger nous arrivons à une opinion mixte et très séduisante. M. Lichtenberger dans son ouvrage sur le « Socialisme et la Révolution Française », dit en effet : « C'est donc tout à fait à bon droit que sous certains rapports les partisans de l'individualisme se réclament de la Révolution Française. Les idées socialistes n'y ont jamais été proclamées ouvertement ; n'ont guère pénétré dans les masses, et n'ont inspiré aucune législation. De plus le résultat caractéristique des réformes sociales de la Révolution est directement opposé aux tendances sociales » (1). Mais il ajoute (2) : « En résumé la Révolution a fourni un grand nombre de théories socialistes, elle a vu se produire un grand nombre

---

1. *Socialisme et Révolution Française*, chap. X, p. 285.

2. *Socialisme et Révolution Française*, chap. X, p. 299.

d'actes qui l'étaient ou pouvaient le paraître ; elle a sorti le socialisme de l'utopie et l'a montré comme une doctrine active et pratique ; tout cela est absolument nouveau et doit frapper violemment l'historien. L'arrêt dans la marche en avant des classes inférieures, ou plutôt la réaction qui suivit le 9 thermidor, aigrit le divorce entre les pauvres et les riches. La Révolution en ayant abattu toutes les institutions parasites de l'ancien régime, permit de mesurer pour la première fois l'importance de la question sociale, et mit en face pour la première fois les deux grands partis sociaux modernes ayant chacun leur programme et leurs tendances entièrement différents ».

Comment M. Lichtenberger va-t-il juger le gouvernement révolutionnaire de l'an II centralisé dans les mains du deuxième Comité de Salut Public ? Il commence par dire que la propriété individuelle fut aussi sacrée en principe pour la Convention que pour toute autre assemblée révolutionnaire ; mais il reconnaît qu'elle était disciple de la monarchie absolue, c'est-à-dire de la doctrine de la souveraineté absolue de l'Etat, doctrine qui se retrouvait d'ailleurs dans la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle eut de plus à lutter contre des difficultés d'un ordre exceptionnel et dont les principales furent la famine, la guerre extérieure et intérieure. M. Lichtenberger nous cite un passage du Rapport du Comité de Salut public

sur les villes assiégées qu'il a lu dans le Journal de Guffroy (1) : « Il est nécessaire de proclamer le principe de droit naturel que dans les villes qui sont assiégées, bloquées ou armées de toutes parts par l'ennemi, non seulement toutes les matières premières, tous les objets de premier besoin, mais encore tout ce qui est nécessaire à l'existence du citoyen et à la défense de la place sont dès ce moment mis en commun ».

M. Lichtenberger ajoute (2) : « Dès lors on ne saurait s'étonner que par la force des choses, et sans nulle doctrine sociale préconçue, cette lutte contre les périls qui menaçaient la France ait pris parfois l'aspect d'une guerre contre les riches, très suspects détenteurs des seules ressources utilisables par la Révolution. Aucun décret général ne proscrivit systématiquement la richesse, mais comment parfois des cerveaux ignorants, enflammés des idées philosophiques à la mode, grisés par la toute puissance momentanée qui leur était attribuée, poussés par l'angoisse et la terreur, par des passions aveugles ou par une conviction réelle, ne se seraient-ils pas imaginés plus ou moins sincèrement qu'en réalité la guerre à la richesse était légitime » ?

---

1. *Le Socialisme et la Révolution Française*, chap. IX, p. 254.

2. *Le Socialisme et la Révolution française*, chap. IX, p. 254.

Le principe et l'esprit des actes du Gouvernement révolutionnaire n'est pas socialiste, n'est pas égalitaire. Et l'application qui en a été faite ? Elle sera dirigée violemment contre les riches, car la République de l'an II est mal disposée contre tout ce qui forme une aristocratie, que ce soit noblesse, haut commerce, ou même simplement corporation ouvrière. « Les pouvoirs révolutionnaires étaient naturellement malveillants pour les riches ; ils étaient d'autre part impuissants à empêcher le peuple de se faire justice lui-même (1) ».

Et c'est ainsi que certaines mesures prises sous l'influence du Comité de Salut Public, et qui n'étaient que des mesures provisoires révolutionnaires n'ayant aucun caractère de réforme sociale, devinrent des armes contre les riches ce qui fait dire à M. Lichtenberger : « Sans doute la distinction que nous faisons entre des mesures délibérément socialistes et des mesures révolutionnaires peut sembler subtile : Les résultats pratiques furent momentanément identiques pour les riches. Mais au point de vue de la signification sociale des actes de la Convention la différence est considérable ; *il y a une distance infinie entre le terrorisme pillard de Fouché à Lyon et le phénomène entièrement nouveau qu'eût été la socialisation d'une ville française entre ses mains.* »

---

1. *Socialisme et Révolution française*, chap. IX, p. 256.

Ces divergences d'opinions s'expliquent assez facilement lorsque l'on réfléchit à la difficulté que l'on trouve à interpréter un fait social, les faits sociaux qui se sont passés sous le Gouvernement Révolutionnaire sont d'ailleurs éminemment complexes pour de nombreuses raisons dont les plus notables sont la multiplicité et la divergence des lois et des décrets, la compénétration d'idées anciennes et nouvelles, la crise intérieure et extérieure, la combinaison de la question politique et sociale, l'âpreté des partis, la concomitance de deux révolutions : celle du gouvernement et celle du peuple.

Il y a là une multiplicité de causes propre à décourager celui qui voudrait dégager une conclusion de l'étude de ces faits. Il est pourtant permis d'espérer qu'en tenant compte de cette diversité de mobiles et qu'en étudiant d'une façon minutieuse et précise les actes seuls, mais tous les actes, de gouvernement du Grand Comité de Salut Public, nous pourrions émettre une opinion ou des opinions reposant sur un fondement certain.

C'est une étude toute objective, puisque c'est l'œuvre seule du Comité de Salut Public qui nous préoccupe.

§ 2. — *Le régime constitutionnel et non-constitutionnel de la Révolution.*

L'intérêt de notre travail trouve une justification suffisante dans l'importance et dans l'originalité de l'œuvre du deuxième comité de Salut Public qui a rempli une tâche immense et joué un rôle prépondérant à cette à cette époque. Il a d'ailleurs tellement différé des gouvernements qui l'ont précédé sous la Première République que son action sociale peut être tout à fait personnelle, entièrement nouvelle.

Lorsque le deuxième Comité arrive au pouvoir il se manifeste en France des idées sociales hardies, et de nombreux orateurs et écrivains demandent une égalité plus absolue que la Révolution ne l'a établie jusque-là, et par suite une modification de la nature du droit de propriété et de la répartition de cette propriété en faveur des pauvres, je n'ose pas dire des prolétaires.

Si l'égalité de droit semble désormais acquise aux citoyens (moyennant exceptions pourtant), l'égalité de fait, l'égalité sociale et économique est réclamée par plusieurs ; et par voie de conséquence, tout comme la propriété féodale avait été atteinte par l'égalité de droit, la propriété individuelle physiocratique, la propriété bourgeoise risque d'être transfor-

mée, modifiée, dans son essence et dans sa distribution au nom de l'égalité de fait.

Ces deux idées, l'idée mère qui est l'égalité de fait, et l'idée fille qui est la transformation (quelle qu'elle soit) de la propriété individuelle dans le sens de la réalisation de la première, sont surtout propagées par ceux-là mêmes et parmi ceux-là mêmes qui ont le plus grand intérêt à leur réalisation, c'est-à-dire dans cette classe pauvre et ardente où les révolutionnaires montagnards recrutent leurs plus fervents adeptes. Le Comité de Salut public ne peut ignorer ce courant d'idées, ce flot de convoitises, ou ce besoin de justice, qu'on l'appelle comme on voudra, puisque ceux-là mêmes qui réclament et pour lesquels on réclame sont les plus fidèles auxiliaires de sa politique.

Le but de ce travail sera donc de rechercher dans quelle mesure la Comité de salut public va donner satisfaction à ces idées et à ces besoins ; s'affranchira-t-il de toute idée de transformation sociale, ou se préoccupera-t-il dans son œuvre très étendue de réaliser par ses mesures administratives et par ses actes législatifs, partiellement ou totalement, la satisfaction de cette idée, de ce besoin d'égalité de fait ?

*L'œuvre sociale constitutionnelle de la Révolution.*

— Nous avons dit qu'il est incontestable que sous la Révolution, et en particulier à l'époque de la Convention, de nombreuses voix se sont élevées en

faveur de l'égalité de fait ; mais tout cela rentre dans le domaine des idées ; les idées sont libres et l'idée égalitaire, la conception d'une meilleure distribution des richesses, sont de tous temps et de tous lieux ; il est naturel qu'elles se manifestent avec une intensité particulière aux époques où l'on ose et où l'on pense beaucoup ; mais l'étude de la formation et du développement des idées égalitaires sous la Révolution n'entre pas dans le cadre de notre étude.

Nous ne nous préoccupons pas davantage de rechercher si l'œuvre entière de la Révolution — c'est-à-dire ses actes et non pas ses idées, et parmi ses actes ceux qui ont une valeur, c'est-à-dire ses décrets, ses lois, et surtout ses déclarations et ses constitutions — est une œuvre de rénovation sociale comme elle a été une œuvre de rénovation politique ; pourtant il est permis d'affirmer hautement que l'œuvre tout au moins constitutionnelle de la Révolution, si démocratique qu'elle ait pu être, n'a pas donné satisfaction à ces besoins d'égalité de fait et de transformation de la propriété. Les constitutions de la Révolution sont bien autre chose que de simples protocoles de certains actes de la Nation, et que de brefs recueils de procédure d'élection ; les constitutions de la Révolution, précédées de leurs déclarations des droits, sont au contraire, et ont l'ambition d'être de véritables programmes de gouvernement,

dans le sens le plus large de ce mot, et de servir de type aux législateurs et aux administrateurs qui doivent étroitement s'y soumettre.

Or, de toutes ces constitutions, la plus démocratique, la plus avancée pourrait-on dire, et cela de l'avis de tous, est la constitution du 24 juin 1793. Dans notre France moderne, la démocratie s'allie volontiers au socialisme, et il semble que dans cette constitution, tout au moins, nous devrions trouver trace de cet égalitarisme, de ce besoin d'égalité de fait ; elle fut, en effet, invoquée souvent par les socialistes. M. Aulard nous dit : « Quand le régime censitaire fut rétabli par la constitution de l'an III, quand les survivants de la Gironde se firent les avocats de ce régime, quand on décréta la peine de mort contre les partisans de la constitution de 1793, cette constitution devint dans l'imagination populaire un texte mystérieux, magique, l'évangile de la démocratie. C'est au nom de la constitution montagnarde que s'étaient faites les insurrections de germinal et de prairial an III : c'est au nom de la même constitution que se fit la conspiration babouviste de l'an IV. Enfin cette constitution sera encore invoquée plus tard, par les démocrates et les socialistes, sous Louis-Philippe et pendant la seconde République (1) ! »

---

1. Aulard. *Histoire politique de la Révolution Française*, chapitre IV, p. 307.

Nous verrons plus tard pour quelles raisons cette constitution sera invoquée par le parti babouviste ; mais ce que l'on peut hautement affirmer, c'est que si démocratique qu'elle puisse être, cette constitution qui organise le suffrage universel sur les bases les plus larges ne vise, en aucune de ces dispositions, l'instauration de l'égalité de fait. Pas d'égalité de fait, pas de transformation de la propriété individuelle dans son essence et dans sa distribution, et au contraire l'affirmation du respect *des* propriétés.

La Révolution a donc pu voter des lois d'une hardiesse sociale incontestable ; lois de circonstances d'ailleurs, plutôt que lois de doctrine ; dans sa constitution la plus démocratique elle n'est pas égalitariste.

Mais alors il semble qu'il faille renoncer à trouver de l'égalitarisme dans l'œuvre de la Révolution : d'autant plus que dans la Constitution du 5 fructidor an III on revient à ce que M. Aulard appelle un peu dédaigneusement la République bourgeoise — à la constitution de 1791.

Les pauvres y sont même exclus comme en 1791 de la cité politique. Du Pont (de Nemours) écrit (1) : « ... Il est évident que les propriétaires sans le consentement desquels personne ne pouvait ni loger ni

---

1. *Observations sur le Projet de Constitution* de Du Pont (de Nemours) Biblioth. nat. L B 41/4447, in-8.

inanger dans le pays... lence. Ils sont... la nature, de leur... travaux et avances... d'Angleterre... nature...

l'inégalité sociale... nation en deux... qu'il se... prime... aucun... contenté pas de... tion du 24 juin... trois constitutions... constitution de l'an III... pérance de l'égalité... l'égalité politique au gré.

Mais alors si nous...

lution la constitution de 1791, à son terme celle de 1795 qui n'établissent même pas l'égalité politique intégrale puisque le mode d'élection et d'organisation des pouvoirs est basé sur le régime censitaire tout comme dans la Monarchie bourgeoise de Juillet — si à l'apogée des idées révolutionnaires, nous trouvons la constitution du 24 juin 1793, constitution qui ne fut d'ailleurs jamais appliquée, qui organise, elle, l'égalité des suffrages absolue et laisse ainsi le champ libre à l'avenir, mais qui est muette sur les réformes sociales de grande envergure, et qui d'avance les condamne par sa déclaration des Droits — on est amené à conclure que dans ses actes la Grande Révolution n'a pas été égalitaire ; qu'elle n'a pas cherché à donner satisfaction à l'instinct d'égalité de fait, et qu'elle n'a pas admis la transformation de la propriété individuelle.

La réponse n'est pas aussi aisée, tant s'en faut, car, durant la Révolution, un autre régime a existé bien différent de ceux que l'on doit aux constitutions de 1791 et de l'an III, celle-ci non appliquée, et de celui qui aurait existé par le libre fonctionnement de la constitution du 24 juin 1793 si provisoirement d'abord, définitivement ensuite on n'en avait pas écarté l'exécution.

Quel est donc ce régime qui ne dépend d'aucune constitution, et dont le souvenir laisse pourtant une trace ineffaçable dans l'histoire ? La constitu-

tion du 24 juin 1793 était à peine votée, que l'on se préoccupait déjà à la Convention de surseoir à son application ; il est même permis de se demander si les Montagnards, dont elle était l'œuvre, avaient jamais pensé à la faire fonctionner, et si elle n'était pas une gigantesque proclamation destinée à produire une profonde impression sur les masses, et à leur tracer enfin cet idéal tant attendu au nom duquel on leur demandait de sacrifier leur repos, leur fortune dans certains cas et leur vie presque toujours.

Quoi qu'il en soit, et quelles que puissent être la sincérité et la valeur des raisons exposées la constitution ne fut pas appliquée et n'entrava pas l'action du Gouvernement révolutionnaire dont l'expression ne devint officielle qu'à partir du décret du 10 octobre 1793 dont l'article 1<sup>er</sup> portait que le Gouvernement provisoire de la France est révolutionnaire jusqu'à la paix, mais qui en réalité fonctionnait déjà auparavant.

En fait il y avait gouvernement révolutionnaire par là même que les principes de 1789 n'étaient plus observés ; pour M. Aulard le Gouvernement révolutionnaire trouve son origine dans la suspension du roi, le 10 août 1792 ; il y a pourtant plus qu'une nuance, il y a une différence considérable entre le Gouvernement tel qu'il a fonctionné du 10 août 1792 au 10 octobre 1793, et le Gouvernement révolutionnaire

tel qu'il a existé du 10 octobre 1793 au 9 thermidor an II.

Depuis le 10 août 1792, la Législative d'abord, la Convention ensuite exercent un pouvoir qu'elles ne tiennent pas du peuple ; elle exercent le pouvoir exécutif et même judiciaire, et cela sans mandat, c'est incontestable. Pourtant lorsque la Convention se réunit le 20 septembre 1792 elle a reçu la mission de donner une constitution à la France, et tant que cette constitution n'est pas votée et promulguée, on conçoit aisément que dans le vide où la disparition de la royauté laisse la France, la Convention soit obligée d'assumer la charge, ou tout au moins la surveillance du pouvoir exécutif tout comme celle du pouvoir législatif et constituant. Il est naturel que les délégués de la nation organisent eux-mêmes et dirigent plus ou moins directement ce pouvoir exécutif chargé de veiller à la sécurité de la patrie et de protéger l'œuvre constitutionnelle qui va être élaborée.

Les principes de 1789 sont atteints ou du moins la procédure qu'ils imposent n'est pas respectée, mais c'est pour sauvegarder ces principes mêmes que l'ont s'est plié aux nécessités de l'époque.

La situation est toute autre durant l'été et durant l'automne 1793, car la constitution, objet même de la Convention, est votée, promulguée, approuvée ; il semble donc que la Convention doive se séparer

car il ne s'agit plus ici de prendre des mesures provisoires permettant à celle-ci d'accomplir son œuvre ; place doit être faite à une assemblée nouvelle, à une organisation générale nouvelle qui entrera dans des cadres tout préparés ; la mission de la Convention est terminée. Elle passe pourtant outre et le 10 octobre 1793 elle décrète le Gouvernement révolutionnaire. Nous verrons qu'en réalité le gouvernement révolutionnaire a fonctionné pleinement, sinon comme le dit M. Aulard depuis le 10 août 1792, du moins dès l'avènement du deuxième Comité de Salut Public au pouvoir (10 juillet 1793) et qu'il est tombé en décadence en même temps que ce Comité, c'est-à-dire à partir du 9 thermidor an II.

Cette organisation du gouvernement révolutionnaire, qui ne procède d'aucune constitution mais bien d'usages et de décrets, 10 octobre, 14 frimaire an II, est de toutes les organisations de la Révolution, la seule qui ait réellement pleinement fonctionné, elle a laissé le souvenir du régime le plus centralisateur et le plus énergique que nous ayons connu en France avec la monarchie absolue de Louis XIV et le gouvernement de Napoléon I<sup>er</sup> ; aucun moyen n'échappe à ce gouvernement pour la réalisation de ses vues, et il recourt au besoin à des exécutions en masse, et à des destructions de grandes villes que n'aurait pu se permettre aucun autre gouverne-

ment (1). Tout est parfaitement organisé en vue du but à atteindre ; confusion des pouvoirs absolue, centralisation des pouvoirs à outrance, tel peut être le critérium définissant le mieux l'organisation de ce système. Et quels organes : une Convention qui est bien l'assemblée souveraine par excellence, comme l'Angleterre elle-même avec le Long Parlement n'en a pas connu ; qui légifère, qui élabore une Constitution, qui s'arroe le pouvoir réglementaire ; qui administre par des Comités et des représentants dans les départements et aux armées, issus de son propre sein, qui trouve dans toute la France des Sociétés populaires, des comités révolutionnaires farouches exécuteurs de son œuvre quand ils ne la dépassent pas ; qui subordonne à son autorité étroite, même dans des matières d'administration locale, les assemblées de département, de district, les

---

1. Taine, s'exprimant sur le compte du gouvernement révolutionnaire, a dit : « Telle est la constitution de fait que les Jacobins substituent à leur Constitution d'apparat. Dans l'arsenal de la monarchie qu'ils ont détruite, ils sont allés chercher les institutions les plus despotiques, centralisation des pouvoirs, conseil du roi, lieutenants de police, tribunaux d'exception, intendants et subdélégués, ils ont déterré l'antique loi romaine de lèse-majesté, et refoulé les vieux glaives émoussés par la civilisation, afin de les porter à toutes les gorges, maintenant, ils les manœuvrent à toute volée à travers les libertés, les biens, les vies, et les consciences. Cela s'appelle le gouvernement révolutionnaire » (*Origines de la France contemporaine — la Révolution — le Gouvernement révolutionnaire*, t. I<sup>er</sup>, p. 81).

municipalités, sauf peut-être la commune de Paris qui à certaines époques aiguillonne au contraire la Convention.

Il se produit pourtant à cette époque un événement assez curieux, et qui n'aura d'ailleurs pour effet principal que d'accentuer le caractère de centralisation à outrance de ce gouvernement révolutionnaire, un des comités créés par la Convention dans son propre sein, va absolument dominer l'Assemblée dont il tient ses pouvoirs : C'est le Comité de Salut Public

Dans ce pays de 26 millions d'habitants, divisé quelques années encore auparavant en 32 provinces dissemblables de climat de mœurs, de langues, les unes mûres aux idées nouvelles, les autres réfractaires, il se fonde une autorité centrale, unique, despotique même, où plane une politique absolue, intransigeante, servie avec une unité de vue remarquable. Cette politique ce n'est plus la Convention qui la dirige en réalité, la Convention est décimée par les exécutions, par la fuite des Girondins, réduite par le nombre considérable de représentants envoyés en mission ; un parti y domine la majorité jusqu'au 9 thermidor, et dans ce parti une fraction se fait chaque jour plus puissante, c'est le groupe Robespierre (1).

---

1. « Au sommet (de la hiérarchie) un Comité de douze membres, semblable à l'ancien Conseil du Roi, exerce la

Cette minorité qui domina la Convention nous la retrouvons au deuxième Comité de Salut Public, et elle l'accapare pendant plusieurs mois malgré la présence de quelques membres dissidents et la présence de plusieurs membres qui s'occupent beaucoup plus d'administration que de politique proprement dite. Il y a pourtant unité de vues au Comité, et cette unité se maintient de la fin juillet 1793 au 9 thermidor an II, c'est-à-dire presque entièrement à l'époque où Robespierre est au Comité et y domine.

Le deuxième Comité de Salut Public représente donc bien, et c'est ce qui explique son autorité absolue sur l'Assemblée, le parti prépondérant dans la Convention ; l'organe créé et délégué tend à son tour à exercer sa domination sur l'organe créateur et déléguant ; et pendant toute une année il faut chercher le centre et l'impulsion de tout gouvernement non plus même dans la Convention mais bien dans le Comité de Salut Public.

C'est donc dans les actes du Comité que nous pouvons et que nous devons chercher s'il n'a pas été tenté une œuvre sociale dans le sens de la recherche de

---

royauté collective. Plus soumise que le Parlement de Louis XIV la Convention adopte sans discussion les décrets que le Comité de Salut Public lui apporte tous faits, elle n'est qu'une chambre d'enregistrement, moins que cela. »

Taine. *Le Gouvernement Révolutionnaire*, t. I, p. 76.

l'égalité de fait et de la transformation de la propriété individuelle en vue de cette égalité.

Cette œuvre sociale n'est pas dans les constitutions, mais elle peut se trouver dans ce Gouvernement révolutionnaire qui a exercé durant de longs mois un pouvoir absolu, ne procédant que de lui-même. Or l'action de ce Gouvernement révolutionnaire se confond avec l'action du Comité de Salut Public; c'est donc bien dans l'œuvre de ce dernier qu'il faudra chercher s'il n'y a pas eu tout au moins un commencement de satisfaction donné à ces tendances sociales que le texte tout au moins des constitutions semble ignorer.

La chose est d'autant plus possible que le Gouvernement révolutionnaire, incarné par le Comité de Salut Public, n'a pas seulement ses pouvoirs bien à lui, mais aussi, ce qui est plus important, encore pour l'étude des faits sociaux, son droit, sa législation et sa politique avec laquelle se confond d'ailleurs souvent son droit; il a, en un mot, son statut, et ce statut diffère souvent étrangement de la législation révolutionnaire antérieure, de ce que nous appellerons le statut républicain. Ce statut du Salut Public ne se contente pas seulement de diverger du statut républicain; il en est le plus souvent la vivante antithèse. On peut donc y trouver l'œuvre sociale ou l'essai d'œuvre sociale qui fait défaut dans la législation constitutionnelle.

Pourquoi parler de l'œuvre sociale égalitaire du Comité et ne pas prononcer le mot de socialisme ?

Pourquoi enserrer l'œuvre du Comité dans cette période qui s'étend du 10 juillet 1793 au 9 thermidor an II ? Quelles sont les sources de la puissance de ce Comité, les raisons de sa personnalité ?

Ce n'est que lorsque nous aurons fourni l'explication attendue, et que lorsqu'il aura été exposé de façon très sommaire quel était le courant des idées sociales, quel était l'état du pays et quelles étaient enfin les opinions sociales des membres du deuxième Comité ; à quel courant d'idées obéissait l'Assemblée et quelles étaient les mesures législatives qu'elle avait prises en vue de la crise sociale à l'époque de l'avènement au pouvoir du Grand Comité de Salut Public, que nous pourrons étudier les tendances égalitaires qui se sont manifestées dans l'œuvre de ce Comité.

## CHAPITRE II

### **La Personnalité et l'Importance toute spéciale du Deuxième Comité de Salut Public Les trois grandes Phases de l'Histoire du Comité de Salut Public**

---

Pourquoi, dans l'œuvre relativement longue du Comité de Salut Public (puisqu'elle s'étend du 6 avril 1793 au 4 brumaire an IV, et date de *l'avènement au pouvoir du Directoire*), resserrer notre étude à la période comprise entre le 10 juillet 1793 et le 9 thermidor an II? Il semble que pour porter un jugement d'ensemble sur l'œuvre sociale de ce Comité, il vaudrait mieux le suivre durant tout son développement. Ce serait pourtant se tromper, car le plus ou moins d'extension donnée aux attributions du Comité, le renouvellement des membres qui l'ont composé ont en pure conséquence d'établir dans l'histoire de ce Comité des phases très distinctes.

*Première Phase de l'Histoire du Comité de  
janvier 1793 au 10 juillet 1793*

*Le Premier Comité de Défense Générale, 1<sup>er</sup> janvier 1793.* — Il y a trois grandes phases dans l'histoire du Comité de Salut Public : la première en janvier 1793 ; il n'est pas alors question de Comité de Salut Public ; mais le Comité ayant directement succédé au Comité de Défense générale il était impossible d'omettre dans l'histoire du Comité de Salut Public l'existence de ce premier Comité. Ce Comité était institué le 1<sup>er</sup> janvier 1793. Le décret organique était bien vague ; aucun moyen d'autorité n'était mis à la disposition de ce Comité. Il y avait là pourtant l'indice de la tendance qui entraînait la Convention à s'emparer d'une façon encore plus complète du pouvoir exécutif. Ce pouvoir était exercé depuis le 10 août 1792 par le Conseil exécutif provisoire composé de ministres nommés par l'Assemblée, mais pris en dehors de son sein. Cette fois-ci ce sont des membres eux-mêmes de la Convention qui vont collaborer à l'exercice du pouvoir exécutif. Ce premier Comité, qui était composé de Girondins, ceux-ci en très grande majorité, et de quelques Montagnards indépendants, ne réussit pas à établir l'unité dans

les opérations gouvernementales ; il s'occupait surtout d'affaires militaires et diplomatiques ; il n'y eut pas de succès.

*Le Deuxième Comité de Défense générale, 25 mars 1793.* — Le 25 mars 1793 la Convention décrétait la création d'un nouveau Comité de Défense générale, composé de vingt-cinq membres ; le décret le chargeait de la préparation et de la proposition de toutes les lois et mesures nécessaires pour la défense extérieure et intérieure de la République. Il ne collaborait plus seulement à l'examen des affaires avec le Conseil exécutif, le décret lui donnait cette fois autorité sur ce Conseil : il devrait, en effet, appeler le Conseil à ses séances, au moins deux fois par semaine et les ministres devaient lui rendre compte dans la huitaine de tous leurs arrêtés généraux. Deux de ses membres assistaient chaque jour aux séances de la Convention et répondraient aux questions posées. Mais pas de moyen coercitif, pas d'argent à sa disposition ; il avait tous les défauts du précédent Comité, il était trop nombreux, délibérait presque en public et avait encore moins d'unité que le premier, composé en majorité de Girondins, mais réunissant pourtant des membres de toutes les fractions du parti républicain. Un Comité d'exécution favorable à la politique girondine trouvait d'ailleurs de grandes difficultés de fonctionnement dans une ville comme Paris, éminemment hostile à ce parti.

*Premier Comité de Salut Public, 6 avril 1793.*

—Le 6 avril 1793, la Convention se décidait enfin à décréter l'organisation d'un Comité qui prenait le titre de Comité de Salut Public, mot qui semblait parfaitement adapté aux circonstances et aux nécessités du moment ; ce Comité recevait tout de suite des avantages et des extensions de pouvoirs que ses prédécesseurs n'avaient pas connus. Il était chargé « de surveiller et d'accélérer l'action de l'Administration confiée au Conseil exécutif provisoire », mais il avait un pouvoir que ses prédécesseurs ne connaissaient pas puisqu'il pouvait même « suspendre les arrêtés ministériels lorsqu'il les croyait contraires à l'intérêt national ». Il avait encore un autre pouvoir, celui de « prendre dans les circonstances urgentes des mesures de défense générale, intérieure et extérieure, et les arrêtés signés de la majorité de ses membres délibérants, qui ne pourrait être au-dessous des deux tiers, seront exécutés sans délai par le Conseil exécutif provisoire ». Il pouvait même décerner des mandats d'amener, ou d'arrêt contre les agents d'exécution à charge d'en rendre compte à la Convention.

Pourtant la somme qui était mise à la disposition du Comité de Salut Public pour ses dépenses secrètes n'était que de 100.000 livres. Les membres de ce premier Comité appartenaient à la Montagne, mais à une fraction qui échappe entièrement à l'in-

fluence de Robespierre ; et il semble bien qu'ils n'ont pas banni de leurs projets toute entente avec les Girondins. Danton nous apparaît d'ailleurs comme le chef de ce Comité. Les attributions du Comité de Salut Public sont déjà accrues par le décret du 9 avril (1). Ce décret est relatif aux pouvoirs des Commissaires de la Convention près les armées, qui prennent le titre de Représentants du Peuple. Il est dit dans l'article 4 que les représentants pourront prendre des arrêtés qui seront exécutés provisoirement, à charge de les adresser dans les vingt-quatre heures, pour tout ce qui devra être secret, au Comité de Salut Public. Dans le décret relatif aux missions générales, rendu le 30 avril 1793 (2), sur la proposition de Cambon au nom du Comité de Salut Public, il est dit à l'article 20 que les représentants du peuple seront tenus d'adresser chaque jour au Comité le journal de leurs opérations, copie de leurs arrêtés et proclamations ; dans l'article 23, que c'est du Comité de Salut Public qu'ils devront recevoir toutes leurs instructions. D'ailleurs, le Comité de Salut Public adresse lui-même des circulaires et des instructions aux représentants dès le 11 avril ; il envoie de sa propre autorité des commissaires à lui

---

1. *Moniteur Universel*, 12 avril 1793.

2. *Moniteur Universel*, 3 mai 1793.

près les armées, des agents secrets à lui « dans les départements, dans les armées, dans les administrations, dans les tribunaux, dans les sociétés, dans les campagnes, dans les villes », pour y prendre tous renseignements utiles. C'est lui qui dirige effectivement la diplomatie. Mais il ne se contente pas de faire acte de pouvoir exécutif en donnant lui-même des ordres directs aux agents civils et militaires, il tend à faire des ministres composant le pouvoir exécutif, ses premiers commis.

La situation du Comité n'était pourtant pas encore très solide, et cela pour plusieurs raisons ; la première c'était l'insuffisance des moyens pécuniaires mis à sa disposition ; la seconde résidait dans le trop grand nombre de ses membres qui avait été porté à seize ; la troisième dans l'échec de ses plans diplomatiques, dans l'insuccès de ses opérations militaires contre les Vendéens et de sa politique temporisatrice à l'égard des insurgés fédéralistes et des Girondins.

Il y a une quatrième raison qui va amener la chute du Comité de Salut Public. La Commune de Paris veut la destruction d'un parti encore très influent à la Convention, le parti girondin, dont les adeptes semblent d'ailleurs être devenus les maîtres des départements. Le 2 juin, la Convention, prisonnière de l'insurrection des sections parisiennes, décrète l'arrestation de vingt-neuf députés girondins et de

deux ministres. De cette journée du 2 juin qui était une grande victoire pour la Commune, ce n'était pas la Convention seulement qui sortait mutilée, c'était le Comité de Salut Public, le Comité Danton.

*Deuxième Phase de l'Histoire du Comité.*

*Le deuxième Comité de Salut Public, 10 juillet 1793.* — La Convention élut un nouveau Comité de Salut Public. C'est à cette date du 10 juillet 1793 que se place l'avènement au pouvoir du deuxième Comité de Salut Public, celui qui exerça véritablement cette influence extraordinaire au cours de ce gouvernement lui-même extraordinaire qui s'est appelé le Gouvernement révolutionnaire. La conséquence de l'insurrection de la commune de Paris du 31 mai et du 2 juin fut d'anéantir à la Convention l'influence du parti girondin, et d'amener désormais dans la direction des affaires de la Nation, puisque la Convention annulait tous les pouvoirs, une unité de vues qui jusque-là n'avait pas été connue. Désormais la Montagne est seule à assumer le pouvoir, et dans le sein de la Montagne c'est la fraction qui a fait cause commune avec les sections parisiennes qui doit être la maîtresse. Plus de politique d'incertitude, et comme Danton, Montagnard pourtant, est a

moitié compromis dans cette lutte suprême entre les Girondins et la Commune de Paris, il est exclu du nouveau Comité. Robespierre ne fait pas partie immédiatement du nouveau Comité, mais il ne tardera pas à y prendre place et à y exercer une influence incontestable, et désormais ne figureront au Comité que des hommes aux vues communes, des Montagnards décidés à poursuivre la même politique et à obéir au même idéal ; jusqu'au 9 thermidor de l'an II le Comité de Salut Public représentera bien la Montagne, la Montagne intransigeante.

La politique de ce Comité de Salut Public est bien une et indivisible comme la République devait l'être ; et s'il y a des divergences les effets n'en apparaîtront dangereux que le jour où le Salut Public, ne correspondant plus à l'état réel des choses, ne maintiendra plus les membres du Comité dans la même cohésion. Bien que le Comité de Salut Public ne fût nommé que pour un mois, nous retrouvons au 9 thermidor an II presque les mêmes membres que ceux qui ont été nommés le 10 juillet, ce qui avait assuré sa force, et ce qui était remarquable à une époque où tous les corps étaient constamment bouleversés. Sa composition était, d'ailleurs, au point de vue de la qualité de ses membres absolument remarquables : travailleurs infatigables, ou politiques énergiques. Il avait un ascendant remarquable sur la Con-

vention et il sut le maintenir, et la Commune de Paris, elle aussi, en dépit de démêlés fréquents, fut pour lui un appui très solide.

Ce qu'il y a de certain, c'est que ce n'est que chez les Sans-Culottes et les pauvres qu'ils pouvaient trouver un appui absolument sûr et un prosélytisme fanatique.

Le Comité arrivait au pouvoir à une époque où la situation militaire était loin d'être brillante, particulièrement à l'armée du Nord.

A l'intérieur il avait à vaincre l'insurrection des grandes villes, Lyon, Marseille, Toulon, et à se rendre maître de la révolte vendéenne plus terrible encore. C'est donc bien une œuvre de salut public au premier chef qu'il allait entreprendre. Mais il n'était pas seulement le réduit central de la défense de la Nation et de la Révolution ; il était en même temps un organe de gouvernement, le centre du Gouvernement le plus absolu que nous ayons peut-être connu. Ce Gouvernement c'est le Gouvernement révolutionnaire, officiellement créé à la date du 10 octobre, c'est-à-dire à une époque bien voisine de la deuxième nomination du Comité. Il serait foncièrement injuste de contester que le véritable Gouvernement révolutionnaire c'est le deuxième Comité de Salut Public qui l'a, le premier, et qui l'a seul exercé dès le 10 juillet 1793, date de son avènement au pouvoir, jusqu'au 9 thermidor an II, date à

laquelle commence sa décadence. Il y a, en effet, à cette époque, une coïncidence de dates qui ne peut laisser place au moindre doute. Le 24 juin 1793, c'est le vote de la constitution ; le 10 août, c'est son approbation ; le 9 août, c'est le rapport de Gossuin ; le 11 août, c'est le discours de Delacroix proposant à la Convention des mesures dilatoires propres à retarder l'application de la Constitution ; le 11 août encore, c'est Robespierre proclamant aux Jacobins la nécessité où se trouve la Convention de ne pas se séparer tant que les circonstances seront aussi critiques, et provoquant l'adhésion enthousiaste des délégués des assemblées primaires d'ailleurs chauffées à blanc ; le 28 août, c'est Barère déclarant à la Convention au nom du Comité de Salut Public « que la simple exécution des lois constitutionnelles faites pour les temps de paix serait impuissante au milieu des conspirations qui nous environnent ».

*Etablissement officiel du Gouvernement Révolutionnaire, 10 octobre 1793.* — Le Gouvernement révolutionnaire c'était la seule mesure que la Montagne pouvait prendre pour se maintenir au pouvoir ; et, lorsque les Girondins sont annihilés le 2 juin, la mesure est imminente ; elle est prise du jour où la Montagne et Robespierre étant au pouvoir, ils en reconnaissent eux-mêmes, dans l'intérêt du pays et dans leur propre intérêt, l'inéluctable nécessité.

L'occasion ils la trouvent dans la chute de la

ville de Lyon, et le 10 octobre, sur la proposition de Saint-Just qui prend la parole au nom du Comité, le Gouvernement révolutionnaire est enfin proclamé ; il l'était à la requête des hommes mêmes qui peuplaient le deuxième Comité de Salut Public depuis le 10 juillet. Ce sont les Montagnards du Comité qui demandent aux Montagnards de la Convention de le proclamer, et ils resteront au pouvoir tant que le péril public et leur propre péril leur commanderont de rester unis. Il ne faut pas oublier que si au 9 thermidor an II le Gouvernement révolutionnaire sans cesser d'être de nom a franchi la marche décisive qui devait l'amener à la chute, c'est le Comité lui-même qui a provoqué cette chute tout comme il avait travaillé à son érection.

Le Comité pouvait disposer à son gré de cette Convention mutilée qui pendant un an ne devait plus être que son reflet et son écho, qui n'est même plus une chambre d'enregistrement, dira Taine. On lui accorde ou plutôt il se fit successivement accorder les prérogatives nécessaires à la réalisation de son œuvre.

Le 28 juillet 1793 il obtint le droit de décerner des mandats d'amener et d'arrêt contre les personnes suspectes et prévenues et même de faire apposer les scellés. Le 2 août la Convention accorda au Comité 50 millions sans lui imposer aucune restriction ou indication pour l'emploi de ces fonds. Le 10 octobre 1793

le Conseil exécutif provisoire qui avait conservé une sorte d'indépendance, les ministres, les généraux, les corps constitués fut placé sous la surveillance du Comité de Salut Public. Le 5 frimaire an II, les représentants en mission furent étroitement subordonnés au Comité. Le décret du 14 frimaire an II donna au Comité le droit de destituer les fonctionnaires et lui abandonne la direction de la diplomatie. Le 23 ventôse an II nouveau décret qui donna le droit de remplacer les fonctionnaires destituer. Enfin le 12 germinal an II (1) le Conseil exécutif provisoire finit par disparaître totalement et fut remplacé par douze commissions exécutives expressément subordonnées au Comité qui était ainsi parvenu à l'apogée de son pouvoir.

Il est utile de bien connaître l'étendue des pouvoirs de cet organe révolutionnaire qui n'eut guère de limites. Comme organe de gouvernement proprement dit, il exerce une autorité absolue, directe, étroite, minutieuse sur tous les fonctionnaires civils, militaires, sur les corps constitués, les administrations locales. Il a entre ses mains une série de moyens d'information, d'organes d'instruction et de

---

1. Voir tous ces décrets au *Moniteur Universel*.

M. Aulard, dans son *Histoire publique de la Révolution*, M. Esmein, dans son Cours à la Faculté de Droit de 1901-1902, les passent en revue.

cocercition. Il ne se contente pas de leur donner ses ordres, de les surveiller, ce qui rentrerait bien dans son pouvoir de gouvernement, il a sur eux un pouvoir discrétionnaire, il peut les destituer lorsqu'il le juge nécessaire et il peut pourvoir à leur remplacement. Comme organe diplomatique, c'est lui qui signe les lettres de créance données à tous les envoyés, qui arrête les bases des opérations à lui confiées, qui correspond directement avec les gouvernements étrangers, lorsqu'il le juge nécessaire. Et ce pouvoir de gouvernement, il l'exerce avec une autorité d'autant plus souveraine qu'il se rend parfaitement compte que la Convention qu'il domine est en parfaite harmonie avec lui. Comme organe du pouvoir exécutif il est naturellement chargé d'appliquer les décrets et les lois votés par la Convention, et il a naturellement en cette qualité le pouvoir réglementaire ; mais il ne se contente pas de développer, d'interpréter, d'amplifier ces lois et ces décrets ; par ses arrêtés, ses circulaires, ses instructions, il fait lui-même œuvre de législateur, et cela non pas seulement en proposant, en faisant des rapports sur toutes les lois et sur tous les décrets que vote la Convention, mais par ses arrêtés et ses circulaires qui sont de véritables lois provisoires, si bien qu'en étudiant les lois et les décrets votés durant le Gouvernement révolutionnaire par la Convention on n'au-

rait qu'une idée absolument imparfaite de l'ensemble des actes législatifs de cette époque.

De même les arrêtés des représentants, qui sont les véritables délégués du Comité, étant à leur tour des lois locales. Le Comité n'empiète pas seulement sur le législatif ; il empiète également sur le pouvoir judiciaire ; les membres du Comité ne se contentent pas d'être de hauts officiers de police judiciaire, fonction qu'ils partagent du reste avec les membres du Comité de Sûreté Générale ; non seulement ils mettent en mouvement l'action publique, décernant des mandats d'arrêt et d'amener, mais ils s'érigent eux-mêmes en juges, entendent devant eux ceux qu'ils ont mandés à leur barre, et s'ils ne prononcent pas de peines, arrêtent des poursuites, renvoient les citoyens devant les tribunaux, ou ordonnent provisoirement des détentions qui se prolongent à l'infini.

Le Comité intervenait dans les matières les plus diverses et les plus hétérogènes ; on verra la minutie avec laquelle procédait le Comité et jusqu'à quel point il entraînait dans les plus infimes détails des services les plus divers. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que la charge du Comité était d'autant plus lourde, qu'à cette époque, et pour des raisons que nous examinerons plus loin, le Gouvernement révolutionnaire avait nationalisé, provisoirement tout au moins, toute une série d'industries exploitées, de

services remplis en temps normal par des particuliers, et par un système de réquisition, pratiqué à l'infini, rendait sa tâche chaque fois plus complexe ; et c'est ainsi qu'il avait tout un personnel exclusivement à lui, agents secrets, courriers rapides, commissaires près les armées. Il pouvait dépenser la somme de 50 millions qu'il avait à sa disposition sans en rendre aucun compte, et avec laquelle, comme le constate M. Aulard (1), « immédiatement il se procura plus de force effective, plus d'autorité gouvernementale, soit en subventionnant des journaux et des sociétés populaires, soit en payant des services secrets, ou soit en réalisant tout de suite des mesures urgentes de défense nationale ou révolutionnaires ».

La plus grande force peut-être du Comité de Salut Public c'étaient les représentants du peuple entièrement subordonnés à lui, surtout depuis le décret du 5 frimaire an II, agents zélés et redoutables du Gouvernement central, propagateurs merveilleux de la politique jacobine (2).

Le Gouvernement révolutionnaire s'exerçait aussi dans les départements par des organes nouveaux ; la vie politique en France s'était concentrée dans les

---

1. Aulard. *Histoire Politique de la Révolution Française*. Chap. V, p. 336.

2. Etudier ici les attributions et les prérogatives qui ont

communes et la vie municipale avait à côté des municipalités proprement dites les sociétés populaires issues spontanément (1). Le Gouvernement se servait encore de nouveaux organes, légalement créés ceux-là, les Comités Révolutionnaires (2).

---

fait des représentants les propagateurs tout-puissants de la politique du Comité et souvent de la leur propre nous entraînerait trop loin. Leur rôle et leur caractère de leur institution ont été d'ailleurs remarquablement mis en lumière par M. Esmein, dans le cours d'histoire du droit qu'il a professé à la Faculté de droit de Paris durant l'année 1901, et par M. Aulard, au chapitre V de son *Histoire de la Révolution*, p. 342 à 348.

1. Les sociétés populaires ou jacobines ce sont les anciens « Amis de la Constitution ». Pour qu'il n'y restât pas un seul élément du Comité fédéraliste, une circulaire du 16 pluviôse an II, leur enjoignit de s'épurer elles-mêmes. Le décret du 27 germinal en exclut les nobles et les étrangers ; elles furent désormais peuplées de Sans-Culottes, de Montagnards qui maintinrent et propagèrent dans toute la France les idées d'égalité, d'unité et de démocratie. Leur action politique fut très active ; elles se mêlèrent beaucoup d'administration ; les représentants du peuple s'appuyèrent souvent sur elles ; mais le gouvernement central qui avait recours à elles et souvent les subventionnait ne put pas toujours les avoir en mains et elles dépassèrent souvent l'action gouvernementale.

2. A côté de ces sociétés des Comités révolutionnaires fonctionnaient, créés par la Convention le 21 mars 1793, dans chaque commune ou section de commune. Le décret du 5 septembre 1793 leur accorde une indemnité quotidienne pour chacun de leurs membres, et la loi du 17 septembre 1793, leur donne la mission de « dresser la liste des gens suspects, décerner contre eux des mandats et de faire appo-

Tel était donc esquissé à grands traits ce Gouvernement révolutionnaire, et voici comment s'exerçait l'action du deuxième Comité du Salut Public chargé d'attributions immenses, ayant un personnel d'agents remarquables, et jouissant durant une année entière de la confiance, de la soumission même de l'Assemblée souveraine. N'avions-nous pas raison de dire que c'est bien le deuxième Comité de Salut Public qui a donné à l'institution de ce nom le caractère original qu'elle a conquis dans l'histoire ?

Son pouvoir a été si fort, si personnel, son œuvre gouvernementale a été si originale, si indépendante des institutions qui l'ont précédée, que bien que l'égalitarisme soit absent des constitutions de la Révolution, il n'en est pas moins permis de rechercher si dans l'œuvre du deuxième Comité une large part n'a pas été faite aux préoccupations sociales, aux préoccupations égalitaires. Ne l'oublions pas, d'ailleurs, le Gouvernement du deuxième Comité de Salut Public est bien celui qui s'est appuyé exclusivement même sur les Sans-Culottes et sur la classe qui avait intérêt à une modification des rapports sociaux et économiques.

---

ser les scellés sur leurs papiers ». La force armée était à leur disposition dans la pratique.

Nommés par les représentants du peuple et même quelquefois directement par le Comité du Salut Public ils étaient devenus de véritables agents du pouvoir central révolutionnaire.

*Troisième phase de l'Histoire du Comité: après le  
9 thermidor an II.*

En tout cas il faut s'arrêter au 9 thermidor, car le Gouvernement révolutionnaire et son rouage le plus important, le Comité de Salut Public, sont dès cette époque en pleine décadence.

La Convention se méfie du pouvoir exorbitant qu'a pris le Comité de Salut Public, et pour le battre en brèche, elle s'attaque à ce qui avait été une des raisons majeures de ce pouvoir, à la stabilité même de son personnel, en décrétant le 11 thermidor que les Comités seront renouvelés par quart chaque mois, et que tous les membres qui sortiront chaque mois ne pourront être réélus qu'un mois après. Elle tient ensuite à morceler l'action gouvernementale, et, à cet effet, le 7 fructidor, en réorganisant les Comités, elle confie l'exercice du Pouvoir exécutif, assuré jusque-là par le Comité de Salut Public seul, assisté du Comité de Sûreté Générale pour la police, à treize de ces Comités. Le Comité de Salut Public est confiné plus spécialement dans les affaires étrangères et les affaires militaires.

Le 21 floréal an III (1), le Comité de Salut Public

---

1. Voir tous ces décrets au *Moniteur*.

reprend une partie de son ancienne suprématie. Aux termes de ce décret, c'est lui qui, dans le cas où les réunions de Comités seront jugées nécessaires, aura la présidence. Mais en fait, comme le constate M. Aulard, « la continuité et l'unité gouvernementales ne se retrouvèrent réellement dans toute la période thermidorienne que dans les commissions exécutives. »

D'autre part, il se produisait un affaiblissement des pouvoirs du Comité de Salut Public, non pas seulement à Paris mais bien dans les départements. Le décret du 28 germinal an III avait restitué aux administrations de département et de district les pouvoirs qui leur étaient délégués, par les lois antérieures à l'établissement du régime révolutionnaire.

Le Gouvernement malgré tout devait rester révolutionnaire jusqu'à l'application de la Constitution de l'an III, mais tout ce qui avait fait la force et constitué le danger de ce Gouvernement était transformé et dénaturé. C'est que la direction de toutes les forces de la Nation n'appartenait plus au parti montagnard, et la fraction de Robespierre qui l'avait dominé était décimée. On s'achemine vers le Directoire avec lequel on revient aux principes posés par la Déclaration des Droits de 1789 dans le sens de la constitution de 1791.

Des trois phases qu'a suivies l'histoire du Comité de Salut Public, celle qui caractérise ce Comité et qui

a fixé à jamais son souvenir, est bien celle qui s'étend du 10 juillet 1793 au 9 thermidor an II. Le véritable Comité de Salut Public c'est le deuxième Comité, le *Grand Comité*, celui où domina Robespierre, et c'est bien dans l'œuvre de ce deuxième Comité seul que l'on peut chercher s'il n'y a pas des essais de révolution sociale sur lesquels les trois constitutions de la première République sont muettes.

## CHAPITRE III

### L'Égalité de Fait

---

Pourquoi ne pas employer le mot de socialisme ?

Nous croyons que dans une pareille étude l'emploi de ce mot est dangereux et pour plusieurs raisons : la première, qui est d'ailleurs capitale, est la difficulté dans laquelle on se trouve de définir exactement la notion du socialisme ; chacun est porté à donner sa propre définition. Aujourd'hui même où les idées sociales sont entrées dans une phase de conscience et de clairvoyance qui était inconnue sous la Révolution, il est bien rare que l'on puisse se mettre d'accord sur une définition du mot socialisme, et cette subjectivité dans la définition a été souvent la cause de divergences de vue auxquelles a donné lieu l'appréciation des faits sociaux de la Révolution.

C'est que définir le socialisme, ce n'est pas seulement définir une idée, la concrétiser, c'est en même

temps indiquer et préciser le système dont on attend la réalisation de l'idée.

Ainsi l'idée centrale du socialisme, c'est l'idée égalitaire. Tous les doctrinaires sont d'accord sur ce point ; tous sont également d'accord sur cet autre point : que cette égalité ne sera obtenue que par une transformation apportée à la nature et à l'attribution de la propriété individuelle. Fort bien, mais quel système adopter ? C'est ici que naissent les divergences, et quelles divergences (1) !

Il est certain qu'il y a des définitions plus heureuses que d'autres ; l'une d'elles en particulier nous semble bien la définition-type ; nous la devons à

---

1. Pour se rendre compte des divergences sur la notion même de socialisme qui ont existé chez les critiques célèbres du grand mouvement social qu'est la Révolution française, il est bon de connaître la définition du mot socialisme que certains d'entre eux ont adoptée.

Pour M. Janet le socialisme c'est « la conception d'un ordre nouveau et purement chimérique de distribution des richesses, qui les mettrait à portée de tous par l'autorité de la loi ».

M. Aulard, dans son *Histoire Politique de la Révolution*, donne une définition relative du socialisme.

M. Lichtenberger dans *Le Socialisme et la Révolution Française* appelle socialistes « les systèmes sociaux qui prétendent faire exercer dans un sens égalitaire ou communiste l'action de l'Etat sur la production et la répartition de la richesse » (Chap. I, p. 1).

Pour M. Faguet (*Problèmes Politiques*, p. 137) « le socialisme c'est la mise en commun des sources et moyens de production, et ce n'est pas autre chose ».

M. Deschamps. Le socialisme, selon le cours qu'il professe à la Faculté de Droit de Paris, consiste dans la suppression de la propriété privée et sa socialisation, en vue d'établir et de faire régner, dans l'intérêt de l'individu, au nom de la justice et de l'égalité au moins approximative des conditions une relative ou absolue égalité de fait.

Oui c'est bien là le socialisme, mais en tête d'une étude de ce genre, cette définition aurait un tort, sa trop grande précision, son exactitude même ; et il y aurait prétention, tout au moins, à aborder l'étude des tendances sociales des actes du Comité de Salut Public, en se guidant d'après cette définition, car le socialisme proprement dit est une notion trop complète, trop moderne pour que nous entreprenions la tâche redoutable d'en chercher les manifestations dans les actes du Gouvernement révolutionnaire, c'est-à-dire dans des faits limités et précis ; ce serait, croyons-nous, réduire cette étude à très peu de chose, que de rechercher si ces actes sont socialistes ; nous aurions la crainte ou de dénaturer les faits qui se sont passés au cours du gouvernement Révolutionnaire ou de dénaturer la notion même du socialisme.

En décomposant la notion du socialisme, nous trouvons pourtant une idée qui est à la base de tous les systèmes de ce genre : c'est l'idée d'égalité, qui est de tous les temps et de tous les lieux ; et cette

égalité c'est plus qu'une idée, c'est un sentiment, un besoin. L'homme a un besoin impérieux d'égalité, d'égalité intégrale même ; et ce besoin se traduit d'autant plus vivement que la société dans laquelle il vit est une société où la pensée est libre et où toutes les espérances sont permises. Tel est le cas de la société que 1789 a créée. La Déclaration des Droits de 1789 a posé le principe de l'égalité des droits. Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ; les distinctions sociales ne doivent être fondées que sur le mérite et sur l'utilité commune. L'égalité, à l'inverse de ce qui se passait sous l'ancien régime, doit être la règle ; l'inégalité l'exception. Ce principe que posait la Déclaration des Droits était-ce seulement le décret de disparition des privilèges, l'abolition des inégalités féodales, et la proclamation de l'égalité politique des citoyens, de l'égalité de tous devant la loi ? Ou bien l'article de la Déclaration a-t-il une portée plus vaste ? Contient-il plus ou moins explicitement le dogme de l'égalité de fait, de l'égalité sociale et économique ?

Grave contestation, car, suivant l'interprétation donnée de la Déclaration des Drois sortira ou simplement l'affirmation de l'égalité des droits, de l'égalité politique, ou l'affirmation de l'égalité intégrale, de l'égalité de fait. Il ne nous appartient pas de résoudre cette question grosse de conséquences au

point de vue doctrinal : ce sont les faits qui nous préoccupent beaucoup plus que les idées. Et le fait certain c'est que la constitution de 1791, rédigée par les mêmes hommes qui étaient les auteurs de la Déclaration des Droits de 1789, consacre le maintien des propriétés existantes, tout au moins en tant qu'elles ne relèvent pas du droit féodal ; de même, au point de vue politique, l'égalité des droits n'est pas complète puisque la constitution de 1791 divise la France entière en deux classes, les citoyens actifs et les citoyens passifs. Les premiers seuls concourent à former la volonté législative et exécutive. Or les actifs ce sont les seuls propriétaires.

Voilà le fait brutal, dominant, dans cette Révolution que d'aucuns appellent une Révolution démocratique et socialiste ; dans les constitutions tout au moins pas d'égalité sociale et économique, une égalité politique réduite par le régime censitaire et l'égalité civile. Et pourtant des idées très hardies ont germé dans les cerveaux et se répandent dans la Nation rapides et intenses. Le besoin d'égalité intégrale, le besoin d'égalité sociale qui est naturel, inné trouve une sève nouvelle.

La principale raison est dans l'égalité politique accordée ; les hommes ne peuvent entendre parler perpétuellement autour d'eux d'égalité sans que le mot et la chose n'éveillent en eux des besoins jus-jusqu'ici assoupis ; l'égalité établie par la consti-

tution de 1791 a beau ne se réaliser que par la suppression des servitudes et des droits féodaux, par l'égalité partielle devant la loi politique, tout cela est bien malgré tout une révolution, et rien n'est plus vrai que le vieil adage : une révolution en amène une autre.

La pensée est libre, au moins jusqu'au 18 mars 1793 (1), et comme toutes les notions font désormais l'objet de critiques et de discussions, il en sera de même de l'état social qui admet l'inégalité des fortunes. L'inégalité féodale a été battue en brèche, elle a disparu ; d'aucuns ont pu trouver leur compte à sa suppression et ont pu s'en contenter ; la classe bourgeoise en 1789 était aisée, intelligente ; que demandait-elle ? la participation au pouvoir, la suppression des « liens féodaux multicolores » comme les appelle Karl Marx (2), qui froissaient son amour-propre et qui sont autant d'entraves à l'expansion des forces économiques de la Nation ! Mais le quatrième état n'a pour ainsi dire pas profité de cette Révolution, et comme il pense et qu'on pense pour lui, les éternels instincts se réveillent et vont prendre une forme de revendication concrète et précise ; c'est que ce peuple a faim, et que la période

---

1. Date du vote par la Convention de la peine de mort contre quiconque proposerait une loi agraire.

2. Et que Barère appelait la rouille féodale.

dans laquelle il s'agit est une période de disette fréquente.

A aucun des systèmes qui seront proposés ne conviendrait le nom de socialisme, mais ce qui est certain, c'est que l'idée centrale de la notion du socialisme, l'égalité de fait, est consciente et intense à cette époque. Notre but sera donc de rechercher dans les actes du Comité de Salut Public, les tendances sociales où se manifeste cette idée égalitariste. Il s'agit, bien entendu, de l'égalité qui met tous les hommes sur le même pied dans la lutte économique ; il s'agit de l'égale distribution des richesses ou tout au moins des moyens de production entre tous les citoyens. Tout ce qui tendra à réaliser plus ou moins parfaitement, plus ou moins complètement cette égalité rentre dans le cadre de cette étude. Nous procéderons donc, tout en évitant d'introduire dans nos recherches la notion trop spéciale et trop moderne de socialisme, à la discussion de ses deux éléments essentiels, l'idée interne qui est l'égalité de fait et le moyen indispensable, l'atteinte à la propriété privée.

## CHAPITRE IV

### **Le Problème égalitaire à la fin de l'An I**

---

§ 1. — *Le problème égalitaire envisagé par quelques écrivains et quelques polémistes.*

Qu'il y ait eu en 1793 des idées égalitaires, c'est incontestable. Passer en revue toutes les manifestations littéraires de l'époque serait difficile, et en tout cas étranger à notre étude. Ce qui nous intéresse, c'est de fixer succinctement les moyens qu'ont proposés les doctrinaires pour réaliser l'égalité de fait, et de rechercher dans quelle mesure ces tendances égalitaires ont eu leur écho dans les professions de foi des membres du Comité de Salut Public, et leur répercussion dans l'œuvre législative de la Convention.

Si durant le règne du deuxième Comité de Salut Public, la liberté de pensée reçut de terribles accrocs,

et si la terreur et l'imminence du danger public resserra la libre expansion des intelligences, il n'en fut pas de même durant les premiers mois où siégea la Convention, et l'on peut dire avec M. Jaurès « que de la fin de septembre 1792 jusqu'à la fin de mai 1793 il y avait comme un vaste jaillissement de pensée » (1).

Rien d'étonnant à ce que cette liberté et cette richesse de pensée aient été orientées par beaucoup dans le sens des doctrines égalitaires, et si le but que nous poursuivons nous permettait de nous étendre davantage, sur les ouvrages et les discours de l'époque, nous constaterions qu'au début de la Convention ces doctrines d'égalité étaient fréquemment émises et trouvaient leur écho tant chez certains Girondins que chez certains Montagnards.

*Lepelletier de Saint-Fargeau* — C'est ainsi que Lepelletier de Saint-Fargeau disait que le but auquel devaient tendre toutes les institutions était de « diminuer les nécessités de l'indigence, diminuer le superflu de la richesse ». La fin proposée est donc égalitaire, mais c'est ici qu'éclate chez lui comme d'ailleurs chez presque tous ses contemporains la disproportion tellement grande, qu'elle semble être une contradiction, entre le but et le moyen proposé. L'idéal est, en général, très vaste et nettement égalitaire, le moyen est pauvre, insuffisant.

---

1. Jaurès. *Histoire socialiste*, t. IV, p. 1465.

Lepelletier propose l'éducation en commun de tous les enfants de la nation, jusqu'à douze ans, éducation qui se fera naturellement aux frais des riches, et il veut la révolution du pauvre, « mais révolution douce et paisible, révolution qui s'opère sans *alarmer la propriété* et sans offenser la justice. Adopter les enfants des citoyens sans propriété et il n'existe plus pour eux d'indigence » (1).

*Rabaut-Saint-Etienne.* — Un autre Girondin, le pasteur *Rabaut-Saint-Etienne*, un Constituant, lui aussi, émettait des théories égalitaires dans ses articles de la *Chronique de Paris*, 19 et 21 janvier 1793 : « L'égalité politique établie, les pauvres sentent bien qu'elle est affaiblie par l'inégalité des fortunes..., ils s'indignent et s'insurgent contre les hommes dont ils dépendent par leurs besoins, ils demandent l'égalité des fortunes, mais les riches refusent ; il faut obtenir cette réforme par la force ou par la loi. Or par la force on n'aura rien d'égal ; les plus forts prendront davantage. Il faut donc charger les lois : 1° *de faire la part égale des fortunes* ; 2° *de créer une organisation pour le maintien de cette égalité.* »

---

1. Les citations des écrivains et polémistes qui figurent dans ce chapitre se trouvent dans :

Jaurès. *Histoire socialiste*, t. IV.

Lichtenberger. *Le Socialisme et la Révolution Française*, Chap. IV.

Aulart. *Histoire politique de la Révolution Française*, II<sup>e</sup> Partie, Chap. VIII.

Voilà le but nettement et précisément égalitaire ; mais comme on ne peut y arriver tout de suite, le moyen à employer sera borné.

« Il faut préparer des mœurs égalitaires. La loi dira le *maximum de fortune qu'un homme peut posséder*, au delà duquel la société peut prendre sa place et jouir de ses droits. »

*Harmand.* — Le député de la Meuse, Harmand, dans *Quelques idées sur les premiers éléments du nouveau Contrat Social des Français*, déclare que, sans le désir ou l'espoir de cette égalité de fait, l'égalité de droit ne serait qu'une illusion cruelle qui, au lieu des jouissances qu'elle a promises, ne ferait éprouver que le supplice de Tantale à la portion la plus utile et la plus nombreuse des citoyens. » Mais il ajoute : « Quelle que soit la rigueur de mes principes sur l'égalité, je ne prétends pas au renouvellement de l'ordre social ni au nivellement convulsif des propriétés : *un tel projet ou une telle entreprise ne peuvent être conquis sans frémir sur les ravages et les catastrophes qui en seraient la suite.* »

Et alors voici le moyen, le seul qu'il préconise et qu'il considère comme suffisant : « *Déclarez aujourd'hui que la base de la Constitution des Français sera la limite du droit de propriété, et la taxe des denrées de première nécessité* telles que la viande, le blé, le bois. » Bien faible expédient pour un but aussi vaste ; mais cette mesure elle-même, cette

limite de la propriété, la déclaration de 1793 ne voudra même pas l'admettre ; la doctrine d'Harmand pourtant se retrouve dans la législation du maximum.

*Dolivier.* — Vers la fin juillet 1793, Dolivier avait publié son *Essai sur la Justice Primitive pour servir de principe générateur au seul ordre social qui peut assurer à l'homme tous ses droits et tous ses moyens de bonheur.*

Dolivier indique qu'il y a deux sortes de propriétés : « La propriété naturelle et la propriété civile. La propriété naturelle ne s'étend pas au delà de la personne de chaque individu ; c'est le droit qu'il a de jouir de son être et de ses facultés. La propriété civile est celle qui naît d'un droit commun et illimité devenu droit particulier et exclusif. C'est, en ne contraignant pas dans ses justes bornes le droit de cette dernière propriété qu'elle est devenue une source intarissable de perversités et de malheurs pour les peuples. » Suivent d'autres énonciations comme celle-ci : « La terre, prise en général, doit être considérée comme le grand communal de la nature..., chaque individu doit trouver son droit de partage au grand communal. » Il y a « deux principes immuables : que la terre est à tous en général et n'est à personne en particulier... que chacun a un droit exclusif au produit de son travail ».

La conséquence est que tous les individus ont un droit égal à la propriété, mais à la propriété de la

terre seulement. C'est donc une modification du régime social de la libre propriété individuelle que préconise Dolivier, mais en tant seulement qu'elle portera sur la propriété foncière, et cette conception d'un nouvel état c'est une tendance égalitaire, qui l'inspire.

Quelle est donc la conclusion pratique du système ? La destruction des grands corps de ferme et la division de la terre en autant de petites exploitations qu'il y aura de familles.

C'est donc toujours un système égalitaire borné.

*Jacques Roux.* — Il est impossible lorsqu'on passe en revue les diverses manifestations de l'idée égalitaire à cette époque, d'oublier Jacques Roux.

La constitution montagnarde du 24 juin 1793 avait rencontré de nombreuses critiques parmi des montagnards eux-mêmes qui l'avaient trouvée insuffisante. Les critiques et les attaques de Jacques Roux contre la constitution du 24 juin furent dangereuses.

Jacques Roux est un ancien prêtre, puissant dans son quartier des Gravilliers, très influent au club des Cordeliers ; mais c'est à la Convention même qu'il va prendre la parole, le 25 juin, porteur d'une pétition de la section et du club qui est son œuvre.

« L'acte constitutionnel va être présenté à la sanction du souverain, y avez-vous proscrit l'agiotage ? Non. Avez-vous déterminé en quoi consiste la liberté du commerce ? Non. Avez-vous défendu la vente de

l'argent monnayé ? Non. Eh bien ! nous vous déclarons que vous n'avez pas tout fait pour le bonheur du peuple... *l'égalité n'est qu'une vaine fiction, quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable...* C'est l'aristocratie marchande, plus terrible que l'aristocratie nobiliaire, qui nous opprime, et nous ne voyons pas le terme de leurs extensions, car le prix des marchandises augmente d'une manière effrayante... »

Le moyen se réduisait pour Jacques Roux à une législation sur les accaparements, l'agiot le maximum des denrées. Le principe de cette législation était d'ailleurs, à l'époque, assez généralement admis, puisque parmi les huées qui accueillirent à la Convention le discours de Jacques Roux, un des orateurs qui le flétrissaient, Thirion, demandait le vote d'un rapport d'urgence sur « les moyens de diminuer provisoirement le prix des denrées » et d'ailleurs la Convention était déjà entrée dans cette voie législative.

Jacques Roux n'en fut pas moins chassé et désavoué successivement par la Convention, le club des Jacobins et celui des Cordeliers.

Il fut condamné également par la Commune de Paris. Le 28 juin, Chaumette lui déclara « votre pétition c'est le tocsin du pillage et de la *révolution des propriétés* ».

Ces blâmes successifs montrent mieux qu'une lon-

gue dissertation que l'égalitarisme était assez dangereux à professer non seulement à la Convention et aux Jacobins, mais même à la Commune de Paris.

L'idée égalitaire n'est pourtant pas absente de la littérature de plaidoyers, de chroniques et de livres de l'époque.

Dans quelle mesure les hommes qui ont composé le deuxième Comité de Salut Public en sont-ils imprégnés (1)?

§ 2. — *Les Opinions Sociales de quelques membres du Comité.*

Le deuxième Comité de Salut Public, du 10 juillet 1793 au 9 thermidor an II, fut composé de neuf membres, de douze ensuite. Siégèrent au Grand

---

1. M. *Lichtenberger*, à la page 102 (chap. IV) de son ouvrage *Le Socialisme et la Révolution Française*, résume en termes fort heureux son opinion sur l'égalitarisme relatif des chefs jacobins : « Leurs idées philosophiques, leur haine contre les riches, l'intérêt qu'il y avait pour eux à se concilier les pauvres, les mesures nécessaires au salut public les entraînèrent vers des doctrines hardies. Leur sens politique, toute leur hérédité de bourgeois du XVIII<sup>e</sup> siècle, leur respect très sincère du droit de propriété, le souci accablant des affaires urgentes, leur firent toujours rejeter avec horreur l'idée d'une révolution sociale. »

Comité : Jean Bon Saint-André, Barère, Couthon, Prieur (de la Marne), Saint-Just, Robert Lindet, qui restèrent en fonctions du 10 juillet 1793 jusqu'au 9 thermidor, Hérault de Séchelles qui, élu le 10 juillet 1793, fut guillotiné le 16 germinal an II, Robespierre qui fut élu le 24 juillet, Carnot et Prieur (de la Côte-d'Or) nommés le 14 août, Billaud-Varennes et Collot d'Herbois, élus le 2 septembre.

Nous avons déjà dit que ce qui avait fait la force principale du deuxième Comité de Salut Public, c'est l'harmonie de vues de ses membres sur la politique qu'il convenait d'imposer au pays ; le deuxième Comité de Salut Public était tombé en décadence le jour où cette unité de direction n'avait plus été possible, l'harmonie politique n'existant plus entre ses membres. Les membres du Comité de Salut Public appartiennent tous au même parti, Montagnards intransigeants, mais il y a des nuances. Les douze sont tous des Montagnards, et des Montagnards bien décidés à ne réaliser le gouvernement révolutionnaire que par la Montagne et pour elle. Ils sont aux Jacobins, et c'est dans ce club, dans ses débats plus encore que dans le débat de l'Assemblée Conventuelle que leurs convictions se sont développées, que leur dogme s'est précisé, que leur politique s'est conçue.

Le deuxième comité pourtant contient trois membres tout au moins qui n'appartiennent pas à la frac-

tion qui domine la Montagne, au groupe Robespierre.

Ce sont Hérault de Séchelles, Collot d'Herbois, Billaud-Varenne.

Nous sommes plus fixé sur les opinions sociales de *Billaud-Varenne* que sur celles de beaucoup de ses collègues du Comité, car il a traité de la question sociale dans ses *Eléments de Republicanisme* dont la première partie parut le 15 février 1793. Il proteste avec la plus grande énergie contre la prétendue nécessité qu'il y ait des pauvres ; il veut une réforme sociale, mais « pas de bouleversement subit et convulsif, qui rendrait les efforts du réformateur inutiles et compromettrait l'existence de tout le monde ».

Comment amener une suffisante égalité ?

Voici les conclusions de Billaud-Varenne : « La première est de déclarer qu'aucun citoyen ne peut posséder désormais, dans un cercle déterminé par la constitution, plus d'une quantité fixée d'arpents de terre. » La dernière est donc la limitation de l'héritage au profit des pauvres : « J'ai souvent entendu parler de la représentation à l'infini comme du système qui pourrait le mieux atteindre ce but » ; de plus les familles pauvres auront une part de succession dans tous les héritages, quand le nombre des héritiers naturels ne sera pas au moins de cinq, et même s'il

Il y a cinq héritiers naturels, il y a une part de succession qu'ils ne peuvent dépasser. « Le maximum sera de vingt-cinq mille livres, et le surplus restant après chaque portion des enfants prélevée rentrera dans la masse de la succession nationale. »

M. Jaurès appelle ce système, un peu pompeusement peut-être « le communisme de l'héritage de Billaud-Varenne » et il l'oppose au « communisme de l'éducation de Lepelletier, » au « communisme des subsistances d'Harmand ».

« Communisme de l'héritage », le mot est un peu fort, car enfin la part que retiennent les pauvres du surplus des successions ne sera peut-être pas très lourde ; la proportion des successions de plus de cent vingt-cinq mille francs n'est pas bien forte en comparaison de la grande quantité de pauvres.

Ne contestons pas à Billaud-Varenne sa hardiesse de pensée : « Le droit de propriété est inviolable, ce principe doit avoir son application au profit de tous les êtres qui composent la nation, et c'est arguer de prétentions, non moins illégitimes qu'entachées de mauvaise foi, que de vouloir retenir exclusivement la masse des possessions dans la main d'une minorité au détriment de l'ensemble. »

Et quant au système qu'il propose, s'il est timide et insuffisant, il est au moins net, et même significatif chez un homme de gouvernement, un des membres de ce même Comité de Salut Public chargé *spéciale-*

*ment de la correspondance avec les représentants*, l'homme même qui sera le véritable ministre de l'Intérieur du Comité, et qui pourra ainsi chercher à faire appliquer ses vues sociales par tant d'agents nombreux, dévoués et puissants.

Plus tard pourtant quand, notamment le 16 floréal an II (20 avril 1794) (1), il fera à la Convention Nationale un grand rapport sur la théorie du gouvernement démocratique, nous trouvons que l'exposé de ses théories sociales est assez vague. Est-ce parce qu'il a évolué ? Est-ce parce qu'il parle à la Convention et non en son nom personnel, mais au nom du Comité ? Peut-être. « La société est un échange journalier de secours réciproques, et celui-là n'est pas bon citoyen dont l'âme ne s'épanouit pas quand il trouve l'occasion d'obliger son semblable... La République est la forme de toutes les volontés, de tous les intérêts, de tous les talents, de tous les efforts, pour que chacun trouve, dans cet ensemble de ressources communes, une portion de bien égale à sa mise. Prétendre au delà c'est être injuste, s'en emparer c'est devenir coupable. Une seule exception est légitime, celle qui réclame en faveur des infirmités de la vieillesse des revers imprévus. »

Nous retrouvons en somme le même ton que dans

---

1. Voir le *Moniteur Universel*. Compte rendu de la séance du 20 avril, numéro du 22 avril 1794.

son livre précité, avec des phrases analogues, mais pas de réformes sociales précises annoncées, pas de moyen préconisé dans ce discours-programme du Comité !

*Barère.* — Plus rapproché de Robespierre nous trouvons d'abord l'homme qui fut si souvent le porte-parole et le porte-plume de la Montagne et du Comité. Barrère qui n'est d'ailleurs pas dévoué outre mesure à Robespierre. En réalité, il prend part, avec une puissance d'assimilation remarquable, aux discussions de tout ordre de la Convention. C'est lui qui, aux applaudissements de la Convention, le 18 mars 1793, déclare (2) : « Il faut dire aux départements que vous ne souffrirez pas qu'il soit porté la moindre atteinte aux propriétés soit territoriales, soit industrielles », et il ajoute : « La République ne sera basée que sur les biens nationaux ; or comment les vendrez-vous si vous ne rassurez les propriétaires ; comment associez-vous les riches au sort de la République, si vous ne les engagez à porter leurs capitaux sur cette terre nationale. Je propose donc la peine de mort contre quiconque proposera la loi agraire. »

Nouvelles acclamations de la Convention qui décrète la motion du Montagnard Levasseur con-

---

1. *Moniteur Universel*, n° du 21 mars 1793. Compte rendu séance du 18.

que en ces termes : « Quiconque proposera ou tentera d'établir des lois agraires, ou toutes autres lois et mesures subversives des propriétés territoriales, commerciales ou industrielles, sera puni de mort. »

La condamnation de la loi agraire c'est la proscription de tous les systèmes égalitaires qui préconisent le partage des terres, lorsque ce partage sera la conséquence d'une atteinte portée aux propriétés actuelles ; et de fait, dans cette période de stagnation de la liberté de pensée qui s'étendra jusqu'au 9 thermidor, il n'est plus question de loi agraire, de partage des terres.

Ce que l'on ne saurait cependant oublier (Barère, comme d'ailleurs ses collègues du deuxième Comité, n'est pas exempt d'opportunisme), c'est que ce n'est peut-être pas tant la préoccupation de proclamer le droit de propriété que le désir de rassurer les acquéreurs de biens nationaux, qui est le véritable motif de son discours ; il ne s'en cache d'ailleurs pas ; ce n'est pas seulement dans la sécurité donnée aux propriétaires actuels que doit résider la véritable politique de la Révolution, « ce qu'il faut, c'est combattre l'anarchie qui est le grand moyen des contre-révolutionnaires et que ceux-ci propagent en excitant une partie des citoyens contre les propriétaires, car, quand l'homme tient au sol, il le défend. »

Donc, sécurité donnée aux propriétaires actuels, pour qu'ils ne se détachent pas de la République, ce

qui est de l'opportunisme, augmentation, d'autre part, du nombre des propriétaires, afin de multiplier les adeptes de l'idée révolutionnaire, c'est encore de l'opportunisme républicain et patriotique, et l'on doit arriver au même résultat par la vente des biens des émigrés non acquis jusqu'ici par petits lots, et par un mode de partage approprié des biens communaux.

Si Barère, comme la majorité des théoriciens égalitaristes de l'époque, respecte le droit de propriété et l'ordre actuel de distribution des richesses, il n'oublie pas la dette sociale de la nation, en faveur des pauvres, dette dont le poids pèsera naturellement et lourdement sur les riches. « Le rapport de l'organisation des secours publics est prêt. Je demande qu'il soit mis demain à l'ordre du jour » ; lorsque cette proposition est unanimement décidée, Barère demande que le principe de l'impôt progressif soit voté, ce qui est fait immédiatement, et Rarnel-Nogaret précise et fait adopter par la Convention la rédaction suivante : « Pour atteindre à une proportion plus exacte dans la répartition des charges que chaque citoyen doit supporter en raison de ses facultés, il sera établi un impôt gradué et progressif sur le luxe et les richesses, tant foncières que mobilières. »

Il s'en faut donc de beaucoup que la doctrine que Barère fit triompher à la Convention, dans cette séance mémorable du 18 mars 1793, fût simple et

nettement anti-égalitaire. N'est-ce pas, d'ailleurs, ce qu'en pensait Barère lui-même, qui, après avoir fait voter la peine de mort contre tout promoteur de loi agraire, fait dans ses mémoires le plus bel éloge du communiste Buonarotti, et notamment de son dévouement au « bonheur commun. » C'est à croire que le discours de Barère, le vote de la Convention sont, avant tout, des mesures de circonstance.

*Saint-Just.* — Tout près de Robespierre maintenant se dresse Saint-Just, qui lui est, avec Couthon, au Comité, l'appui le plus solide de Robespierre, Saint-Just « plus didactique et plus absolu que Robespierre lui-même », dit Taine. Mais Saint-Just qui est platonicien en doctrine et dans l'ouvrage (*La Constitution Républicaine*) duquel on retrouve l'idée de Platon que seule l'égalité peut conduire à la paix civile, Saint-Just, dogmatique à l'extrême, est lui aussi dominé par la loi des circonstances, et c'est la politique qui le mène à l'égalitarisme, à un égalitarisme de combat, de haine même, dirigé par les Sans-Culottes contre le parti hostile, contre les riches.

Le 10 octobre 1793, chargé de présenter à la Convention le rapport destiné à faire décréter l'établissement du régime révolutionnaire, il sème son discours de vues personnelles (1) : « Quand vous aurez

---

1. *Moniteur Universel*, n° du 12 octobre 1793, compte rendu de la séance du 10.

appauvri les ennemis du peuple, ils n'entreront plus en concurrence avec lui... alors le peuple indigent ne sera plus humilié par la dépendance où il est du riche. Le pain que donne le riche est amer, il compromet la liberté, le pain appartient de droit au peuple, dans un Etat sagement réglé. »

Le 8 ventôse an II, au nom du Comité, il dit (1) : « La force des choses nous conduit à des résultats auxquels on n'avait pas pensé. L'opulence se trouve entre les mains de nos ennemis ; concevez-vous qu'un empire puisse compter si les rapports civils sont contraires au maintien de cet empire ? La Révolution nous a conduits à admettre ce principe que celui qui s'est montré l'ennemi de son pays n'y peut pas être propriétaire. Les propriétés des patriotes sont inviolables, mais les biens des conspirateurs sont là pour secourir les pauvres. » Et il fait rendre par la Convention unanime le décret suivant, dont l'article 2 porte : « Les propriétés des patriotes seront inviolables et sacrées. Les biens des personnes qui sont reconnues ennemies de la Révolution sont séquestrés au profit de la République. »

C'est lui qui fait rendre par la Convention le décret du 13 ventôse an II (2) en faveur des patrio-

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 10 ventôse an II. Compte-rendu de la séance du 8.

2. *Moniteur Universel*, numéro du 16 ventôse an II.

tes indigents. Il disait : « Il ne faut ni riches, ni pauvres. »

D'après ce que nous connaissons du système social qu'il préconisait, il croyait à la réalisation d'un nouvel état économique par divers moyens qui étaient notamment l'éducation commune, la limitation de l'héritage, l'obligation au travail, la constitution d'une démocratie de petits propriétaires.

*Robespierre.* — Quelles sont les opinions sociales de celui qui, à tort ou à raison, personnifia le Gouvernement révolutionnaire de Robespierre ?

Le 24 avril 1793, il défendait à la Convention son projet de Déclaration des droits de l'homme au cours de la discussion sur cette constitution, projet qu'il avait développé à la Société des Jacobins le 21 avril.

On sait que l'article de la Déclaration des droits de 1789, relatif à la propriété, a donné lieu à diverses interprétations ; pour faire cesser ces équivoques et plutôt pour feindre tout au moins de tenter quelque chose en faveur de l'égalité de fait déjà si ardemment réclamée en faveur du peuple : « Je vous proposerai d'abord, dit-il, quelques articles nécessaires pour compléter votre théorie sur la propriété ; que ce mot n'alarme personne. Ames de boue ! qui n'estimez que l'or, je ne veux point toucher à vos trésors, quelque impure qu'en soit la source ; vous

devez savoir que cette loi agraire, dont vous avez tant parlé, n'est qu'un fantôme créé par les fripons pour épouvanter les imbéciles ; il ne fallait pas une Révolution sans doute pour apprendre à l'Univers que l'extrême disproportion des fortunes est la source de bien des maux et de bien des crimes ; mais nous n'en sommes pas moins convaincus que *l'égalité des biens est une chimère*. Pour moi, je la crois moins nécessaire encore au bonheur privé qu'à la félicité publique. Il s'agit bien plus de rendre la pauvreté honorable que de proscrire l'opulence... Posons donc de bonne foi les principes du droit de propriété ; il le faut d'autant plus qu'il n'en est point que les préjugés et les vices des hommes aient cherché à envelopper de nuages plus épais... *Nous avons dit avec raison que la liberté avait pour borne les droits d'autrui : pourquoi n'avez-vous pas appliqué ce principe à la propriété ?*... Vous avez multiplié les articles pour assurer la plus grande liberté à l'exercice de la propriété, et vous n'avez pas dit un seul mot pour en déterminer la nature et la légitimité, de manière que votre déclaration paraît faite, non pour les hommes, mais pour les riches, pour les accapareurs, pour les agioteurs et pour les tyrans. *Je vous propose de réformer ces vices en consacrant les vérités suivantes (1) :*

---

1. Il résulte de ce discours de Robespierre, paru au *Moniteur Universel* du 25 avril 1793 : compte rendu de la séance

ARTICLE PREMIER. — La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion des biens qui lui est garantie par la loi.

ART. II. — Le droit de propriété est borné comme tous les autres par l'obligation de respecter les droits d'autrui.

ART. III. — Il ne peut préjudice ni à la sûreté, ni à la liberté, ni à l'existence, ni à la propriété de nos semblables.

ART. IV. — Toute possession, tout trafic qui viole ce principe est illicite et immoral. »

Et il lisait ensuite un projet de Déclaration des droits ; il est aisé, en en prenant connaissance, de comprendre que Robespierre se rendait nettement compte qu'il fallait avoir l'air de faire quelque chose en faveur de la classe des prolétaires, un appui précieux pour la Montagne.

C'était une mesure opportuniste, mais elle n'eut pas l'agrément de la Convention, et la Déclaration des droits qu'elle adopte et qui fut d'abord la Déclaration girondine, s'en distingue assez nettement et se rapproche beaucoup plus de la Déclaration de 1789.

---

du 24, que la propriété est une institution sociale et non un droit naturel. « Nous avons dit avec raison que la liberté avait pour base les droits d'autrui, pourquoi n'avez-vous pas appliqué ce principe à la propriété, qui est une institution sociale, comme si les lois éternelles de la nature étaient moins inviolables que les conventions des hommes. »

L'article 6 de la Déclaration des droits adoptée à l'unanimité par les Jacobins le 21 avril 1793, et lue par Robespierre à la Convention disait : « La propriété est le droit qu'a chaque citoyen de jouir et de disposer de la portion de biens qui lui est garantie par la loi. » L'article 17 de la Déclaration girondine des droits de l'homme dit : « Le droit de propriété consiste en ce que tout homme est maître de disposer à son gré de ses biens, de ses capitaux, de ses revenus et de son industrie. »

Il y a une notable différence.

La Déclaration d'avril 1793 ne fait que reprendre le droit de propriété posé par la Déclaration de 1789 en lui donnant une signification de nature à satisfaire les conservateurs sociaux les plus déterminés de l'époque. A un point de vue dogmatique, il serait difficile de prétendre que l'égalitarisme intégral est contenu implicitement dans la Déclaration de 1789 lorsque la Déclaration de 1793 qui lui succède et qui est l'œuvre d'hommes que le développement des idées et des faits a rendus plus démocrates, donne de la propriété la définition la plus conservatrice, la plus rassurante pour l'ordre social existant, la plus bourgeoise, allais-je dire.

Il y a encore des différences assez essentielles entre le projet de Robespierre et la Déclaration des droits girondins de 1793 qui ne peuvent être mises en

lumière que par une comparaison étroite des principaux articles de ces deux déclarations.

Maintenant Robespierre voulait-il sincèrement la réalisation de son projet de droits dont il prévoyait certainement le sort à la Convention ? C'est douteux, surtout de la part d'un si habile politique. N'y a-t-il pas là seulement un programme bruyant destiné à rallier les masses populaires à la Montagne aux Jacobins, au parti de Robespierre, à lui-même.

M. Jaurès cite une note écrite de la main de Robespierre que je lui emprunte, et qui montre bien que ce qui préoccupe avant tout le grand tribun, c'est le résultat politique, le triomphe de l'idée républicaine, et que pour arriver à ce résultat il n'y a qu'un moyen, « il faut rallier le peuple ». Cette note fait admirablement comprendre la politique robespierraine et le plan qu'il entendait suivre ; l'œuvre sociale était surtout un moyen ; et, je le répète, il fallait rallier le peuple contre « les bourgeois » (1).

---

1. Cette note est également citée par MM. Buchez et Roux et par M. Paul Janet.

« Les dangers intérieurs viennent de la bourgeoisie ; pour vaincre le bourgeois, il faut rallier le peuple. — Quels seront nos ennemis ? — Les hommes vicieux et les riches. — Quand le peuple sera-t-il éclairé ? — quand il aura du pain, et que l'intérêt du riche sera confondu avec celui du peuple. — Quand sera-t-il confondu ? — Jamais. »

Janet. Livre 1<sup>er</sup>. Chap II. p. 114 (1<sup>re</sup> éd.).

Buchez et Roux, t. XXX, p. 126-127.

Jaurès, *Histoire Socialiste*, t. VI, p. 1511.

Pratiquement d'ailleurs, comme le reconnaît M. Aulard, il s'agissait de dépopulariser le projet de constitution si pratique du projet girondin, recourir au procédé classique de la surenchère, quitte à reprendre ensuite l'adjudication sur une mise à prix plus modeste. C'est ce qui arriva ; après la défaite, l'écrasement du parti girondin, à la Convention, le 2 juin, quand la Montagne fut absolument maîtresse de la situation, Robespierre ne reprit pas son projet de déclaration des droits.

Et quand le 2 juin 1793 le Comité de Salut Public, par l'organe de Héroult de Séchelles, présente une nouvelle déclaration des droits, montagnarde celle-là, et votée à cette date par le Comité, cette déclaration ne diffère que fort peu de la déclaration girondine, et l'on y trouve cette définition quasi-semblable de la propriété : Art. 16. « Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie. »

Lorsque cette déclaration des droits montagnarde et définitive de 1793 fut votée, lorsque la Convention eut adopté cette définition, j'allais dire très bourgeoise de la propriété, Robespierre ne prononça pas une parole en faveur de la déclaration des droits adoptés par l'Assemblée des Jacobins, et qu'il avait lui-même si énergiquement soutenue à la barre de la Convention le 24 avril. N'était-ce pas l'effet de la

destruction du parti girondin ; et dans ces conditions le projet de déclaration du 24 avril ne doit-il pas nous apparaître comme la surenchère égalitaire brandie par la Montagne pour dépopulariser la Gironde ? Tout porte à croire que telle est la vérité, mais alors quel jour singulier éclaire subitement la politique fertile en contradictions sociales du chef de la Montagne, de Robespierre ! Robespierre, lorsque le projet de déclaration des droits fut voté le 23 juin, ne se plaint pas de l'oubli dans lequel étaient tombées toutes ses propositions antérieures ; il reprocha même à la droite de l'Assemblée de n'avoir pas voté avec enthousiasme, et M. Janet de dire avec beaucoup de bon sens : « Comment ne pas voir dans le premier projet de Robespierre une arme de guerre que l'on jette après le combat quand elle est devenue inutile ! »

Et ce n'est pas tout : le 24 avril Robespierre avait proposé de dispenser les citoyens indigents de toute contribution aux dépenses publiques. Le 17 juin Levasseur et Ducos reprennent cette proposition à la Convention, mais la Gironde est tombée et Robespierre vient lui-même combattre son ancienne proposition : « J'ai partagé un moment l'erreur de Ducos, je crois même l'avoir écrit quelque part, mais j'en reviens aux principes ; et je suis éclairé par le bon sens du peuple qui sent que l'espèce de faveur qu'on lui présente n'est qu'une injure. »

§ 3. — *Les Déclarations des droits de 1793*

Si la Déclaration des droits votée le 24 juin ne fait que consacrer l'ordre social existant, la constitution votée le même jour et qui puise son inspiration aux mêmes sources, est muette sur tout changement à apporter à cet ordre social.

L'Acte Constitutionnel dans son chapitre CXXII garantit l'égalité, mais dans la Déclaration cette égalité ne figure pas au rang des droits naturels et imprescriptibles — et l'Acte Constitutionnel garantit d'ailleurs la sûreté (qui consiste dans la protection accordée par la Société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés) — il garantit la propriété, le régime de propriété existant qui est incompatible avec l'idée égalitaire intégrale. Il se trouvera pourtant des égalitaristes pour s'enthousiasmer sur cette constitution ; mais c'est parce que cette constitution, essentiellement démocratique laisse le champ libre à toutes les aspirations, toutes les réformes sociales ou autres, en établissant le suffrage universel. En elle-même ce n'est pas un acte social, c'est un acte constitutionnel basé sur une déclaration de droits conservatrice de l'ordre social existant.

La Déclaration des droits girondine d'avril 1793 n'est pas égalitaire, la Déclaration montagnarde de

juin ne l'est pas davantage. Le 18 mars on décrète la peine de mort contre quiconque parlera de loi agraire. Mais alors l'idée égalitaire est donc bannie à jamais de l'enceinte de la Convention !

Il serait dangereux de se prononcer aussi rapidement, car il ne faut pas l'oublier, la Convention est avant tout une assemblée qui fait de la politique, et comme telle opportuniste ; il nous paraît que par conviction, par intérêt personnel, et également afin d'assurer dans de bonnes conditions la vente des biens nationaux, elle recherche les occasions utiles pour proclamer bien haut que les propriétés seront respectées. Pourtant cette même Convention, surtout du jour où sur l'intervention parisienne le parti girondin est décimé, se rend bien compte que l'intérêt du pays, de l'idée révolutionnaire, et le sien propre, c'est-à-dire celui de la Montagne, lui commandent de s'allier les sympathies et les dévouements populaires. La Convention, d'ailleurs, siège dans une grande ville où les émeutes sont faciles, une ville qu'il est très difficile d'alimenter (cette question de la subsistance de Paris a été peut-être la plus grave préoccupation de l'époque, et la cause directe ou indirecte d'événements de toutes sortes), elle a dans son voisinage une assemblée aussigénante que puissante : la Commune de Paris. La guerre civile désole les départements, les armées ennemies sont à quelques jours de la capitale. Il faut nourrir les soldats,

innombrables et leurs familles qu'on prive des bras les plus utiles.

Or les Déclarations de droit girondine et montagnarde, sans parler naturellement de la Déclaration des droits présentée par Robespierre le 24 avril, tout en maintenant rigoureusement l'ordre social et économique existant, ont toutes deux laissé une place à l'obligation sociale des secours publics, ou, pour parler plus exactement puisqu'il s'agit de déclaration de droits, au droit à l'assistance. La Déclaration montagnarde précise même en son article 21, et elle parle de *droit au secours en argent ou en travail*.

#### § 4. — *Quelques lois sociales et économiques*

*Le Maximum sur les grains.* — Le 2 mai 1793, malgré l'opposition des Girondins et croyant ainsi parer aux nécessités de l'heure et empêcher l'accaparement, la Convention décrète le principe d'un maximum pour le prix des grains, et ce pour un temps déterminé.

Le 3 mai la Convention après avoir entendu les Comités de commerce et ceux de l'agriculture rend un décret réglant les conditions de la vente des grains et des farines, posant le caractère obligatoire de cette vente, et l'obligation de se soumettre au régime des réquisitions des grains qui seraient fai-

tes, prescrivant l'établissement d'une taxe, d'un maximum sur les grains (1).

Toute une série de peines étaient prévues pour la non-observation de la loi, peines pécuniaires assez sévères. Quant à ceux qui étaient convaincus d'avoir gâté, perdu ou enfoui à dessein des grains ou farines, ils étaient punis de mort (2).

Cette loi était une loi très hardie, d'intervention économique, et devait avoir un complément par la loi du 26 juillet 1793, appliquant le principe du maximum à toutes les denrées de première nécessité, et en même temps une loi de répression extrêmement sévère contre les accapareurs.

*Partage des biens communaux.* — Le 10 juin 1793 la Convention décrétait une mesure, certainement égalitaire puisqu'elle augmentait dans de notables proportions le nombre des petits propriétaires sans pourtant toucher aux propriétés individuelles existantes.

C'est le décret sur le mode de partage des biens communaux (3).

On définissait biens communaux ceux sur la pro-

---

1. Voir les numéros du *Moniteur Universel* des 4 et 5 mai 1793.

2. M. Jaurès a analysé le rapport de Fabre de l'Hérault à ce sujet et toute la discussion dans son ouvrage sur la Convention. *Hist. du Socialisme*, t. IV, p. 1576, 1577, 1578, 1579, 1580, 1581, 1582.

3. *Moniteur Universel*, numéro du 13 juin 1793.

priété ou le produit desquels tous les habitants d'une ou plusieurs communes, ou d'une section de commune ont un droit commun. Etaient exceptés du partage les bois communaux, les voies publiques, édifices publics, rivages, ports, etc., et en général toutes les portions du territoire qui n'étaient pas susceptibles d'une propriété privée sont considérées comme une dépendance du domaine public.

Le partage des biens communaux était fait par tête d'habitant domicilié de tout sexe et de tout âge, sans que personne pût avoir droit au partage dans deux communes : c'était bien là la disposition égalitaire de la loi (égalité dans le sens de diffusion de la petite propriété) ; le partage donne naissance à un droit de toute propriété, avec défense pourtant d'aliéner pendant les dix années qui suivront la promulgation de la loi. Le partage devait être fait par voie de tirage au sort après expertise. Il était facultatif en ce sens qu'il fallait un tiers de l'assemblée des habitants pour décider s'il y avait lieu à partage et si le partage serait partiel ou total.

Enfin un décret avait été destiné à accélérer la vente des biens nationaux et à en assurer l'adjudication en petits lots, de façon à assurer la diffusion de la propriété foncière.

*L'emprunt ou impôt progressif.* — Le 20 mai (1)

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 21 mai 1793.

la Convention avait voté une mesure plus grave en apparence, qui contribuait à ouvrir la voie à cette idée que nous retrouverons souvent : le superflu de la fortune des riches peut être revendiqué par la Nation ; la Convention décrète à cette date « qu'il y aura un emprunt forcé d'un milliard sur les citoyens riches ; les reconnaissances seront admises en paiement des biens d'émigrés. Le Comité des finances présentera incessamment le mode d'exécution ».

Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agissait que d'un emprunt. La discussion avait été du plus haut intérêt. On avait écarté la distinction entre riche patriote et riche aristocrate, mais l'emprunt ne représentait pas seulement un expédient de nature à procurer les sommes énormes nécessitées par les besoins de la guerre, l'emprunt est aussi une mesure destinée à rallier les pauvres, et en même temps à effrayer tout au moins la classe qui semblait s'opposer au triomphe de l'idée révolutionnaire. Il faut lire à ce sujet le discours de Cambon. Le débat sur les voies et moyens eut lieu dans les séances des 9-21 et 22 juin 1793.

La Convention décréta le 22 juin (1) à l'unanimité que « par une conséquence de sa déclaration faite au commencement de la session, et consignée dans l'Acte Constitutionnel qui sera incessamment présenté à la

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 25 juin 1793.

sanction du peuple souverain, tendant au *maintien inviolable des propriétés territoriales, commerciales, industrielles*, le répartition de la somme d'un milliard, formant l'emprunt forcé décrété le 20 mai dernier, ne sera point fait sur les propriétés ou les capitaux, mais seulement sur tous les revenus fonciers, mobiliers et industriels, d'après des règles et des mesures justes et dignes d'un peuple libre ».

Ainsi tous étaient unanimes à déclarer que la propriété devait être respectée.

Dans quelle proportion le revenu doit-il être atteint par l'emprunt ? Jean-Bon Saint-André obtint que l'emprunt ne serait levé que sur les citoyens vraiment riches : « 1<sup>o</sup> Ne sont pas assujetties à l'emprunt forcé d'un milliard les personnes mariées dont les revenus nets sont au-dessous de 10.000 livres, et ceux des célibataires dont les revenus sont au-dessous 6.000 livres ; 2<sup>o</sup> Quinzaine après la publication du présent décret, chaque citoyen dont les revenus sont au-dessus de la classe exceptée par l'article 1<sup>er</sup> sera tenu de fournir à sa section ou à sa commune une déclaration de ses revenus et de ses charges. »

Mais le 19 août 1793, Ramel faisait remarquer qu'établi sur ces bases l'emprunt ne donnerait que 200 millions. C'est pourquoi la Convention décréta le 3 septembre 1793 que les citoyens feraient la déclai-

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 6 septembre 1793.

ration de leur revenu devant une commission nommée par le Conseil général de la Commune, qui rectifierait, prononcerait même des peines. On laissait 1.000 francs aux célibataires, 1.500 livres pour les gens mariés, plus 1.000 livres pour leur femme et chacun de leurs parents à la charge. Sur l'excédent un dixième de 1 à 1.000 livres, 9 dixièmes de 8.000 à 9.000 livres seront absorbés par l'emprunt, et, au delà de 9.000 livres, le revenu sera absorbé par l'emprunt.

L'emprunt progressif était à la vérité présenté comme une mesure *provisoire* ; et pourtant de l'aveu même de Ramel, il faudra bien « par des lois sages » et « des voies douces » ramener « au niveau de l'égalité les fortunes qui en sont sorties ».

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur l'œuvre législative de la Convention et sur les tendances sociales qui y figurent ; nous savons maintenant la vérité qui est, que, tout en respectant absolument le principe du maintien des propriétés, la Convention a pour des raisons que nous croyons être celles que nous avons exposées, édicté des lois qui atteignaient les propriétaires riches, et même simplement aisés. Théories égalitaires et nécessités des circonstances ont trouvé un écho dans l'œuvre législative de la Convention.

M. Jaurès a raison de dire que « dans l'ordre de l'action comme dans l'ordre de la pensée tous les

grands précédents ont été créés avant la chute de la Gironde ; et que la Montagne victorieuse n'a besoin ni d'invention politique ni d'invention sociale » (1). Cela est exact, mais par l'application, l'interprétation, le développement qu'ils donnent à ces mesures sociales, l'œuvre du gouvernement révolutionnaire proprement dit, qui fait suite à la chute des Girondins, et qui est réalisé par le second Comité de Salut Public peut être une œuvre originale et personnelle au premier chef. C'est ce dont nous allons chercher à nous rendre compte.

---

1. *Histoire Socialiste*, t. IV, p. 1582.

## Deuxième Partie

### INTRODUCTION A LA DEUXIÈME PARTIE

#### **Qu'entendrons-nous par actes du Comité de Salut Public ?**

---

Nous allons rechercher s'il existe dans les actes du deuxième Comité de Salut Public les tendances égalitaires et, dans l'affirmative, de quelle façon, par quelle modification à la distribution des richesses existantes, elles étaient susceptibles d'être réalisées.

Ces actes sont d'abord et surtout les arrêtés pris par le Comité de Salut Public; il en rendait tous les jours — et il n'est pas rare qu'il y en ait plus de cinquante rendus dans la même séance — ensuite les instructions adressées par le Comité à ses agents, et surtout aux représentants du peuple : instructions générales ou particulières, suivant qu'elles sont

adressées à l'ensemble des représentants ; il sera difficile, impossible même en étudiant la correspondance adressée par le Comité aux représentants de négliger celle que les représentants ont adressée aux Comités ; en l'étudiant nous pourrons voir s'il y avait toujours unité de vue entre les représentants et le Comité, et de quelle façon les instructions de ce dernier ont été appliquées ; il se trouvera que la correspondance envoyée par les représentants au Comité est beaucoup plus riche en tendances égalitaires que les instructions du Comité à ces mêmes représentants. Cela tient à ce que le Comité, sûr en général de l'esprit des représentants, préférerait leur laisser prendre sur place les mesures opportunes ; car, chose curieuse, le Comité qui multiplie les arrêtés les plus précis et les plus minutieux, se renferme le plus souvent dans ces généralités lorsqu'il écrit aux représentants. Notre devoir sera de rechercher au besoin si ces représentants sont toujours demeurés en étroite communauté de vue avec le Comité ; nous examinerons successivement l'œuvre de ces exécuteurs des ordres du Comité, sans toutefois entrer dans le détail de leurs arrêtés, ce qui serait d'ailleurs pratiquement impossible,

Nous rangerons également parmi les actes du Comité de Salut Public les rapports faits en son nom par l'un de ses membres à la Convention, lorsque ces rapports précéderont le vote par l'Assemblée

d'un décret ou d'une loi de quelque importance sociale, préparé par ce Comité ; il y a bien là comme des actes du Comité, puisque ces lois sont purement et simplement son œuvre, la consécration par le vote de l'Assemblée du projet par lui arrêté, et la Convention vote presque toujours sans sérieuses objections (1).

---

1. Le but de ce travail était de tâcher de démêler les tendances égalitaires du deuxième Comité de Salut Public telles que nous les révèlent les actes, les circulaires, les lettres du Comité. Il est intéressant de connaître comment les représentants répondent à ces lettres du Comité ; mais cela ne doit point faire oublier que nous n'avons proprement à examiner que l'action de l'organe central du Gouvernement révolutionnaire et ses rapports avec les représentants, et non le détail de l'œuvre de ces représentants, œuvre d'ailleurs souvent discutable.

M. Aulard, dans sa publication du *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, range parmi ces actes tous les arrêtés et circulaires du Comité, les décrets rendus par la Convention relativement aux attributions du Comité, la correspondance échangée entre le Comité et les représentants (il insère dans cette correspondance les lettres des représentants à la Convention, qui étaient en réalité destinées au Comité).

En ajoutant à ces documents certains discours prononcés à la barre de la Convention par les membres du Comité et certains arrêtés-types pris par les représentants, nous aurons la base nécessaire pour asseoir notre opinion sur les tendances égalitaires du Comité d'après ses actes.

La publication de M. Aulard a été pour nous un guide précieux, une mine inépuisable de documents rigoureusement authentiques ; elle nous a permis de concentrer des recherches qui nous auraient demandé plus de dix ans d'efforts ; elles nous a rendu le travail possible et loyal.

## CHAPITRE PREMIER

### **Y a-t-il un dogme égalitaire consciemment exprimé dans les actes du Comité de Salut Public ?**

---

Nous avons vu que l'idée égalitaire a pris corps en 1793, tout au moins dans la littérature qui précède l'avènement du deuxième Comité de Salut Public.

Cette idée égalitaire, allons-nous la retrouver à l'état conscient dans les actes du deuxième Comité de Salut Public ? Les membres du Comité et leurs subordonnés vont-ils essayer eux-mêmes de dégager de leurs actes la doctrine de l'égalité, et l'invoqueront-ils eux-mêmes pour expliquer les mesures qu'ils prendront ? Agiront-ils au nom de l'égalité ?

On ne saurait, pour juger si l'idée égalitaire est consciemment exprimée dans les actes du Comité de Salut Public, mieux faire que de s'en rapporter aux grandes instructions générales envoyées par le Comité à ses agents.

Lorsque la Convention rend le 14 frimaire'an II, 4 décembre 1793, un grand décret sur le mode de gouvernement provisoire révolutionnaire, le Comité envoie à tous ses agents des circulaires détaillées où il leur explique dans quel cas il entend que le décret soit appliqué.

Dans ces circulaires, le Comité ne se contente pas seulement de tracer à chacun les devoirs respectifs que le décret du 14 frimaire an II leur a assignés, il se livre à des considérations d'ordre général ; pas un mot pourtant n'est prononcé en faveur des théories égalitaires ; rien qui permette de penser que l'égalité de fait soit un des buts auxquels tend le Comité, ni même qu'il ait une doctrine égalitaire (1). Rapportons-nous-en, d'autre part, à la grande circulaire que le 28 pluviôse an II, 11 février 1794, le Comité de Salut Public adressa aux représentants chargés d'organiser le gouvernement révolutionnaire dans les départements. « Jusqu'à présent, froissé par le choc des factions qui lui préparaient de nouveaux fers, le peuple a besoin de reposer enfin ses regards sur le but qu'il doit atteindre. La loi du 14 frimaire le détermine, c'est à nous de l'y conduire. Chargés de la même mission, des mêmes intérêts, pénétrés des mêmes intentions, votre marche doit être uniforme, également rapide. Laissons aux tyrans cette politique tortueuse, incertaine, qui médite dans l'ombre et

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p.161-186.

dans la peur. La vôtre est d'agir. Divisés d'intérêts, réunis par le crime et la lâcheté qu'il enfante, ils épient mutuellement leur défaite dans l'espérance de s'entr'égorger. Nous, animés du même esprit, dirigés par les principes tendant au même but, assurons le bonheur du peuple, en nous empressant de consolider la liberté pour l'organisation d'un gouvernement qui en est la principale base (1). »

Dans cette pièce pourtant si importante, puisqu'elle est une interprétation officielle donnée par le Comité au décret du 2 frimaire, organisant le Gouvernement révolutionnaire, nous ne trouvons pas mention de cette doctrine d'égalitarisme social et économique : il est parlé de bonheur du peuple basé sur la liberté et c'est tout. De même dans la grande circulaire aux Sociétés populaires du 16 pluviôse an II, 4 février 1794, le Comité est muet sur la question égalitaire (2).

Lorsque le Comité donne aux représentants des armées ses instructions sur la conduite à tenir dans les pays que les armées révolutionnaires vont conquérir, nous trouvons bien mentionné le mot d'égalité, et c'est ainsi que dans une instruction donnée par le

---

1. Aulard. *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, t. XI, p. 183 (Arch. nat. AA<sup>3</sup>).

La circulaire est signée par Billaud-Varenne, Barrère, Collet d'Herbois.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. X, p. 680.

Comité de Salut Public aux représentants de la Moselle, signé de la main de Carnot à la date du 8 prairial an II, 27 mai 1794 (1), le Comité s'exprime de la façon suivante : « Que votre conduite soit tellement connue, que chacun voie que ce n'est pas le système de la dévastation, mais celui de l'égalité que vous apportez. »

Cette égalité, quelle est-elle ? S'agit-il d'une égalité sociale et économique ; certainement nous voyons dans la même instruction que le Comité recommande aux représentants et au général en chef Jourdan de ménager les « malheureux, les femmes, les enfants, les vieillards », d'entrer « comme bienfaiteurs des peuples » en même temps que comme « le fléau des grands, des riches, des ennemis particuliers du nom français ». Mais le fait même d'avoir accolé ces mots « riches et ennemis particuliers du nom français », indique suffisamment que ce que l'on poursuit contre le riche, c'est moins la réalisation de la doctrine égalitaire que la répression de la politique contraire à l'idée révolutionnaire et jacobine.

Lorsque nous aurons l'occasion d'étudier les mesures prises en France, même par le Comité et ses agents contre les riches, nous verrons que ces mesures ont beaucoup plus pour but de satisfaire aux

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIII, p. 778. /

besoins pécuniaires du moment, de réprimer des adversaires politiques ou des partisans par trop modérés et de rallier le peuple naturellement jaloux des fortunes orgueilleuses, que d'affirmer d'une manière éclatante le principe de l'égalité de fait.

D'ailleurs ce n'est pas avec des recommandations de ce genre que le Comité aurait pu tracer le plan d'une politique égalitaire à ses agents.

Nous avons consciencieusement cherché dans tous les arrêtés, instructions, lettres du Comité, une affirmation nette du dogme de l'égalité sociale et économique.

Certains actes peuvent, il est vrai, prêter, au premier abord, à une certaine confusion.

Prenons pour exemple une circulaire adressée par le Comité aux administrateurs de district à la date du 22 pluviôse an II, 10 février 1794 (1). Nous y lisons en particulier : « ... Un autre décret du même jour, 1<sup>er</sup> frimaire, proclame que tous les biens nationaux seront vendus en la même forme que ceux des émigrés. Cette loi bienfaisante, qui tend à *multiplier les possesseurs*, et à empêcher que *les propriétés privées ne s'accumulent sur une seule tête*, est toute populaire, et vous vous attacherez surtout à en suivre l'esprit dans la répartition et la vente qui s'en font sous vos yeux... »

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. XIII, p. 778.

Mais cette mesure n'est pas vraiment égalitaire. C'est la diffusion de la propriété foncière ; le nombre des propriétaires est accru, mais l'égalité n'est pas établie entre les propriétaires : les gros propriétaires n'étaient pas exclus de l'adjudication. C'est une mesure parallèle à celle qui avait été réalisée par le partage des biens communaux, entre chaque citoyen, en lots égaux. C'est un moyen ingénieux de parer au péril social, tout en consacrant le respect des propriétés individuelles existantes, affirmé en 1789, en leur inégalité.

Rechercher, d'autre part, dans les actes innombrables des représentants, ou même seulement dans les lettres adressées par les représentants au Comité, s'ils ont affirmé nettement et consciemment le dogme de l'égalité de fait est à coup sûr une tâche tellement complexe qu'une conclusion semble impossible. Avaient-ils la notion exacte d'un nouveau régime social et économique à établir sur les ruines de la libre propriété individuelle ?

Il est probable, il est même certain que plusieurs représentants étaient travaillés par cette idée égalitaire, et que la richesse leur semblait un ennemi à combattre par là-même que c'était la richesse ; dans ce sens nous trouvons une lettre envoyée de Caen le 29 août 1793 par les représentants de l'armée des côtes de Cherbourg au Comité, portant les signatures

de Bonnet et de B. Lindet, celui-ci membre du Comité de Salut Public (1) :

« Ne vaudrait-il pas mieux faire exécuter la loi du 4 mai ; c'est faire la loi à la richesse... N'est-ce donc pas pour la richesse que les lois sont faites ? Il faut empêcher qu'elle ne contrarie les droits de la nature. Lorsque les prétentions de la richesse se trouvent en opposition avec les droits naturels de l'homme, il faut les réprimer. »

« Il est encore plus important de se prononcer fortement et sur-le-champ dans cette grande question, que d'armer les citoyens... L'armement, commandé par la plus impérieuse nécessité, deviendra funeste si l'on diffère quelques jours de prononcer ce célèbre jugement entre la nature et la richesse. »

Il y a une grande véhémence dans cette déclamation contre la richesse, dans cette différence que l'on marque entre la nature et cette richesse, mais y parle-t-on d'établir l'égalité entre tous les hommes ? Cette déclamation contre la richesse, antithèse de la nature, perd singulièrement de sa portée générale, lorsqu'on sait que ce fameux jugement, que demandaient Lindet et Bonnet dans leur lettre, est purement et simplement l'application au département de l'Ille-et-Vilaine de la loi du 4 mai 1793 relative aux subsistances, et fixant un maximum pour le

---

1. Aulard. *Recueil des actes*, t. VI, p. 174.

prix des grains, loi qui est restée jusque-là inappliquée dans ce département.

Ce que demandent donc les deux représentants au Comité, en disant que le jugement entre la nature et la richesse ne saurait être différé, ce n'est pas d'arrêter ou de faire décréter que l'égalité sera désormais la commune mesure des rapports entre les hommes, mais d'assurer dans un département le service des subsistances de manière à ce que l'on soit sûr tout au moins de nourrir les troupes que l'on recrute de toutes parts. Voilà l'explication et la portée de cette lettre, et il ne s'y trouve pas du tout l'affirmation du dogme et l'indication que l'on a pour but conscient de réaliser l'égalité de fait.

Dans d'autres lettres émanant des représentants du peuple, nous trouvons des déclamations contre les richesses, telles que celles-ci qui sont écrites par Fouché, représentant en mission dans les départements du Centre et de l'Ouest ; il écrit le 13 octobre 1793 (1) : « Tous mes coffres-forts sont déjà remplis : on rougit ici d'être riche, et l'on s'honore d'être pauvre. » Il ajoute le 3 novembre 1793 (2) : « Le mépris pour le superflu est tel, ici, que celui qui en possède croit avoir sur lui le fléau de la réprobation. »

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 403.

2. Aulard. *Recueil des Actes*. t. VIII, p. 218.

Y a-t-il l'indication bien consciente d'un système précis tendant à la réalisation de l'égalité de fait, car la doctrine égalitaire ne tient pas tout entière, loin de là, dans la haine du riche, et dans des déclamations contre le superflu ? Je crois Fouché, en particulier, un esprit trop fin pour qu'il ait cru avec de pareilles déclamations jeter les bases d'un système égalitaire.

Nous trouvons un autre genre de déclamation qui est toujours l'œuvre de Fouché, associé cette fois à Collot-d'Herbois et à Sébastien de la Porte ; ce n'est plus l'antienne contre les riches, c'est la tendance idyllique à la manière de J.-J. Rousseau ; écoutons le langage des représentants à Lyon, le 20 brumaire an II, 10 novembre 1793 (1) : « Sur les débris de cette ville superbe et rebelle, qui fut assez corrompue pour demander un maître, le voyageur verra avec satisfaction quelques monuments simples élevés à la mémoire des martyrs de la Liberté, et des chaumières éparses que les amis de l'égalité s'empresseront de venir habiter pour y vivre heureux des bienfaits de la nature. »

Ce qui ressort de cette littérature légèrement lyphatique, c'est que bien que les représentants soient très imprégnés des tendances égalitaires de l'époque, il n'y a pas chez eux le reflet d'un système bien

---

1. Aulard. *Recueil des actes*, t. VIII, p. 332.

déterminé. Nous verrons par la suite quelles peuvent être les causes de tous leurs actes sociaux, ce que l'on peut dire, c'est qu'ils ne semblent pas être les disciples, les propagateurs d'une doctrine sociale précise, et que l'on a pas un seul instant la notion exacte de l'état social et économique nouveau dont ces gens-là voulaient doter la France. D'ailleurs à l'époque où ils vivent et agissent, il y a bien, nous l'avons vu, des tendances égalitaires, mais les doctrinaires eux-mêmes s'arrêtent lorsqu'il s'agit de donner une forme précise à leurs conclusions.

Ni Rabaut, ni Lepelletier de Saint-Fargeau, ni Harmand, ni tant d'autres ne se sont senti la force nécessaire et n'ont jugé les circonstances suffisamment mûres pour édifier le plan d'ensemble d'un nouveau système égalitaire ; ils ont reculé devant les moyens à employer, et la formule qu'ils proposent, le moyen qu'ils soumettent, n'est jamais à proprement parler égalitaire. La loi agraire, d'ailleurs, est là avec ses menaces de mort contre quiconque voudra réaliser l'égalité foncière.

Comment alors les doctrinaires ont-ils hésité et les hommes d'action, préoccupés avant tout de parer aux nécessaires de l'heure, auraient-ils pu se montrer moins circonspects dans leur profession de foi ? Il n'y a pas d'égalité de fait possible sans une modification radicale du régime de la propriété : cette modification radicale, la législation conventionnelle

n'en a point voulu. Le Gouvernement révolutionnaire a bien suspendu l'exécution de la constitution du 24 juin ; il a bouleversé le régime administratif ; mais nous ne trouvons pas trace ni dans les décrets qui l'ont instituée, ni dans les discours qui ont précédé et motivé son institution, ni dans les proclamations faites par le Comité pour l'application de ces décrets, de la disposition du régime social existant, basé sur la libre propriété individuelle, et quand la Convention ou le Comité privent un citoyen ou un groupe de citoyens de leurs biens, ils invoquent la raison politique et prétendent frapper dans le vide le contre-révolutionnaire.

Tout ceci ne veut pas dire que le Gouvernement de l'époque ne soit pas composé d'hommes imprégnés d'idées égalitaires ; mais ce qui semble maintenant avéré c'est que l'égalité de fait n'est pas le principe majeur avoué de la politique montagnarde et qu'il n'y a pas un système social préconisé.

## CHAPITRE II

**N'y a-t-il pas en revanche dans l'œuvre du Comité des manifestations délibérément conservatrices de l'ordre social économique existant ?**

---

*N'y a-t-il pas en revanche dans l'œuvre du Comité et de ses agents des manifestations délibérément conservatrices de l'ordre social existant : régime de libre propriété individuelle, et respect des droits des propriétaires de l'époque ? Nous n'en voulons comme exemple qu'un arrêté pris par le Comité de Salut Public réuni au Comité de Sûreté Générale dans une séance commune tenue le 24 juillet 1793 (1). « Les Comités... arrêtent que deux de leurs membres se transporteront sans délai à Amiens où ils assembleront les citoyens et leur feront connaître combien il*

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. V, p. 351.

serait dangereux de ne pas arrêter les mouvements auxquels les malveillants les ont portés, et les invitent à rentrer dans l'ordre *en respectant les propriétés*. En conséquence les deux Comités ont nommé pour cette mission les citoyens Dumont et Chabot qu'ils autorisent à prendre toutes les mesures qu'ils croient convenables et à requérir les corps civils et militaires en cas de besoin pour le maintien de la tranquillité, *la conservation des propriétés*, la sûreté des personnes et le respect de la loi. » Cet arrêté est signé par Chabot, Dumont, Couthon, Amar, Thuriot, Laignelot, Ingrand, Barère, Alquier, Benoit-Guffroy, Drouet.

L'un des premiers actes du second Comité de Salut Public était donc de proclamer le maintien des propriétés et de se concerter avec l'organe de gouvernement spécialement chargé des mesures de police, le Comité de Sûreté Générale, pour prendre les dispositions les plus énergiques et les plus propres à réprimer tout acte attentatoire à l'existence de ces propriétés.

Le Comité ne faisait d'ailleurs là que reprendre la thèse tant de fois affirmée par la Convention de l'inviolabilité des propriétés, et cette thèse avait triomphé une fois encore avec le vote de la constitution de 1793.

Nous ne retrouvons pas par la suite beaucoup d'arrêtés de ce genre ; c'est qu'en effet le Comité,

préoccupé par une foule de questions préférerait sans doute laisser à ses agents le soin de réprimer quand il y avait lieu les actes portant atteinte aux propriétés. Mais jamais le Comité n'a contredit la mesure citée plus haut, et jamais, ni au Comité ni à la Convention le principe n'a été contesté ni par un décret ni par un arrêté.

Ce qu'on peut se demander, c'est si les représentants ont également affirmé dans leur politique le maintien des propriétés. Lorsqu'on étudie l'histoire des rapports des représentants en mission aux armées ou dans les départements, avec l'organe central du Gouvernement révolutionnaire, on se rend compte qu'il n'y a pas toujours harmonie de vues entre cet organe central et ces agents ; il y a eu désaccord notamment sur la politique à suivre à l'égard du clergé ; n'y a-t-il pas eu également désaccord sur la politique à suivre à l'égard des propriétés ?

Pourtant dans la correspondance même des représentants nous trouvons chez les plus ardents entre les riches égoïstes l'affirmation du principe de respect des propriétés. Écoutons le langage que tiennent les représentants à l'armée des Alpes et dans la Saône-et-Loire le 9 octobre 1793 : « On avait débité que l'armée de la République était composée de brigands qui ne cherchaient à pénétrer dans la ville que pour la piller. Eh bien ! Cette armée est à peine arrivée aux portes de Lyon que d'elle-même et d'un mouve-

ment spontané elle fait le serment de respecter les personnes et *les propriétés*. » (1).

C'est à dessein que nous avons cité cette lettre, un pareil langage est d'autant plus édifiant dans la bouche des représentants aux portes de Lyon que chez tous autres, car s'il est une ville où les principes conservateurs des propriétés risquent de n'être pas observés c'est bien à Lyon, ville rebelle entre toutes à l'action montagnarde, et au siège de laquelle il a fallu durant l'automne de l'année 1793 employer 60.000 hommes pour la réduire. On peut dire que ce n'est pas contre l'idée républicaine, mais bien contre la domination montagnarde que Lyon s'était soulevé. Raison de plus pour que la Montagne se venge, et sa vengeance fut en effet terrible. C'est au cours de cette vengeance que la répression la plus effroyable peut-être que connaisse l'histoire moderne, sévit sur cette ville, qui fut placée en dehors du droit commun. Il était donc intéressant au premier chef de connaître quelles étaient les dispositions des Montagnards quelques jours avant la prise de cette ville. Cette affirmation du respect des propriétés à cette date, dans ces lieux et dans cette circonstance lui donne un caractère tout particulier, il est permis d'en conclure que si le principe du respect des propriétés a été proclamé

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 333.

ainsi sous les murs de Lyon, nous le retrouverons forcément proclamé dans presque tous les autres lieux et toutes les autres circonstances.

Un pareil langage est encore plus significatif de la part des représentants dans le département de Rhône et Loire que de tous autres. Il est tellement significatif que nous pourrions nous en tenir là. Je tiens pourtant à citer encore cette lettre topique des représentants à l'armée d'Italie au Comité, mandée de Cottignac le 29 août 1793 (1) : « Le peuple ne revient pas de sa surprise. On lui avait dit que l'armée d'Italie n'était composée que de brigands mis en mouvement par des cannibales (c'est nous), et partout cette armée, composée de vrais Sans-Culottes qui nous ont ont présenté plusieurs pétitions pour aller au secours de leurs frères opprimés, a donné l'exemple du *respect pour les propriétés*, et pour la discipline et le bon ordre. » On voit que le Sans-Culotte n'est pas forcément l'ennemi de la propriété privée, et que lorsque les armées de Sans-Culottes opèrent, elles savent pratiquer le respect des propriétés. Il faut noter qu'il n'est pas fait de distinction ni entre celles des riches et celles des pauvres. Qu'on ne dise pas qu'il y a là un trompe-l'œil ; il ne s'agit pas ici de proclamations destinées à leurrer des popu-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 183.

*Moniteur Universel*. Séance du 5 septembre 1793.

lations qu'on ne veut pas tout d'abord effaroucher. Ces missives sont, au contraire, destinées à être adressées non pas aux populations mais à un comité d'hommes d'Etat qui eux ne se laissent pas leurrer, et si les représentants attirent l'attention du Comité sur ce fait que soldats et Sans-Culottes ont partout affirmé le respect des propriétés, c'est qu'ils savent que cette conduite des troupes est en parfaite harmonie avec les vues de l'autorité civile.

Les gouvernants de l'époque ont d'ailleurs un mot typique que nous connaissons bien pour dépeindre avec tout le mépris qu'il comporte les hommes qui ne respectent pas les propriétés ; ce sont des anarchistes. A propos de la prise de Manosque, Ricord et Robespierre jeune écrivent le 28 août 1793 (1) en parlant des habitants du pays : « Ils reconnaissent bientôt que nous n'étions point des anarchistes. »

Donc ni le Comité ni les représentants (2) ne prêchent la doctrine de la suppression des propriétés privées, et nous ne retrouvons en tout cas nulle part dans les arrêtés, les lettres ou les proclamations du Comité et de ses agents, la doctrine du partage des propriétés en portions égales, qui n'est pas autre, d'ailleurs, que la loi agraire que la Convention a frappée de mort.

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 157.

2. Je ne dis pas *tous* les représentants.

N'essayons donc pas plus longtemps de chercher une doctrine qui est bannie en 1793 et en 1794 de l'action gouvernementale comme elle est bannie même de la littérature. Passons à l'étude des faits qui, eux, pourront être inspirés par une préoccupation égalitaire particulière plus ou moins consciente ou qui pourront tendre à des résultats favorables à l'établissement de l'égalité de fait.

## CHAPITRE III

### **Deux mobiles du Comité de Salut Public Assistance et Subvention**

---

#### § 1. — *L'Assistance*

La Convention avait reconnu à l'assistance sociale un caractère obligatoire dans la déclaration qui précède sa constitution du 24 juin 1793. Le droit à l'assistance ce n'est pas encore l'égalité de fait ; c'est pourtant une mesure qui tend à corriger un des effets de l'inégalité sociale existante, la misère ou si l'on préfère le malheur. L'article 21 de la Déclaration des droits de 1793 qui proclame ce droit à l'assistance est susceptible d'être le point de départ d'une série de mesures révolutionnaires touchant plus ou moins à la réalisation de l'égalité.

L'assistance, c'est le devoir social qui nous oblige à venir en aide à l'infortune, l'indigence, la vieillesse et la maladie.

Ce devoir social a été nettement tracé par la Révolution ; elle avait affirmé à la date du 18 mars 1793 ce principe du secours public présenté par Barère, et voté par acclamation par la Convention. Le député Thirion, le 25 avril, demandait une loi sur les subsistances pour assurer l'efficacité de ces secours publics. Le projet de Déclaration des droits des Jacobins, présenté par Robespierre, le projet girondin et finalement la Déclaration des droits montagnarde, qui figure en tête de la constitution du 24 juin 1793, le formulent expressément. L'article XXI dit : « Les secours publics sont une dette sacrée ; la société doit la subsistance aux citoyens malheureux soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'existence à ceux qui sont hors d'état de travailler. »

C'est donc le droit au travail proclamé pour tous les citoyens, et c'est le droit à la vie pour tous ceux qui sont hors d'état de travailler. Ces deux droits comportent naturellement une double obligation : d'abord de procurer aux indigents du travail, et ensuite à ceux qui ne sont pas ou ne sont plus en état de travailler des secours en argent ou en objets de consommation. De nos jours l'orientation des esprits est dans ce sens, et les législations sur les accidents, les lois de retraites, les assurances obligatoires contre la vieillesse (1), le chômage, les maladies sont

---

1. En France, notamment loi du 14 juillet 1905.

autant de mesures édictées par la préoccupation de procurer à ceux qui en ont besoin le travail et les moyens d'existence. Mais, en somme, le droit au travail et à la vie, s'il entre profondément dans nos mœurs, n'est pas proclamé dans notre France moderne alors qu'il l'était en 1793. Les hommes qui composent le Comité de Salut Public vont obscurcir cette notion d'assistance qu'ils ont été pourtant les premiers à préciser. C'est qu'ils vont établir une certaine confusion entre la subvention et l'assistance.

L'assistance c'est un devoir social, la subvention c'est un moyen politique. Ce moyen politique qui n'a *rien de particulièrement moral*, mais qui est pourtant de première nécessité, a été reconnu implicitement tout au moins par la Convention le jour où elle a mis une somme de 50 millions à la disposition du Comité de Salut Public sans lui en prescrire l'emploi. C'est donc que la Convention reconnaissait la nécessité absolue de subventionner des journaux, des sociétés, des citoyens ; seulement l'assistance va se confondre avec la subvention parce que la politique qui a fait naître la seconde va dénaturer la première, et que le Comité de Salut Public et ses agents qui ne subventionnent naturellement que les hommes de leur parti, auront une tendance très marquée à ne secourir également que les individus de ce parti. C'est pourquoi nous avons cru devoir étudier dans

le même chapitre l'œuvre d'assistance et de subvention entreprise par le Comité. Nous essaierons bien de classer les divers actes, selon qu'ils se rapportent à la préoccupation du devoir social ou à la préoccupation du succès politique ; mais nous ne sommes pas sûrs de pouvoir toujours établir une différence très nette entre ces deux catégories de mesures, tellement il y a interpénétration des deux idées. La politique fera son apparition dans le domaine de l'indigence et nous allons nous en rendre compte.

Le 13 ventôse an II, Saint-Just, à la Convention, prononce un discours au nom du Comité ; son rapport tend à ce que la Convention prenne des mesures en faveur de l'indigence, voyez le ton du discours, c'est un morceau de passion politique beaucoup plus qu'autre chose : « Citoyens, je vous présente au nom du Comité de Salut Public le mode d'exécution du décret rendu le 8 de ce mois contre les ennemis de la Révolution. C'est une idée très généralement sentie que toute la sagesse du Gouvernement consiste à réduire le parti opposé à la Révolution et à rendre le peuple heureux aux dépens de tous les vices et de tous les ennemis de la Liberté. C'est le moyen d'affermir la Révolution que de la faire tourner au profit de ceux qui la soutiennent, et à la ruine de ceux qui la combattent. Identifiez-

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 14 ventôse an II (17 mars 1791).

vous par la pensée au mouvement secret de tous les cœurs ; franchissez les idées intermédiaires qui vous séparent du but où vous tendez ; il vaut mieux hâter la marche de la Révolution que de la suivre et d'en être entraîné. C'est à vous d'en déterminer le plan et d'en précipiter les résultats pour l'avantage de l'humanité... Vengez le peuple de douze cents ans de forfaits contre ses pères... Que l'Europe apprenne que vous ne voulez plus un malheureux ni un oppresseur sur le territoire français ; que cet exemple fructifie sur la terre, qu'il y propage l'amour des vertus et le bonheur. Le bonheur est une idée neuve en Europe. » C'est peut-être de l'égalitarisme, en tous cas étrangement mêlé à la passion politique ; et voici le décret proposé par Saint-Just et adopté par la Convention : « Article premier. — Toutes les communes de la République dresseront un état des patriotes indigents qu'elles renferment, avec leurs noms, leur âge, leur profession, le nombre et l'âge de leurs enfants. Les Directoires de district feront parvenir dans le plus bref délai ces états au Comité de Salut Public. Art. II. — Lorsque le Comité de Salut Public aura reçu ces états, il fera un rapport sur les moyens d'indemniser tous les malheureux avec le bien des ennemis de la Révolution, selon le tableau que le Comité de Sûreté Générale lui en aura présenté, et qui sera rendu public (1). »

---

1. La loi du 15 octobre 1793 qui ordonnait la création d'ate-

Notons bien ces mots : ennemis de la Révolution, il s'agit des ennemis de la Révolution et non pas des riches. Qu'en fait ces ennemis de la Révolution fussent principalement des riches c'est incontestable, mais la mesure perd singulièrement de son caractère égalitariste par le fait que le décret parle d'ennemis de la Révolution. La mesure eût été réellement égalitaire si l'on avait indemnisé les gens avec les biens prélevés sur les riches, en raison et en proportion de leur fortune ; on parle des biens des ennemis de la Révolution, et il pourra se faire que certains individus, et parmi les plus riches, ne soient pas atteints par la mesure. Nous avons raison de dire que les lois d'assistance prennent facilement l'allure des mesures de subvention puisque ce sont des soutiens de la Révolution qui sont indemnisés par les biens des ennemis de la Révolution.

Dans sa circulaire relative à l'application de ce décret, et mandée aux représentants, le Comité semble donner une allure à cette mesure qui paraîtrait

---

liers de secours et la déportation des mendiants qui refuseront de travailler, n'est, comme le reconnaît M. Aulard, que la continuation de la politique sociale de l'ancien régime ; mais le décret cité du 13 ventôse an II a une autre portée, et il en est de même du décret du 22 floréal rendu sur la proposition de Barère organisant le « livre de la bienfaisance nationale », où seront inscrits tous ceux qui doivent être secourus, avec indication des sommes constituant les secours dans les différents cas.

franchement égalitaire si nous ne connaissions le décret. Voici sa circulaire du 30 ventôse an II, 20 mars 1794 (1) : « Un grand coup était nécessaire pour tuer l'aristocratie, la Convention nationale l'a frappé ; l'indigence devait rentrer dans la propriété que le crime avait usurpé sur elle : la Convention a proclamé ses droits... Le Comité de Salut Public nous invite donc à presser par tous les moyens que nous a confiés la puissance nationale le travail des municipalités et des comités de surveillance chargés de remplir les tableaux dont vous trouverez ci-joints les modèles. La Révolution est l'ouvrage du peuple, il est temps qu'il en jouisse. »

Quant aux représentants, comment entendent-ils le droit d'assistance ?

« Les subsistances (2) sont un objet continuuel de réclamations, mais le mouvement est donné : les cultivateurs avouent que si on ne les avait pas pressés ils n'auraient pas fait battre leur grain. Ils commencent à se persuader que s'ils veulent conserver leurs propriétés, il faut que le pauvre puisse avoir du pain en échange de son travail. Cette proposition soutenue avec une ferme autorité ne passe plus que pour un principe de raison et l'on s'en pénètre sans s'effrayer.

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XII, p. 73.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 305. La lettre est de Robert Lindet.

Cette affirmation a de l'importance, d'autant plus que le représentant dont elle émane est un membre du Comité de Salut Public. Si nous comprenons bien, cela veut dire que la propriété est bien inviolable, mais qu'il faut absolument que celui qui se trouve sans moyens d'existence soit secouru aux dépens du riche. Il y a donc une limite assignée aux droits du propriétaire ; la propriété ne peut s'accroître et se conserver qu'après avoir payé son tribut à l'indigence. Ce n'est pas de l'égalitarisme, mais c'est une théorie qui s'en rapproche, et en tout cas c'est une menace contre la propriété.

Le même jour, 6 septembre 1793, le représentant *Thirion* plaidait la cause des ouvriers (1) : « Il est donc urgent pour empêcher les murmures et les troubles de donner ici de l'activité aux ouvriers, et parlà de les mettre à même d'augmenter leur salaire. C'est la classe la plus sincèrement attachée à la Révolution et qu'il convient par conséquent de ménager davantage. On sait que les riches font peu travailler l'artisan en ce moment. » Qu'est-ce autre chose que le signe de la préoccupation qui poursuit en ce moment le Gouvernement de contenter coûte que coûte cette classe ouvrière dont le Gouvernement a un besoin absolu ?

*Chambon* écrit de Chalon-sur-Saône le 30 sep-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 303.

tembre 1793 à la Convention (1) : « Mais je n'avais pas de moyen en mon pouvoir. L'unique ressource reposait dans le coffre des riches. Eh bien ! l'événement a répondu à mes efforts ; la situation de tant d'infortunés a été vivement sentie des riches, et l'autel de la Patrie offre déjà à la main indigente le secours que la nature lui a promis... » Ici le devoir d'assistance est pratiqué spontanément par les riches ; ce sont eux qui se dépouillent.

L'assistance n'était pas toujours pratiquée en faveur des individus, ou d'une classe ou d'un parti de la société. Elle est pratiquée souvent en faveur de toute une commune, de tout un district, et cela ne doit pas nous étonner, car, à cette époque, la guerre extérieure et intérieure causait de tels ravages et de tels épuisements que des circonscriptions entières avaient besoin du secours de la Nation. Le Comité écrit au représentant Laignelot (2) : « Citoyen collègue, le Comité abandonne à ta sagesse le soin de statuer sur la pétition de la commune de Laval tendant à obtenir une indemnité de 50.000 livres à l'occasion des ravages exercés par les brigands dans cette commune. Le Comité aime à te rappeler que tu es investi de sa confiance la plus entière, et qu'il s'empressera toujours de sanctionner

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 147.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 201.

tes arrêtés dictés par l'amour du peuple et la haine de l'aristocratie. »

Le représentant Isoré expose le 17 brumaire an II, 7 novembre 1793, au Comité (1) : « Que les besoins des infortunés habitants du district de Bergues sont extrêmes, que les 400.000 livres qui ont été remises au district sont déjà distribuées. » Et il demande qu'on en verse encore autant avec promptitude pour faire cesser les réclamations. Y a-t-il là de l'égalitarisme, et notre gouvernement actuel procède-t-il autrement lorsqu'il accorde à des départements ou communes éprouvés par la grêle, les orages, la sécheresse, les incendies ou tout autre fléau les secours nécessaires ? N'y a-t-il pas dans notre budget des ressources spéciales connues sous le nom de fonds de subvention qui permettent au Gouvernement de secourir les départements peu fortunés (et c'est la grande majorité) avec une partie des recettes des départements plus riches. Je ne crois pas qu'il y ait là de l'égalitarisme, c'est de la solidarité sociale et pas autre chose.

## § 2. — *La Subvention*

Nous avons indiqué que le Gouvernement révolutionnaire avait souvent confondu l'œuvre d'assis-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 274.

tance et de subvention, et que les bénéficiaires des mesures d'assistance recevaient fréquemment moins des secours dus à leur indigence que des rémunérations pour leur sympathie enthousiaste aux idées révolutionnaires et pour la part qu'ils prenaient au triomphe de ces idées. La nécessité de ces subventions est d'autant plus évidente que les riches en général ne délient pas volontiers leur bourse en faveur de la politique du Gouvernement révolutionnaire, et la Convention l'avait si bien compris que sur la proposition de Danton, elle avait mis à la disposition du Comité de Salut Public une somme de 50 millions sans lui en fixer l'emploi et sans lui demander compte de son affectation, comme nous l'avons dit plus haut. D'ailleurs, elle votera, en outre, toutes les sommes nécessaires qui lui seront demandées tant à titre de subvention que de récompense. La Convention est très large lorsqu'il s'agit de rémunérer les services qui lui sont rendus.

Cette pratique de subvention devient absolument courante, elle s'exerce de toutes les façons : il y a d'abord les sommes mises à la disposition des représentants (1), puis celles remises aux agents particuliers et serets du Comité (2) : commissaires,

---

1. Arrêté du Comité, 12 septembre 1793.

Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 443.

2. Arrêté du Comité, 10 septembre 1793.

Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 397.

courriers, etc., les encouragements donnés sous forme d'argent aux sociétés jacobines : la société mère dont le siège est à Paris et qui est entièrement acquise à Robespierre et toutes les filiales qui se dressent dans tous les coins de la France, aux Comités révolutionnaires, aux citoyens composant les sections et fréquentant les assemblées de ces sections, aux jurés des tribunaux révolutionnaires pour les inviter à bien juger, c'est-à-dire dans le sens que leur demande le Gouvernement, aux districts et aux communes.

Mais le Gouvernement révolutionnaire, le Comité ont d'autres moyens de propagande, notamment les journaux et les théâtres, organes que le Comité ne dédaigne pas de stipendier, bien qu'il ait en sa possession à leur égard d'autres moyens de contrainte : la fermeture des théâtres, l'interdiction de l'impression et de la vente des journaux, l'incarcération des artistes, la mise en jugement des directeurs et rédacteurs de gazettes, lorsque ceux-là se permettent de ne pas penser comme le Comité, ou lorsque ceux-ci se permettent de faire jouer ou de jouer les pièces qui corrompent l'esprit populaire, au sens tout spécial que l'on donnait au mot de corruption à cette époque : un esprit corrompu est celui qui ne pense pas comme les Jacobins ; un théâtre, un journal corrompus ou susceptibles de corrompre les idées populaires sont ceux qui ne flattent

pas les idées jacobines, ou qui plutôt (car la question est plus haute, et il ne s'agit pas d'un simple amour-propre de chapelle), ne propage pas le goût des idées révolutionnaires.

Ça c'est le moyen brutal, celui qu'on emploie contre les ennemis, mais vis-à-vis des amis et des prosélytes, ou de ceux qui sont susceptibles de le devenir on se sert de procédés tout autres, on les subventionne, on les indemnise, ou même tout simplement on les entretient.

Sous le Comité la subvention ne s'adresse plus seulement à l'administrateur, à l'agent avoué ou secret, officiel ou officieux, mais à toute une catégorie de citoyens, et cela sur le simple vu de leurs opinions ou de leur attitude politique. En somme tous ceux qui passent pour bons patriotes ou bons républicains ont le droit d'émarger à ce budget spécial ; c'est un certificat de loyal et de bon civisme que d'être rétribué par le Gouvernement révolutionnaire.

La Convention, sur la demande du Comité de Salut Public, pose le principe de la rétribution due aux bons citoyens dans un décret du 4 septembre 1793 relatif à la mission dans les Bouches-du-Rhône (1) : « Article premier. — Les biens des individus, qui, à Marseille et dans les départements circonvoisins, ont

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 272.

levé l'étendard de la contre-révolution et de la révolte contre l'autorité nationale, sont confisqués et affectés spécialement aux indemnités dues aux patriotes persécutés dans les mêmes contrées... Art. II. — Le ministre de l'Intérieur disposera de la somme de 50.000 livres sur les fonds secrets mis à sa disposition pour fournir un secours provisoire aux veuves et aux enfants des citoyens de Marseille assassinés par les contre-révolutionnaires de cette ville. »

Le Comité de Salut Public va donner au système sa plus large extension. Nous pouvons nous en rapporter notamment à un arrêté du 8 brumaire an II, 27 octobre 1793 (1), par lequel le Comité de Salut Public « ayant reconnu la nécessité d'employer les moyens les plus efficaces pour soutenir l'esprit public dans le département du Calvados, ainsi que pour découvrir et déjouer les manœuvres des ennemis de la République, et donner au besoin des secours aux patriotes peu fortunés qui consacrent leur temps avec zèle pour le service de la Patrie arrête : qu'il sera remis au citoyen Laplanche, représentant du peuple, envoyé dans le département du Calvados, un mandat sur la Trésorerie nationale de 50.000 livres ». Par un autre arrêté, pris le 25 brumaire an II, 15 novembre 1793 (2) : Le Comité de Salut Public

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 91 (de la main de Prieur).

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 432 (de la main de Prieur).

faisait don à la Société des Amis de la Liberté et de l'Egalité, séant aux ci-devants Jacobins de Paris, de la somme de 100.000 livres à prendre sur les 50 millions mis à la disposition du Comité pour subvenir à ses divers besoins et la mettre plus à portée de servir la République et les progrès de la Révolution, ce qui était un acte de reconnaissance politique.

Les représentants de leur côté ne cessent d'informer le Comité des mesures de subvention qu'ils ont prises dans les départements soumis à leur autorité.

*Dammartin* (1) écrit le 17 brumaire an II, 7 novembre 1793 au Comité qu'il fera « incessamment organiser la distribution de secours de 500 livres aux pères, mères, femmes, frères et sœurs des braves Sans-Culottes qui défendent la Patrie. Les riches et surtout les aristocrates et les royalistes en feront les frais. » Ce surtout indique mieux que de longs commentaires que l'on vise beaucoup plus l'adversaire politique que l'opulence. *Maure* (2) écrit de Melun le 11 germinal an II, 31 mars 1794, qu'il a pris un arrêté pour « parvenir au paiement des Sans-Culottes, composant les Comités de surveillance, des différentes communes des départements de Seine-et-Marne ; il a autorisé les administrations de district à prendre les sommes nécessaires par emprunt sur les fonds

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 274.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XII, p. 305.

de l'impôt extraordinaire sur les riches. » Avec les représentants dans la Haute-Garonne, nous avons, le 17 octobre 1793, un aveu qui ne manquait pas de saveur sous la plume de *Bodot, Chaudron-Rousseau* (1). « Vous savez que Bordeaux est enfin une ville républicaine, mais vous ignorez peut-être que pour assurer la révolution dans cette ville il a fallu promettre du pain aux Sans-Culottes et mettre une grande activité dans l'exécution de cette promesse. » Il semble que cette fois au moins, la tendance égalitaire n'est pas au premier plan, et qu'il s'agit surtout de propagande politique. L'observation de ces représentants est typique, elle n'est certes pas naïve, c'est la constatation d'un fait ; mais cette transformation des opinions d'une grande ville moyennant une distribution d'argent prête néanmoins au sourire.

Avec le fameux représentant *Laplanche*, qui a toujours une tendance à exagérer l'allure, le régime devait être poussé jusque dans ses dernières limites. Il écrit de Bourges le 4 octobre 1793 (1) : « Mes taxes révolutionnaires sur les riches et les aristocrates seulement contribuent singulièrement à remonter ici l'opinion publique et à encourager les patriotes du Cher comme ceux du Loiret. Demain je ferai distribuer, sans qu'il en coûte à la Nation 20 livres par tête, à cinq

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 475.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 212-93.

ou six mille pauvres Sans-Culottes. Tous d'avance me comblent de bénédictions, tandis qu'ils méprisent ces députés modérés qui osent siéger à la Montagne, tandis qu'ils se déclarent hautement les défenseurs officieux des aristocrates que l'on met à la raison. Plusieurs sociétés populaires ont des dettes et des besoins ; eh bien ! sans toucher aux sols additionnels du département, leurs dettes et leurs besoins seront satisfaits. Les pauvres honteux seront pareillement soulagés. J'ai institué une corne d'abondance habituelle en établissant une caisse révolutionnaire de bienfaisance. Les méchants ont maintenant le droit de me calomnier, j'ai été utile à mes concitoyens aux dépens des riches... »

Nulle lettre mieux que celle-là ne fera ressortir la confusion que les représentants établissaient entre l'assistance et la subvention.

Ce même Laplanche nous a donné dans une lettre du 30 septembre 1793 (1) l'exemple des résultats presque comiques où peut conduire l'outrance d'un tel système : « Je viens au nom de la République de doter une jeune fille qui m'a promis de faire force républicains. Je suis également généreux comme la grande nation que je représente à l'égard des pauvres. Voilà selon moi ce qu'on appelle semer en politique pour recueillir beaucoup. »

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 145.

Le Comité ne proteste pas contre ces mesures qu'il encourage même ; il se contente de protester quand les représentants trop zélés affectent aux subventions accordées aux républicains des ressources que la loi attribue aux autorités centrales, comme il le faut qu'il en réponde à une lettre de Laplanche le 14 septembre 1793 (1) :

Voilà donc toute une série de faits qui indique jusqu'à quel point le Comité de Salut Public a pratiqué le système de subvention et d'assistance.

§ 3. — *Que peut-il y avoir d'égalitaire dans un pareil système ?*

Deux choses, au moins, à première vue. D'abord qu'un nombre considérable d'individus sont secourus ou stipendiés par la Nation, et ensuite qu'ils le sont en général au moyen de fonds alimentés par des taxes perçues sur les riches et surtout sur les ennemis de la Révolution, « les aristocrates ». Le chapitre secours et subventions est donc un chapitre bien spécial du budget avec des dépenses qui sont les secours et les subventions que l'on doit fournir à une certaine classe ou à une certaine partie de la Nation, et avec des recettes que l'on trouve dans des taxes révolutionnaires et dans des contributions for-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 145.

cées que l'on prélève sur une autre classe et sur un autre parti de la société. On prend à quelques riches pour donner à beaucoup de pauvres et à beaucoup de serviteurs. Au fond est-ce là de l'égalitarisme ? Pour y répondre faisons deux suppositions.

Le système de subvention qui existe déjà dans notre France moderne en faveur des départements, des communes pauvres, de certaines sociétés, de certaines publications et de certains théâtres y reçoit une notable extension ; il y aura une foule de nouveaux bénéficiaires, toute une classe de subventionnés, et en même temps ces subventions, aussi considérablement étendues, prendront un caractère politique qu'elles n'ont qu'en partie sous notre régime, car les fonds secrets d'aujourd'hui sont véritablement peu de chose auprès des sommes considérables employées par le Gouvernement révolutionnaire pour assurer le succès de sa propagande. Je suppose que le Gouvernement subventionne tous les syndicats, tous les Comités et Cercles républicains, les femmes, les enfants, les parents de tous ceux qui rendent des services au parti au pouvoir. Je suppose encore que le budget des subventions soit alimenté par des impôts prélevés uniquement sur des gens ayant un certain chiffre de fortune. On lèvera à cet effet des taxes extraordinaires, et les préfets chargés de contrôler l'établissement de ces taxes dont le produit devra profiter exclusivement à des républicains pau-

vres ou non, veilleront à ce que dans la mesure du possible, ce soit des réactionnaires que l'on impose. Dirait-on d'un gouvernement qui aurait recours à de pareils procédés qu'il cherche à établir l'égalité de fait, que le but qu'il poursuit est le nivellement des fortunes ; que l'on peut arriver par ce moyen à faire disparaître les inégalités sociales qui viennent s'ajouter aux inégalités déjà trop lourdes de la nature ? Pas un esprit sensé ne sera de cet avis. On dira : le Gouvernement tient à tout prix à assurer le succès de sa politique : il tient à avoir les masses pour lui (nous avons supposé que les riches sont en général réactionnaires), on dira que ces masses il veut les républicaniser, il y tient absolument, coûte que coûte, et pour ce faire il les subventionne largement.

Quoi d'étonnant à ce qu'il prenne l'argent nécessaire dans la bourse des riches. Les riches, il n'a pas à les ménager, ce sont les moins nombreux et ils lui sont plutôt hostiles, tandis que la classe la moins aisée ne demande qu'à se rallier à qui parle d'améliorer son sort. Quoi d'étonnant aussi qu'on impose tout particulièrement les plus hostiles à l'idée républicaine, c'est un peu brutal, mais enfin ce sont ses adversaires que l'on tient le moins à épargner. Supposons encore que l'on accompagne ces mesures de violentes déclamations contre les riches et les aristocrates, que l'on parle de bonheur du peuple, personne d'avisé ne croira qu'on arrive par là à l'égalité

de fait qui est un système, tandis que les mesures que l'on prend ne constituent en somme qu'une série d'expédients avec lesquels on ne peut espérer fonder un régime social nouveau, et qui sont d'ailleurs dictées par des considérations politiques.

Puisque nous sommes dans le domaine des hypothèses ne nous arrêtons pas en chemin ; le Parlement vote une loi reconnaissant à tous les indigents et à tous les malheureux le droit à l'assistance par le travail, et si besoin est par des secours pécuniaires ; que la même loi établisse pour la société l'obligation d'assurer la jouissance de ce double droit à ceux qui en sont les bénéficiaires, et que la loi déclare que ce sont les biens des ennemis de la République qui doivent servir à secourir les indigents ; le second ordre de supposition a trait à l'assistance comme le premier se rapportait à la subvention. Comment juger cette organisation de l'assistance ? Le régime social dans lequel nous vivons sera-t-il par là même changé ? Pas du tout ; la loi sera une loi d'exception et de politique parce qu'elle frappe les ennemis de la République et qu'elle ne fait en somme peser les charges du nouveau devoir social que sur une fraction d'individus. Le fait même d'ériger l'assistance en une obligation légale précise fera-t-il disparaître les inégalités de fortune conséquence du régime individuel dans lequel nous vivons ? Est-ce parce que le

droit au travail et à la vie sera légalement reconnu ; parce qu'on se livrera à de furieuses déclamations contre les riches, qu'un grand pas sera fait dans la conquête de l'égalité intégrale ? Ne l'oublions pas, la condition *sine qua non* de l'égalité de fait c'est la suppression du régime social et économique, du régime de libre propriété individuelle. Dans un état comme celui qui fait l'objet de notre hypothèse, pour que l'égalité fût réalisée il faudrait tout au moins que l'on contestât à ceux qui possèdent le droit d'accroître librement leur fortune, mais ce droit-là n'est pas contesté. On se contente de les obliger à sacrifier en raison de votre fortune et surtout de vos opinions politiques (comment peut-on espérer faire triompher un nouveau système social lorsqu'on se préoccupe avant tout d'assurer le succès d'un parti politique ?), de vous obliger à sacrifier une partie de vos revenus pour permettre aux indigents de travailler et de vivre. C'est bien là une tendance sociale au premier chef, mais ce n'est pas de l'égalitarisme. Rien n'est changé dans le mode d'acquisition, de transmission, de distribution et d'accroissement des richesses. Tant que les biens seront répartis, acquis, accrus et transmis comme ils le sont sous le régime de propriété individuelle qui existait en 1793, il n'y aura pas d'égalité de fait ; pour que cette égalité soit réalisée, il faut, c'est le simple bon-sens qui l'indique, que l'homme

n'ait plus le droit d'acheter, de vendre, de léguer ses biens.

Ce serait faire injure à la profonde intelligence de la majorité des membres du Comité de Salut Public que d'admettre un instant qu'ils aient cru réaliser par ces seules mesures l'égalité intégrale. Que la préoccupation égalitaire ait contribué à les inspirer dans l'application de ces mesures ce n'est pas douteux ; qu'ils aient cherché à atténuer, à corriger les effets de la disproportion des fortunes lorsque ces effets résidaient dans l'indigence d'une classe de citoyens, cela est d'autant plus certain que c'est à cette classe, et pour cause qu'allaient leurs sympathies politiques. Incontestablement ils croyaient pouvoir, en prenant aux riches une part de leur superflu, donner aux pauvres le nécessaire qui leur manquait. C'est dans une certaine mesure une tendance égalitaire, puisqu'on prend aux uns ce qu'on donne aux autres, et qu'il semble ainsi que l'on doive arriver à une égalité sociale relative. Mais la part que l'on prend aux uns et qui, pour eux, est considérable, est bien faible lorsqu'il faut la répartir entre tant d'individus, et des inégalités profondes continuent à subsister, la propriété individuelle demeurant toujours libre de s'accroître et cette liberté de développement étant la source de toutes les inégalités.

## CHAPITRE IV

**Les Ressources Révolutionnaires et l'Egalité de Fait. — Les Pratiques Financières dans les pays de droit commun — dans les pays rebelles — dans les pays ennemis.**

---

### § 1. — *Le besoin de ressources nouvelles*

Le système d'assistance et de subvention ne marque donc pas à proprement parler une étape dans la marche vers l'égalité de fait. Un pareil système demandait des ressources considérables qui seules pouvaient en assurer le fonctionnement. Quelles seront ces ressources ?

Le gouvernement révolutionnaire ne les trouvera certes pas dans les revenus normaux du pays ; le recouvrement des impôts traverse en effet une crise terrible. La Révolution a aboli les anciens impôts tels que impôts de consommation, aides, gabelle, octrois, droits sur le sel, sur les boissons, sur la

viande, sur le tabac, etc. ; les taxes nouvelles ne rentrent pas et il résulte de documents incontestables que cite Taine, tels que le compte rendu par le ministre Clavière (1) à la date du 1<sup>er</sup> février 1793, qu'à cette époque, et pour les quatre années de la Révolution, la moïn-svalue des impôts s'élevait à 632 millions, et Taine ajoute très justement : « Mauvaise créance, à peu près irrécouvrable, et, en fait déjà réduite de moitié, puisque même si le débiteur eût pu et voulu s'acquitter il n'eût payé qu'en assignats, et qu'à cette date les assignats perdaient 50 o/o. » La baisse de ces assignats devait être par la suite autrement considérable.

D'autre part, les dépenses publiques se sont accrues dans une proportion formidable ; le 3 pluviôse an III Cambon dira dans son rapport : « La Révolution et la guerre ont coûté en quatre ans et demi 5.350 millions en sus des dépenses ordinaires. »

Pour assurer le paiement de ces dépenses publiques nouvelles, et notamment des charges qui vont peser sur l'Etat en raison du vote des lois d'assistance sociale et de la pratique des subventions il

---

1. Compte rendu par le ministre Clavière le 1<sup>er</sup> février 1793, 27. — Rapport de M. de Montesquiou, 9 septembre 1791.

Taine. *Origines de la France Contemporaine*, t. VIII. — *Le Gouvernement Révolutionnaire*, t. II, p. 223.

faut donc des ressources nouvelles. Ces ressources se trouveront principalement dans l'emprunt forcé progressif sur les riches et dans les taxes révolutionnaires levées également sur ces riches. L'argent que produiront ces ressources nouvelles sera affecté non seulement aux subventions et aux secours mais à une série d'autres dépenses telles que dépenses militaires, dépenses d'Etat, etc. Mais, si la dépense n'a pas un but proprement égalitaire, il pourra ne pas en être de même de la recette, et selon l'assiette et le répartition des nouvelles contributions il peut se faire que leur mode de recouvrement sera dû, lui, à une préoccupation égalitaire : ainsi la tendance sociale intéressante, absente de l'affectation de la recette, se trouverait dans le mode de perception de celle-ci.

Nous avons dit que ces recettes nouvelles et anormales sont constituées principalement par l'emprunt progressif et les taxes révolutionnaires.

De l'emprunt progressif nous ne dirons pas grand chose parce qu'il n'est pas l'œuvre du deuxième Comité de Salut Public ; le principe de cet emprunt avait été adopté par la Convention du 20 mai 1793, et c'est le Comité des Finances qui peut en revendiquer la paternité. Il n'est d'ailleurs pas attentatoire au régime existant de libre propriété individuelle. Le décret du 22 juin indiquait, il ne faut pas l'oublier, que l'emprunt en vertu même du principe du main-

tien inviolable des propriétés ne devait porter que sur les revenus. Si même nous ne voulons pas nous arrêter aux déclarations faites par la Convention, et si nous envisageons la mesure en son essence même, abstraction faite de tous les considérants de l'époque, nous trouverons qu'elle pèse lourdement sur les grandes et moyennes fortunes, mais nous serons obligé de reconnaître que cette mesure, étant passagère, n'affectait pas aussi gravement qu'on pourrait le croire la prospérité des fortunes. De toutes façons la propriété individuelle, en dépit de l'emprunt reste libre et sa liberté même exclut de la mesure prise le caractère égalitaire qu'on voudrait lui donner.

§ 2. — *Les Pratiques Financières dans les Pays de Droit Commun.*

a) *Les Taxes Révolutionnaires.* — Les taxes révolutionnaires se sont établies par la pratique qu'en ont fait les représentants en mission. Très fréquentes et très généralisées durant le second semestre de l'année 1793 elles furent par la suite beaucoup plus rares et beaucoup plus localisées.

Dans le grand décret rendu par la Convention le 14 frimaire an II, 4 décembre 1793 (1), il était dit à

---

1. Voir le *Moniteur*.

la section III, article 20 qu' « aucune taxe, ancien emprunt forcé ou volontaire, ne pourrait être levée qu'en vertu d'un décret. Les taxes révolutionnaires des représentants du peuple n'auront d'exécution qu'après avoir été approuvées par la Convention, à moins que ce ne soit en pays ennemi ou rebelle. »

Mais outre que ce mot, pays rebelle, devait recevoir l'application la plus large, même dans des pays auxquels cette qualification n'avait été étendue ni en droit ni en fait, des taxes révolutionnaires continuèrent à être perçues par certains représentants sans l'approbation de la Convention, si bien que le Comité de Salut Public dut adresser à plusieurs reprises des remontrances à ce sujet à ses agents. Le 13 pluviôse an II, 1<sup>er</sup> février 1794 (1), il écrivait à Bernard (de Saintes), représentant dans la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire : « La loi du 14 frimaire, citoyen collègue, porte article 20, section III : « Les taxes révolutionnaires des représentants du peuple n'auront d'exécution, etc... » notre collègue Gouly représentant du peuple dans le département de l'Ain a pris un arrêté contraire à ces dispositions ; une taxe progressive a été imposée par lui sur les fortunes au-dessus de 10.000 livres ; la perception en a été ordonnée sans l'approbation exigée par la loi. »

L'habitude des taxes s'est si bien maintenue dans

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. X, p. 595.

certain départements tout au moins, que le 28 floréal an II, 17 mai 1794, le Comité écrit à Duquesnoy, représentant à l'armée de la Moselle à Metz (1) : « Le Comité de Salut Public n'a pu envisager, citoyen collègue, la taxe de 40.000 livres imposée à Metz que comme une *correction civique imposée aux riches égoïstes* que l'on ne punit que par argent. Leur indifférence coupable dans un malheur public a dû appeler sur eux ton indignation. La malveillance, toujours perfide, a cherché à travestir cette mesure avec d'autant d'ineptie que la taxe est trop légère pour qu'on puisse voir l'intention de grever une commune tout entière. Si toutefois l'événement malheureux qui l'a provoquée avait pu te faire confondre quelque patriote pur avec les lâches qu'a dû punir ton énergie, le Comité se plaît à s'en rapporter à ta justice sur les moyens de réparer une erreur qui est louable, par son intention honore celui qui s'en rétracte. »

Le Comité ne protestait donc pas contre cette taxe de 40.000 livres imposée cependant par Duquesnoy dans des circonstances quelque peu étranges ; il insistait pourtant sur le caractère de *correction civique* imposée aux riches égoïstes qui était, à son avis, le seul que cette mesure pût revêtir. Cette attitude du Comité était d'autant plus étrange qu'il venait à

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIII, p. 581.

nouveau le 20 germinal an II d'interdire ces taxes révolutionnaires.

b) *Nature, Répartition et Perception des Taxes Révolutionnaires.* — Qu'étaient donc ces taxes révolutionnaires ? Elles n'avaient pas le caractère de périodicité de l'impôt, mais elles en avaient le caractère d'obligation ; elles n'étaient pas volontaires comme l'emprunt, mais comme lui elles constituaient une ressource extraordinaire et momentanée. Elles participaient donc à la fois de l'emprunt et de l'impôt.

Les représentants avaient d'ailleurs une autre façon de procéder dans certaines occasions ; ils n'imposaient pas de taxes dans ces cas-là, ils avaient recours à des contributions dites volontaires, que dans l'espoir d'éviter la taxe redoutable, et qui n'étaient donc pas à proprement parler volontaires.

Au point de vue de la répartition des charges sociales entre les divers membres de la Nation, la taxe révolutionnaire a ceci de particulier qu'elle n'est prélevée que sur une certaine classe de citoyens. Sont seuls atteints ceux qui ont une fortune relativement élevée, et l'on peut dire que de ce côté la taxe révolutionnaire procède du même principe que l'emprunt progressif voté par la Convention. Comme lui il ne pèse que sur les grandes et moyennes fortunes. La taxe révolutionnaire levée, par le représentant en dehors de toute loi, de tout décret, est établie d'après

les vues personnelles de ce représentant, et tantôt elle pèsera sur tous les riches, tantôt elle ne frappera que les riches contre-révolutionnaires ; en général, elle les englobe tous. Mais comme on tient à lui donner le caractère de correction civique, elle atteindra surtout ceux dont la fidélité politique est suspecte.

Quel est le chiffre de fortune, en capital ou en revenus, à partir duquel la taxe sera perçue ? Sur ce point la taxe diffère encore de l'emprunt progressif ; le 3 septembre 1793, la Convention avait en effet fixé le chiffre de revenus qui serait absorbé par l'emprunt, et le minimum de revenus qui devait être laissé aux citoyens. Comme la taxe n'est que le résultat de la volonté personnelle du représentant c'est lui qui fixera arbitrairement à partir de quel chiffre les fortunes, évaluées en capitaux ou en revenus, seront atteintes.

Comment fixera-t-on la quotité, la part de subvention qui incombe à chacun ? Souvent on prendra sur la liste des propriétaires ceux qui sont le plus frappés par l'emprunt progressif, et on leur fixera une nouvelle somme qui sera absorbée cette fois par la taxe révolutionnaire ; mais cette somme même n'est pas établie en raison directe de la part de contribution à l'emprunt progressif, elle est le plus souvent fixée conventionnellement par le représentant qui tient compte dans une certaine mesure des opinions de l'imposé.

Très souvent il ne sera fait aucun cas des tableaux dressés pour la perception de l'emprunt progressif, et c'est alors arbitrairement d'après des renseignements particuliers, la rumeur publique, l'avis des sociétés populaires ou des comités révolutionnaires, d'après des haines de parti ou quelquefois personnelles que la taxe sera établie.

L'emprunt progressif pesait indistinctement sur tous les revenus au delà d'un certain chiffre, et il était réparti sur les mêmes bases dans toute la République. La taxe est perçue par les représentants, indépendamment les uns des autres, suivant les besoins plus ou moins réels des diverses régions ; il est même des départements dans lesquels la taxe n'a jamais été perçue.

D'ailleurs, comme la taxe a souvent le caractère bien spécial de correction civique, à quoi sert d'établir de l'exactitude et de la justice dans la répartition de cet emprunt d'un nouveau genre ? L'essentiel est de punir les aristocrates de leur incivisme, et de fixer un gros chiffre pour qu'ils soient obligés de concourir malgré eux à l'œuvre républicaine.

Il y a des départements où les besoins sont particulièrement considérables. La levée en masse a amené la misère dans les familles des recrues, les assignats se refusent ; perquisitions et réquisitions de denrées et marchandises demeurent infructueuses ; les grains sont introuvables. Le pays est par

essence plus pauvre qu'un autre et subit pourtant les mêmes charges.

Enfin, ce qui est plus grave aux yeux des représentants, les convictions républicaines y sont faibles et pour extirper les mauvais germes, pour trouver des prosélytes, bref pour opérer la conversion nécessaire, il est indispensable de distribuer le pain et l'argent en grande quantité. Il faut de l'argent coûte que coûte, et pour en trouver, on cherche partout, chez les riches naturellement, et on frappe un peu au petit bonheur, sans examen, sans contrôle sérieux.

c) *Les Amendes des Tribunaux Révolutionnaires.*— Le mode d'imposition ne donne pas toujours des résultats suffisants. On style alors les tribunaux, qui condamnent les riches aristocrates à des peines pécuniaires que l'on ne peut plus décemment appeler des amendes tant leur chiffre est élevé. C'est un taux que la législation pénale n'a sûrement jamais connu depuis dans aucun pays du monde. On peut en juger par deux lettres de représentants envoyées au Comité.

Les représentants à l'armée du Rhin écrivent de Strasbourg au Comité le 3 novembre 1793 (1) : « ... Le tribunal révolutionnaire, que nous avons établi pour juger les accapareurs, les agioteurs, les mar-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 214.

chands qui ne veulent pas se conformer à la taxe des denrées, a déjà fait des exemples utiles. Plusieurs ont été condamnés à des amendes de 50.000 à 100.000 livres et à quelques années de fers ; il faudra encore quelques jugements pour détruire la cupidité qui est pire dans cette ville que dans toute autre de la République ; mais le tribunal n'épargnera personne et ça ira. » Le représentant *Milhaud* écrit de Strasbourg à l'armée du Rhin le 6 novembre 1793 (1) : « La terreur est à l'ordre du jour sur cette frontière, les tribunaux révolutionnaires et militaires rivalisent de sévérité contre les égoïstes et les conspirateurs. Tous les riches contre-révolutionnaires et fanatiques des villes et des campagnes sont arrêtés par nos ordres : nous croyons que leurs trésors qui sont encore sous les scellés produiront à la République plus de quinze millions en assignats et numéraires. Trois ou quatre jugements des tribunaux révolutionnaires ont fait verser dans les caisses publiques plus de 600.000 livres d'amendes. »

Les raisons les plus diverses et les plus nombreuses sont données par les représentants pour justifier de semblables mesures. Tantôt ils invoquent les dépenses créées par la guerre étrangère et civile dont ils rendent les riches aristocrates responsables ; il faut payer l'armée, et surtout l'armée révolution-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 263.

naire. Il faut payer toutes les institutions révolutionnaires, tribunaux, sociétés, comités, gendarmerie, Sans-Culottes armés pour la défense des idées républicaines, etc. Toutes ces institutions, dira-t-on, c'est le modérantisme et l'aristocratie qui les ont rendues nécessaires, et par voie de conséquence c'est avec l'argent des riches, des ennemis de la Révolution surtout qu'il faut les maintenir. Une fois que ce principe est admis on peut aller très loin et on mettra sur le compte de l'égoïsme, de l'indifférence et même de la simple insouciance de la classe aisée, la dépréciation des assignats, le manque de subsistances, l'insuffisance des réquisitions, le mécompte auquel a donné lieu l'application de la loi du maximum et enfin toutes les causes de l'indigence et du malheur des peuples. Ce sont donc les riches modérés ou aristocrates qui devront payer.

Il s'agit de savoir la relation que peuvent avoir toutes ces mesures : taxes révolutionnaires, amendes ordonnées par les tribunaux, contributions appelées peut-être ironiquement volontaires, avec les idées égalitaires et leur réalisation ?

Est-ce que les représentants en agissant ainsi se proposaient de satisfaire au besoin de l'égalité de fait ? Est-ce qu'un pareil système peut conduire à la réalisation des idées égalitaires ?

d) *Ces mesures sont-elles dues à la préoccupation égalitaire ?* — Pour répondre à la première question,

laissons la parole aux représentants eux-mêmes.

Que dit *Laplanche*, et comment opère-t-il ? Ces lettres sont précieuses entre toutes, car avec lui on peut être sûr que le système atteindra toujours son apogée : Laplanche est un point de repaire très sûr pour qui veut apprécier les tendances de l'époque. Il écrit d'Orléans le 23 septembre 1793 : « Les taxes révolutionnaires que j'ordonne ont un succès au delà de mes espérances. Les banquiers et les négociants sacrifient sans doute à la peur en s'exécutant d'eux-mêmes. N'importe, le bien s'opère, et les pauvres Sans-Culottes sont soulagés ; au prorata de leurs richesses et des besoins des citoyens nécessaires, je viens encore ce matin de taxer révolutionnairement les nommés Coucelle à 20.000 livres, Lecouteux à 50.000, Jague à 30.000, Chauvalin à 20.000, Tassin-Vilepron à 20.000, Defrane, raffineur, à 20.000, un autre Tassin à 12.000, ainsi de suite, et voilà comment j'ai trouvé la corne d'abondance. Jugez si j'emporte les bénédictions du peuple, et les malédictions des riches... La société populaire et la municipalité me doivent quelque reconnaissance. Pour subvenir à leurs besoins et couvrir leurs dettes, exigées par les circonstances, je leur ai donné toujours aux dépens des riches à l'un 40.000 et à l'autre 49.000. La nation n'est pas

grevée de l'acquit de leurs vastes dépenses. Les riches nous ont déclaré la guerre... Les riches la paieront en détail. »

Écoutons-le encore le 4 octobre 1793 (1) : « Oui citoyens collègues, à la hauteur du mandat impératif dont la Convention nationale m'a honoré, j'ai partout taxé moi-même révolutionnairement les aristocrates. J'ai pareillement donné l'ordre à mes délégués d'imiter mon exemple pour racheter des subsistances et soulager les pauvres Sans-Culottes. Je m'honore de cette mesure révolutionnaire. N'est-il pas juste que les égoïstes, que les avides spéculateurs, que les avares aristocrates qui *nous ont déclaré la guerre* en payent les frais ? Convient-il sous le régime de l'égalité que les nobles, les marchands, les prêtres, les gens à châteaux et à parchemins nagent dans l'opulence, tandis que les patriotes manquent de tout et n'ont point de subsistances parce que les riches les accaparent. Non ! citoyens, la *déclaration des droits n'est pas un vain mot* (2). Ma mission m'a été donnée par la Convention comme une mission révolutionnaire. J'ai donc agi révolutionnairement et voulu faire expier s'il est possible par de prompts et grands sacrifices pécuniaires les crimes des gens suspects et des contre-révolutionnai-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 219.

2. Ici l'on voit percer assez nettement l'idée égalitaire par cette interprétation donnée à la déclaration des droits.

res. Je me rappelle que mon collègue Dumont (de la Somme) tient une pareille conduite dans son département et que la Convention l'a approuvé. Je vous observe (*sic*) d'ailleurs, citoyens collègues, pour réfuter pleinement la maligne dénonciation de Sevestre que les riches seuls sont taxés révolutionnairement au prorata de leur fortune et surtout de leur incivisme. Je vous observe que cette taxe n'est point arbitraire puisque ce n'est qu'en séance publique et après avoir consulté le peuple qu'elle est proclamée de concert avec les sociétés populaires et les administrations patriotes. Je vous observe enfin que le produit de cette taxe est versé de suite dans la caisse de bienfaisance de chaque district pour être employé sur-le-champ à l'approvisionnement des marchés, au soulagement des familles indigentes de nos braves défenseurs. Une partie des deniers qui en proviennent est réversible encore en faveur des besoins éventuels des citoyens malheureux, enfin en faveur de tout ce qui intéresse l'humanité souffrante ou le triomphe de la liberté (1). »

Nous pourrions citer toute une liste de mesures semblables prises par plusieurs représentants dans divers départements ; c'est ainsi que procédait Taillefer représentant à Castelsarrasin (2).

---

1. Lettre de Taillefer au Comité, 9 octobre 1793.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 334.

*Du Bouchet* écrit de Melun le 15 octobre 1793 (1) : « Des contributions ont été exigées de la part des riches, des ci-devant nobles et des ci-devant seigneurs, leur égoïsme, leur aristocratie méritaient bien cette légère correction. J'ai cru devoir leur ôter une partie de cet immense superflu qui les avait corrompus pour le faire refluer sur les pauvres Sans-Culottes, et surtout sur les familles indigentes des braves défenseurs de la Patrie. Des visites domiciliaires ont donné beaucoup d'argenterie armoriée, quelques armes, des effets d'habillement et d'équipement. » Et ainsi de suite. Une foule de représentants annoncent au Comité qu'ils ont pris des mesures, levé des taxes révolutionnaires, et ils font suivre constamment l'annonce de ces impositions par des déclamations contre les riches aristocrates, leur nocivité, et la nécessité de donner aux pauvres indigents une partie de leur superflu.

Parmi toutes ces lettres, il y en a d'autres, je retiens particulièrement celle de *Delacroix-Legendre* et *Louchet*, représentants dans la Seine-Inférieure, datée de Dieppe le 24 brumaire an II, 14 novembre 1793 : (2) « Citoyens collègues, nous vous faisons passer l'expédition d'un arrêté que nous venons de prendre relativement à l'emprunt forcé de 10 mil-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 422.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 421.

lions sur les citoyens riches et aisés de Rouen... Nos mesures sont rigoureuses, elles sont révolutionnaires, mais *la triste position du peuple qui a faim et le désir de lui donner du pain nous ont inspiré ces moyens*. Vous les approuverez sans doute car vous aimez le peuple et vous voulez son bonheur. *Nous partageons vos sentiments, vos principes sont les nôtres.* »

De tout ceci il résulte qu'une multiplicité de raisons ont amené le Comité de Salut Public et surtout ses représentants à lever ces taxes révolutionnaires. Si nous mettons à l'écart les nombreuses raisons de circonstance qui ont pu pousser les représentants à prendre des mesures d'une pareille nature, et Dieu sait si ces raisons ont de l'importance ; nous trouvons deux principaux motifs de l'établissement de ces taxes : le premier est l'idée de la correction civique que l'on infligeait ainsi aux riches égoïstes et aristocrates : cette préoccupation n'a en elle-même rien d'égalitaire. Le second motif réside dans la haine des riches auxquels on veut enlever leur superflu pour le donner aux pauvres. Là nous trouvons bien de l'égalité, la préoccupation de l'idée égalitaire d'autant plus que les représentants en invoquent sans cesse le principe ; ils vont même jusqu'à prétendre qu'ils ont le droit de lever ces impôts extraordinaires au nom même de la Déclaration des droits, comme si la Déclaration des droits

n'avait pas entouré la perception de l'impôt d'une série de garanties qui sont incompatibles avec une levée de contributions qui n'est que la résultante d'une politique suivie par un parti contre un autre qui se trouve être politiquement le plus faible ; non ce n'est pas de la Déclaration des droits qu'un pareil régime fiscal peut être issu, et c'est en dehors des principes des deux déclarations que cet usage s'est établi. C'est même en dehors des principes du Gouvernement révolutionnaire et de la politique du Comité de Salut Public, puisque la Convention dans sa grande loi d'organisation du 14 frimaire an II, a formellement interdit aux représentants de lever des taxes révolutionnaires sans son approbation, et de fait l'histoire de cette époque nous apprend que la levée de ces taxes a été beaucoup plus rare à partir de cette interdiction. C'est ainsi que certains représentants particulièrement scrupuleux écrivent de Marseille le 14 octobre au Comité (1), et qu'ils expriment le désir : « Que par un décret la Convention les autorise à lever sur les riches un impôt qu'ils détermineront d'après leurs facultés pour indemniser la République des frais de guerre faits contre les rebelles. » Le Comité avait été obligé lui aussi d'adresser des rappels à l'ordre aux représentants qui, malgré le décret du 14 frimaire an II, continuaient à lever de pareilles taxes.

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 419.

A supposer même que ce fût au nom des principes égalitaires que les représentants aient pratiqué une pareille politique fiscale, cette politique n'aurait pas eu l'assentiment de la Convention, et aurait reçu des blâmes plus ou moins sincères du Comité de Salut Public ; par conséquent il ne s'agit pas là d'un moyen qui ait été employé avec l'assentiment de l'autorité centrale, et cela diminue en conséquence de beaucoup la portée égalitaire de ces mesures.

Telles qu'elles sont, mesures provisoires et souvent locales, elles ont tout de même des effets très graves ; il est incontestable que la préoccupation égalitaire s'y trouve même obscurcie par les circonstances du moment, par les haines politiques, et par l'idée invétérée de punir des adversaires. Il est certain que ces hommes, lorsqu'ils invoquaient l'égalité en prenant de pareilles mesures, étaient jusqu'à un certain point logiques, et qu'enlever leur superflu à des riches, ou plutôt à certains pour le donner aux pauvres indigents ou plutôt à certains pauvres indigents, est une mesure motivée au moins en partie par l'idée égalitaire.

Mais quelle était l'idée égalitaire de ces pionniers de la révolution ? Nous avons vu que les doctrinaires eux-mêmes de 1793 étaient bien timides lorsqu'ils devaient énoncer quel était le but immédiat et les moyens pratiques qu'ils proposaient. Il est difficile de croire que des hommes recrutés dans une assem-

blée qui avait voté à diverses reprises le maintien des propriétés, et qui avait fait de ce maintien l'un des droits fondamentaux du régime garanti par la constitution de 1793, qui avait décrété la peine de mort contre quiconque parlerait de partage des terres, voulussent sciemment établir un régime qui eût été la négation de la libre propriété individuelle. Je pense que les vues égalitaires des représentants étaient donc assez bornées, et qu'ils se seraient en général tenus satisfaits par une amélioration du sort des pauvres réalisé aux dépens d'une partie du superflu dont jouissaient les riches. Tout cela ce sont les hésitations, les atermoiements d'hommes qui peuvent désirer dans leur for intérieur l'avènement d'un régime où les inégalités de fortunes seront moins criantes ; où les misères sociales moins profondes ne seront plus éclaboussées par le luxe insolent des trop opulentes fortunes ; mais les moyens que ces hommes emploient, motivés pourtant par une préoccupation égalitaire indéniable, bien qu'elle se mélange à une série de considérations politiques, ces moyens sont loin d'être les plus propres à réaliser l'égalité de fait.

e) *Ces pratiques étaient-elles susceptibles de nous conduire à l'établissement de l'égalité de fait ?* — Si cette période de taxes révolutionnaires formidables s'était prolongée y aurait-il eu changement de régime ? Et ce régime aurait-il été celui de l'égalité

de fait ? Nous croyons désormais inutile de revenir sur cette idée qu'il n'y a pas de régime égalitaire possible sans une modification complète du droit de propriété, sans que la propriété individuelle ne perde sa liberté. Il ne ressort d'aucun acte accompli par le Comité ou ses représentants en matière de taxes révolutionnaires que cette liberté ait été atteinte dans son principe même. On oblige les gens à livrer leurs matières d'or et d'argent, on les contraint surtout à payer des taxes provisoires énormes, en raison de leurs richesses, et surtout en raison de leurs opinions. Tout cela est très grave. Quelques individus peuvent être ruinés, une crise pénible va sans doute sévir dans le monde des affaires. La propriété mise ainsi aussi largement à contribution ne paraît plus aussi sacrée. Mais en quoi l'essence même du droit de propriété qui est la liberté dans l'accroissement et dans la transmission des biens est-elle atteinte ? En rien. Des droits particuliers ont été mutilés ; une vérité redoutable semble se faire jour, c'est que les riches ne peuvent jouir de leur superflu, si les pauvres manquent du strict nécessaire. Mais la propriété reste libre parce qu'elle n'est pas atteinte à sa source même ; on ne conteste pas à l'homme le droit de produire librement, et par l'échange libre de ses produits il conserve le droit d'accroître ses biens.

Est-ce qu'en réalité les sommes considérables qui ont été prélevées sur les riches dans certains dépar-

tements ont eu pour effet une différence notable apportée dans l'équilibre des fortunes. La « corne d'abondance » devait bien vite se vider ; les taxes n'étaient pas périodiques, et les pauvres étaient bien nombreux. Sans même parler des malversations qui étaient assez fréquentes, il faut tenir compte de ce fait que les ressources révolutionnaires n'étaient pas destinées aux seuls indigents. Ce n'est même qu'une faible partie des taxes, amendes et contributions volontaires qui leur parvient ; le reste est affecté aux dépenses d'Etat et d'administration proprement dites ou bien à l'armée et aux Comités révolutionnaires, aux sociétés populaires. Les pauvres se partageront donc bien peu de chose ; d'autant plus que si le secours est en matière et non en denrées, on leur remet des assignats dont la valeur, en 1793 déjà, est au-dessous des prévisions les plus pessimistes.

D'ailleurs les riches, sur lesquels on lève des impôts ou des emprunts si considérables, restreignent leurs dépenses ; ils ne font plus travailler, ils se gardent bien de continuer l'exploitation de leurs entreprises agricoles, industrielles ou commerciales qui ne peut, dans la période de compression, de terreur, et dans certaines régions, de jacquerie, que les signaler dans la répartition des impôts ou emprunts nouveaux. Le chômage se généralise et le peuple perd avec usure d'un côté le peu qu'il a gagné de l'autre.

On a pris beaucoup aux riches, on a peu donné aux

pauvres, tout en leur promettant beaucoup ; on a clamé contre le superflu des uns, on n'a pas amélioré l'ordinaire des autres. On a surexcité les appétits ; on a développé dans l'esprit l'idée égalitaire sous sa forme la moins intéressante d'ailleurs, l'envie, et pourtant les instincts n'ont pas été assouvis, la grosse faim n'a pas été calmée.

Le Comité et ses représentants se vantaient de vouloir le bonheur du peuple ; mais ils s'étaient contentés de détruire et de promettre, ils n'avaient pas édifié. Même en admettant qu'ils aient voulu l'égalité, on ne comprendrait pas qu'ils eussent cherché à la réaliser avec des moyens aussi insuffisants, nous pourrions même dire aussi enfantins.

Qui veut l'égalité aboutit forcément à un changement dans le régime de la propriété ; mais ce changement ne saurait se faire avec des mesures partielles ou provisoires. Les mesures n'ont de valeur que si elles sont orientées vers un but très précis, dictées par une préoccupation très nette, affranchie des circonstances étrangères qui peuvent l'obscurcir. Il faut une méthode, et non des expédients, à qui veut obtenir l'égalité de fait. Donner momentanément du pain au peuple ne résout pas le problème ; et lorsque, la crise passée, les riches, peu à peu rassurés, auront de nouveau et plus complètement donné libre essor à l'expansion de leur activité, économique, il n'y aura rien de changé ; si pourtant. Quelques for-

tunes scandaleuses se seront rapidement amassées ; un certain nombre d'entreprises auront été ruinées ; et les inégalités sociales paraîtront d'autant plus lourdes que l'instinct égalitaire aura été plus surexcité.

Avec une pareille politique fiscale il était donc impossible d'aboutir à l'égalité de fait, même sous sa forme la plus grossière, le nivellement des fortunes.

Les représentants avaient développé cette idée que le superflu des riches est à la disposition de la nation tant que l'indigence n'est pas secourue. Mais dans son ensemble, le régime fiscal provisoire institué par eux a fait plus de mal que de bien à l'idée égalitaire. Les considérations politiques, les haines particulières qui se sont introduites dans son fonctionnement, la façon arbitraire dont se faisait la répartition, le manque de garanties entourant la perception, les déprédations malheureusement innombrables qui se sont produites à cette époque, les fuites trop nombreuses qui ont eu lieu, les destinations politiques immorales qui ont été données quelquefois au produit de ces taxes ont fait le plus grand tort à l'idée égalitaire dans l'opinion publique. Ce n'est pas seulement la classe aisée qui s'en est désaffectionné ; c'est le peuple aussi qui n'a pas récolté du régime d'ailleurs ébauché tout ce qu'il en attendait, et qui a commencé à douter de l'efficacité des

moyens employés. L'idée égalitaire est noble et pure entre toutes et ne doit pas être souillée par des préoccupations politiques et d'ordre particulier ; elle ne doit pas être le pavillon respectable qui couvre la marchandise de contrebande. Les abus qui se sont produits sous le couvert de l'idée égalitaire lui ont nui pendant longtemps. Lorsque la Convention arrêtera les bases de la constitution de fructidor an III elle y bannira l'égalité de fait et y restreindra l'égalité des droits, et les abus qu'auront suscités dans les départements des mesures soi-disant égalitaires ne seront pas étrangers à sa décision.

§ 3. — *Dans les Pays rebelles.*

Le décret du 14 frimaire an II interdisait, nous l'avons vu, aux représentants de lever des taxes révolutionnaires sans l'approbation de la Convention ; le décret admettait pourtant une exception dans les pays ennemis ou rebelles. Il n'est pas besoin d'expliquer ce que sont les pays ennemis ; quant aux pays rebelles, ce sont des régions de la France même qui ne se sont pas pliées à la volonté républicaine, ou qui même n'ont pas admis le coup d'Etat du 2 juin par lequel les sections de Paris ont obligé la Convention à exterminer le parti Girondin ; qui n'ont pas admis non plus que l'on ait substitué à la

Constitution du 24 juin un gouvernement révolutionnaire, bref ce sont les pays qui ne veulent pas se soumettre à l'hégémonie de la Montagne. Les uns ont dû être réduits par la force, tel est le cas de deux grandes villes, Lyon et Toulon. D'autres ont fait comme Marseille un essai de résistance armée. D'autres comme Bordeaux, se sont soumises sans combat, mais après avoir affirmé des idées d'indépendance. Toutes ces villes seront pourtant traitées comme rebelles, c'est-à-dire mises en dehors du droit commun.

Le droit commun du Gouvernement révolutionnaire n'est déjà pas tendre dans les pays où il est appliqué ; nous avons vu quels sont les procédés qui y sont employés contre les aristocrates et les riches : taxes révolutionnaires, emprunts soi-disant volontaires, prise de tous les métaux précieux, séquestration des biens au moindre prétexte.

Ce système ou plutôt cet ensemble des mesures va certainement avoir son apogée dans les pays rebelles puisqu'ils sont en dehors du droit commun, et que notamment les procédés fiscaux qui y seront pris seront plus hardis que partout ailleurs.

*L'Insurrection Lyonnaise. Les Pratiques Financière à Lyon.* — Si l'on excepte l'insurrection Vendéenne, qui puise sa source dans des principes tout spéciaux, et qui est surtout l'explosion de la résistance religieuse, c'est à Lyon, la seconde ville de

France que le Comité de Salut Public et sa politique montagnarde ont couru les plus grands dangers. Nous trouvons un curieux mélange dans les éléments de cette résistance lyonnaise qui fut si grave et qui aurait pu avoir des conséquences encore plus dangereuses. Il y a à Lyon un courant d'idées royalistes, c'est un général royaliste Drecy qui dirige la défense de la ville ; mais Lyon est pourtant, par la grande majorité de ses habitants, une ville acquise aux idées républicaines ; seulement elle ne veut pas se soumettre aveuglément aux décisions de la capitale, et elle n'entend pas qu'on lui impose les volontés d'un parti qui n'est devenu le plus fort que par l'arrestation anti-constitutionnelle des Girondins. Ce mouvement n'est pas seulement l'œuvre des riches, il y a fort peu de Sans-Culottes à Lyon, les ouvriers étant d'accord avec les banquiers, les industriels et les négociants.

Si on la proportionne aux dangers qu'a fait courir la résistance de la ville, la répression, dirigée par le parti montagnard, sera nécessairement très rigoureuse. Elle le fut. Le 12 juillet 1793, la Convention, sur l'initiative du Comité de Salut Public et sur le rapport de Couthon, membre de ce Comité, rend un décret (1) aux termes duquel elle destitue de leurs fonctions et déclare traitres à la Patrie, en les met-

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 15 juillet.

tant hors la loi, tous administrateurs et fonctionnaires civils ou militaires qui ont convoqué ou souffert le congrès départemental qui a eu lieu à Lyon. *Tous les biens appartenant aux conspirateurs seront immédiatement mis sous scellés, et dès que la confiscation ordonnée par la loi aura été prononcée par le Gouvernement révolutionnaire, la Convention Nationale en déterminera la répartition entre tous les patriotes indigents et opprimés.* La Convention allait même plus loin puisqu'elle décrétait que tout paiement de sommes dues aux conspirateurs, soit par la Trésorerie nationale, soit même par les particuliers, serait provisoirement suspendue. Et pourtant il était dit dans le décret que l'armée qui devait marcher sur Lyon pour y établir l'ordre devrait y respecter les propriétés.

Le 12 octobre 1793 (1), sur un rapport présenté au nom du Comité de Salut Public par Barère, la Convention rend un décret dans lequel on relève notamment les articles suivants : « Art. 2. Tous les habitants de Lyon seront désarmés. Leurs armes seront distribuées sur-le-champ aux défenseurs de la République. Une partie sera remise aux patriotes de Lyon qui ont été opprimés par les riches et les contre-révolutionnaires. — Art. 3. La Ville de Lyon sera détruite ; *tout ce qui sera habité par le riche sera*

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. VII. p. 376.

démoli. Il ne restera plus que la maison du pauvre ; les habitations des patriotes égorgés ou proscrits, les édifices spécialement employés à l'industrie, et les monuments consacrés à l'humanité et à l'instruction publique. — Art. 6. *Les représentants du peuple nommeront sur-le-champ des commissaires pour faire le tableau des propriétés qui ont appartenu aux riches et aux contre-révolutionnaires de Lyon, pour être statué incessamment à la Convention sur les moyens d'exécution du décret du 12 juillet dernier qui a affecté ces biens à l'indemnité des patriotes. »*

Le Comité, le 12 octobre 1793 (1), recommande la sévérité aux représentants en mission à l'armée des Alpes devant Lyon ; il se plaint de leur trop grande sensibilité, et Couthon, membre du Comité de Salut Public, qui dirige les opérations, n'est pas trouvé assez énergique pour la besogne à accomplir. C'est un autre membre du Comité de Salut Public, Collot d'Herbois qui assume la direction des mesures propres à assurer l'exécution des décrets. Jamais répression ne fut plus énergique que celle-là. Jamais l'œuvre de terreur et de confiscation des biens ne fut poussée aussi loin. Le travail de destruction ordonné par la Convention est effectivement exécuté, et le représentant Albitte annonce le 26 octobre 1793 (2)

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 377 (de la main de Robespierre).

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 35.

que : « Le premier coup de piquier (*sic*) a été donné solennellement hier aux beaux bâtiments de Bellecour. » Quant à ceux dont les biens ne sont pas confisqués, ils sont l'objet de taxes extraordinaires, et l'on prélève sur eux jusqu'à six millions de contributions.

M. Aulard, dans son *Histoire de la Révolution française*, cite les quatre premiers articles d'un arrêté que les représentants en mission Albitte, Collot d'Herbois, et Fouché prirent à la date du 24 brumaire an II et qui ne s'appliquaient pas seulement à Lyon mais aux communes environnantes (1). Cet arrêté reçut tout au moins un commencement d'exécution : « 1° Tous les citoyens infirmes : vieillards, orphelins, indigents, seront logés, nourris et vêtus aux dépens des riches de leurs cantons respectifs. Les signes de la misère seront anéantis ; 2° La mendicité et l'oisiveté seront également proscrites ; tout mendiant ou oisif sera incarcéré ; 3° Il sera fourni aux citoyens valides du travail et les objets nécessaires à l'exercice de leur métier et de leur industrie ; 4° Pour cet effet, les autorités constituées, de concert avec les comités de surveillance, lèveront dans chaque commune, sur les riches, une taxe révolutionnaire proportionnée à leur fortune et à

---

1. Aulard. *Histoire politique de la Révolution française*. Chap. VIII, p. 458.

leur incivisme, jusqu'à la concurrence des frais nécessaires pour l'exécution des arrêtés ci-dessus. »

M. Aulard trouve que cet arrêté a un caractère nettement socialiste. Sans parler de socialisme on peut dire qu'il a une portée égalitaire, mais c'est plutôt pourtant de l'assistance sociale que de l'égalitarisme. C'est la suppression de l'indigence lyonnaise aux dépens des riches, et il n'y a pas là à proprement parler l'organisation même partielle d'un système social nouveau.

L'ensemble des mesures prises à Lyon a cependant une importance sociale considérable ; tout l'arsenal révolutionnaire est mis en œuvre contre les riches lyonnais : taxes révolutionnaires, confiscations des biens et même destruction des propriétés.

Nous nous sommes déjà expliqué sur les taxes révolutionnaires ; elles ne sont pas différentes à Lyon de ce qu'elles sont dans les pays non-rebelles, seulement elles y sont plus lourdes qu'ailleurs, et en droit révolutionnaire c'est légalement qu'elles sont levées par les représentants. En y réfléchissant pourtant bien, elles ont un caractère moins égalitaire qu'ailleurs, car la taxe à Lyon est plus qu'une correction civique ; c'est la forme la plus sensible que l'on puisse donner au châtement que le Comité tient à exercer contre les habitants d'une ville qui s'est mise en révolte ouverte contre lui et contre la Montagne. La taxe revêt ici un caractère tout particulier

de châtement et de vengeance et c'est bien à Lyon que le riche est frappé surtout en raison de ses opinions et de son incivisme. Quant à la confiscation des biens, elle ne porte pas seulement sur les gens vraiment riches, et ce n'est pas à proprement parler une arme égalitaire puisqu'elle est prononcée contre des gens qu'on représente à tort ou à raison comme des traitres à la Nation, et qu'elle est le plus souvent l'accessoire de la peine de mort. La destruction des propriétés n'est pas davantage une mesure égalitaire ; l'égalité n'a pas besoin de ces moyens quelque peu barbares. Personne n'y trouvera de bénéfices ; les pauvres n'en retireront aucun avantage, et nous estimons même que la destruction des propriétés est contraire à l'établissement de l'égalité réelle puisqu'elle diminue la masse des richesses de la nation (1). En abattant les beaux immeubles du quartier Bellecour, les représentants retireraient de la richesse générale du pays une masse de biens immobiliers auxquels on eût pu donner une affectation utile, égalitaire même.

La répression lyonnaise pourrait donc être considérée comme indifférente au point de vue de l'histoire des tendances égalitaires de l'époque si le décret du 12 juillet 1793 ne portait que les biens

---

1. La véritable égalité, c'est l'égalité en jouissances subjective qui n'est possible dans la nation que s'il y a abondance.

confisqués doivent être consacrés à indemniser les patriotes indigents qui ont été persécutés durant le siège. Seulement ces « patriotes » sont très difficiles à trouver à Lyon. Couthon écrira le 20 octobre 1793 (1) qu'il vit dans un pays qui avait besoin d'être entièrement régénéré. Albitte écrit le 26 octobre que les préjugés et la faiblesse de caractère empoisonnent le pays (2) : « Je n'y connais que trois espèces d'hommes : des contre-révolutionnaires, des égoïstes avarés et des sans-culottes sans vigueur. » Le fait est vrai. Il n'y avait pas à Lyon de parti montagnard, et pour en créer un c'est naturellement dans la classe pauvre qu'on essaiera de le former en distribuant l'argent des riches. C'est donc la politique de la subvention que l'on va pratiquer ici.

En définitive l'extrême rigueur de la répression de l'insurrection lyonnaise ne doit point nous faire illusion ; nous y trouvons des tendances égalitaires comme dans d'autres mesures prises par le Comité de Salut Public. En elles-mêmes ce sont des mesures de terreur et non des mesures d'égalité. Comme ces mesures de terreur sont naturellement prises contre les riches qui représentent la classe la plus influente de la cité rebelle, elles prennent le caractère égalitaire ; mais nous ne devons pas nous y tromper,

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. VII, p. 529.

2. Aulard, *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 40.

elles peuvent avoir des conséquences propres à abattre le prestige des riches (et cette préoccupation d'abattre le prestige des riches est symbolisée par la destruction de leurs beaux immeubles à Lyon) ; elles sont susceptibles de créer un état de chose favorable à l'idée égalitaire en battant en brèche le respect qu'inspire la propriété privée. En elles-mêmes ce ne sont que des mesures de terreur, et la terreur est un moyen violent d'assurer le triomphe d'une politique ; ce n'est qu'accessoirement qu'elle peut servir la cause de l'égalité. Mais lorsque le moyen terroriste employé est la destruction inutile et barbare de biens dont la nation peut tirer parti, elle est même nuisible à l'idée d'égalité ; et c'est en présentant de pareilles mesures sous le manteau de l'égalité qu'on arrivera à discréditer celle-ci dans la nation.

*A Bordeaux.* — Ce qui se justifie ou tout au moins ce qui s'explique à Lyon par le fait qu'il y a eu insurrection, lutte à main armée, et danger pour l'unité nationale et républicaine, est injustifiable à Bordeaux qui a ouvert ses portes sans résistance. Dans la séance du mardi 6 août la Convention nationale, après avoir entendu Barère rapporteur du Comité de Salut Public, décrète : « Article 1<sup>er</sup> — Tous les actes faits par le rassemblement qui a pris à Bordeaux le titre de Commission populaire du Salut Public sont anéantis comme attentatoires à la souveraineté du Peuple Français. Art. 2. — Tous les membres qui

composent ce rassemblement ainsi que tous ceux qui ont provoqué, concouru ou adhéré à ces actes sont déclarés traitres à la Patrie et mis hors la loi. Leurs biens sont confisqués au profit de la République. »

Le décret recevra sa stricte application comme à Lyon, et pourtant à Bordeaux, comme le fait remarquer Taine, pas un coup de fusil n'a été tiré. On ne se contente pas de confisquer les biens de ceux qui ont concouru ou adhéré aux actes de la Commission de Salut Public, on atteint également les autres, et pour de simples motifs de modérantisme, d'égoïsme ou même d'insouciance, on prélève sur eux des taxes inimaginables. En lisant le rapport de Cambon à la Convention nous lisons en effet ce qui suit : « A Bordeaux, Rabat a été condamné à 1.200.000 francs d'amende, Péchotte à 500.000 ; Martin Martin à 300.000. » Isabeau et Tallien, représentants du Peuple, écrivent de Bordeaux au Comité le 29 octobre 1793 : « L'égoïsme, l'esprit mercantile, la malveillance, le négociantisme s'agitent dans tous les sens pour détruire les heureux effets que doivent nécessairement produire les bienfaisantes lois relatives au maximum. On resserre les marchandises, on enfouit les denrées, mais nous vous promettons qu'après une proclamation fraternelle, expositive de nos principes et de nos intentions, nous ferons marcher l'armée révolutionnaire pour arracher aux accapareurs les subsistances et les besoins du Peuple qu'ils

vexent depuis trop longtemps et qui peut enfin qu'on lui fasse justice. Le Capet de Bordeaux, le maire Saige, a expié il y a deux jours sur l'échafaud les méfaits dont il s'était rendu coupable. Sa mère vient de mourir aujourd'hui. Cette mort rend la nation propriétaire de plus de dix millions de biens ; voilà de quoi payer les frais de la Révolution Bordelaise et procurer du pain au peuple à bon marché. Nous ne négligerons pas pour cela les saignées pécuniaires à faire aux riches, aux accapareurs et aux fédéralistes. C'est un régime nécessaire à suivre pour consolider la Révolution et les mettre dans l'impossibilité de nuire à la Patrie. Nous faisons tous les jours saisir les biens des conspirateurs, des membres de la commission populaire et des fugitifs : le résultat de nos opérations sera plusieurs millions acquis à la Nation. »

D'autres lettres sont envoyées dans ce sens. Le Comité de Salut Public répond à ces lettres et les approuve. Voici notamment ce qu'il dit le 7 pluviôse an II, 26 janvier 1794 (1). « Le Comité de Salut Public, citoyens collègues, s'empresse d'applaudir aux mesures que vous avez prises pour arrêter les nouvelles manœuvres employées par les négociants de Bordeaux. Cette classe d'hommes a besoin de toute notre surveillance : pliée au joug des spéculations sordides,

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. X, p. 465.

elle n'a pu s'élever à la hauteur républicaine. Caché dans l'obscurité de ses comptoirs, le mercantilisme ne peut supporter l'air brûlant et fort de la liberté. Le niveau de l'égalité a dû effrayer des hommes habitués à compter le peuple pour rien. Les mœurs de Sparte doivent effrayer les Sybarites. » Le Comité ajoutait pourtant : « Toutefois il est à propos d'user modérément de mesures partielles. Elles détruisent l'ensemble, l'unité des mesures générales. Au surplus le Comité se plaît à s'en rapporter à votre zèle et à votre prudence. »

Voilà donc l'expression « niveau de l'égalité » employée par le Comité à propos des amendes levées sur les riches négociants de Bordeaux et de la confiscation de leurs biens. Nous trouvons donc là une préoccupation égalitaire. En fait, d'ailleurs, la correction civique, la terreur, le besoin d'argent, la préoccupation des secours à fournir aux indigents sont insuffisants à expliquer une pareille extension du système de la confiscation des biens, dans une ville comme Bordeaux où pas un coup de fusil n'a été tiré. Pour bien comprendre de pareilles mesures il faut tenir compte de la notion de l'injustice, du superflu, qui se répand un peu partout, et à laquelle les gouvernants de l'époque, et surtout les représentants veulent obéir. C'est de l'égalitarisme, présenté sous une forme un peu rudimentaire, c'est de l'égalitarisme tout de même.

Tout cela se passe en pays rebelle, mais les pays déclarés rebelles comprennent les villes les plus populeuses et les plus riches de la nation, en dehors de Paris. Il est certain que les idées égalitaires, surtout sous l'empire des pouvoirs politiques, se sont développées. Et pourtant le Comité proclame le respect des propriétés. Singulière expression !

Pour la résoudre, il faut en revenir toujours à cette affirmation : en l'an II la préoccupation égalitaire existe, atténuée au Comité, plus évidente chez beaucoup de représentants ; mais en raison des circonstances elle est accessoire. Elle est d'ailleurs inféconde, car ce qui manque dans les pays rebelles comme dans les autres, c'est l'organisation d'un état social possible pour remplacer celui qu'on démolit en détail, au hasard et sans ligne de conduite.

Un pareil langage et de pareilles mesures prennent une toute autre importance lorsqu'ils sont tenus et prises à Bordeaux ou à Lyon. Je sais bien que Bordeaux est considéré aussi bien que Lyon comme ville rebelle, et que comme telle il est, en droit révolutionnaire, juridiquement admis que les taxes révolutionnaires pourront être perçues, et que les biens des « traîtres » y seront confisqués. Mais en fait à Lyon il y a des opérations militaires, à Bordeaux il n'y en a aucune, et il est difficile d'admettre que l'on puisse traiter comme rebelle un pays qui ne se défend pas. L'article du décret qui a trait aux citoyens qui doi-

vent être considérés comme traîtres est extrêmement vague ; il peut se prêter à toutes les interprétations et à toutes les extensions. En conséquence, dès qu'on veut confisquer les biens d'un riche Bordelais, il n'y qu'à obtenir du tribunal révolutionnaire, et en général ce n'est pas très difficile, une condamnation. L'article 2 du 6 août portait en effet que tous les membres qui auront composé la commission populaire de Bordeaux, ainsi que tous ceux qui auront concouru ou adhéré à ses actes seront déclarés traîtres à la Patrie. Mais le mot adhésion était bien vague et bien élastique pour fournir les éléments constitutifs d'une accusation susceptible d'entraîner la peine de mort. Or à une époque où on se contente en général de charges bien légères, il ne sera pas difficile de prétendre qu'un homme a « adhéré à des actes ». Et comme une condamnation dans ce cas entraînait la mise à la disposition de la Nation de tous les biens du condamné, il y avait une tendance fatale à ce que la grande majorité des négociants de Bordeaux fussent déférés au tribunal révolutionnaire, d'autant plus que si le tribunal ne pouvait les reconnaître coupables du crime de trahison, et ne pouvait en conséquence prononcer la confiscation de leurs biens, il pouvait tout au moins, sous les prétextes les plus variés, les condamner à des amendes fantastiques.

§ 4. — *Dans les pays ennemis*

Il n'est pas sans intérêt de connaître l'application qui a été faite aux pays ennemis conquis par nos troupes de l'ensemble des mesures fiscales imaginées en France par le Comité et les représentants. La politique suivie par le Comité de Salut Public dans les pays ennemis était-elle plus consciemment et plus délibérément égalitaire qu'en France ?

Ce n'est pas seulement la République qui s'installe dans les pays étrangers, c'est aussi et surtout le gouvernement révolutionnaire. Ce n'est pas avec les principes de 1789 et de 1793 que nous allons éduquer les populations parmi lesquelles campent nos armées victorieuses : c'est avec les principes du Salut Public. Ce n'est d'ailleurs qu'en 1794 que commence la conquête, et c'est à cette époque que les principes du Salut Public sont à leur apogée. Les principes de 1789 c'est la façade du Gouvernement que nous allons instituer dans les pays ennemis, et derrière cette façade, dans l'intérieur de l'édifice ce sont les pratiques du Gouvernement révolutionnaire qui meublent le logis. Partout des corps administratifs, des sociétés et des comités semblables à ceux qui existent en France y sont créés. La politique suivie par le Comité dans les pays ennemis offre d'autant plus d'intérêt que malgré les attributions énor-

mes qui avaient été données au Comité, c'est dans tout ce qui a trait à la guerre et à l'organisation des pays occupés par nos troupes, qu'il a la plus grande latitude. Quelque paradoxal que cela puisse sembler, c'est dans les pays ennemis que le Comité aurait pu le plus aisément accomplir une œuvre de régénération sociale, car c'est en France même que la politique du Gouvernement révolutionnaire rencontre les plus grands obstacles.

En France ce n'est pas contre les idées réactionnaires que le Gouvernement a à lutter. En général la résistance provient des idées républicaines mêmes, et c'est justement parce que la nation peut établir une comparaison entre les principes républicains et la politique du Salut Public, comparaison désavantageuse pour cette dernière puisqu'elles sont le plus souvent même la négation des premiers, que la politique montagnarde rencontre le plus d'obstacles. En dehors de la Vendée ce n'est qu'une faible minorité qui est restée attachée à la cause royaliste (et encore la cause royaliste c'est la cause religieuse). Bourgeois, paysans, ouvriers ont trouvé leur compte à la suppression des entraves et des servitudes féodales, de tous ces liens multicolores comme les appelle Karl Marx, et qui s'opposaient à la prospérité de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Ils sont donc attachés aux principes de 1789 qui ont fait la propriété plus libre et plus féconde. D'ailleurs ceux que

la Montagne pourchassera sans pitié sont aussi ouverts qu'elle aux principes démocratiques. On l'a vu, la Constitution girondine ne le cède en rien sur ce terrain à la Constitution montagnarde, et les départements ne sont pas sur ce point en retard sur la capitale. Seulement la Montagne s'appuie tout particulièrement sur la masse populaire parisienne, et c'est pourquoi elle prend, en apparence tout au moins, une allure plus plébéienne que la Gironde, c'est pourquoi elle se popularise. Paris est acquis à la Montagne, bien acquis même ; mais les départements ne le sont pas, et il est bien plus difficile pour un gouvernement républicain de lutter contre un esprit libéral et éclairé que contre un esprit conservateur. C'est au nom même des principes de la République que l'on peut s'opposer à cette politique révolutionnaire.

Ce qui a fait la force de la Montagne en France, et ce qui a assuré son triomphe quoique éphémère, c'est le prestige que lui donnent les victoires de nos armées, victoires qui sont bien l'œuvre de sa politique ferme et centraliste, et dont elle peut tirer orgueil en toute sincérité.

Ces victoires vont lui imposer une nouvelle tâche ; elle a à faire triompher ses idées dans les pays conquis comme elle y a fait triompher ses armes. Sa tâche y est plus aisée qu'en France, car en Flandre, dans les pays wallons, sur les bords du Rhin, elle

travaille dans le neuf, ce qui est pour elle un grand avantage. Là pas de républicains qui au nom même des principes de 1789 peuvent s'opposer à la marche du gouvernement révolutionnaire. On ne connaît que l'ancien régime, et la grande majorité admire la Révolution Française sans trop la comprendre. Point de connaisseurs, on peut forcer la dose, et faire passer les principes du Salut Public pour les principes républicains. Le champ est libre, et la terre souple et riche ne demande qu'à être labourée ; le Comité de Salut Public a le choix de la semence, va-t-il jeter dans cette terre pleine de promesses le germe de la révolution sociale, verrons-nous fleurir dans ce champ l'égalité intégrale ?

Le 7 prairial an II, 26 mai 1794, le Comité de Salut Public écrit à Milhaud et à Soubrany, représentants à l'armée des Pyrénées-Orientales, et leur dicte la conduite qu'ils auront à tenir vis-à-vis de la République d'Andorre. « Il faut lier cette République à la nôtre par le besoin, les principes et les intérêts ; il faut lui inspirer le génie de la liberté, le mépris des mômeries espagnoles, la fierté républicaine, et cependant ménager les objets du culte auxquels le peuple est attaché ; *entrer comme bienfaiteurs de la classe indigente et laborieuse, en même temps que vous écraserez les riches, que vous établirez de fortes contributions sur eux, que vous les prendrez pour otages...* »

Le Comité écrit le 8 prairial an II (1), 27 mai 1794, aux représentants à l'armée de la Moselle ; les représentants sont chargés de remettre cette lettre après en avoir pris connaissance au général en chef Jourdan : « Ménagez partout les objets du culte, *faites respecter les chaumières, les malheureux, les femmes, les enfants, les vieillards ; entrez comme bienfaiteurs des peuples en même temps que vous serez le fléau des grands, des riches, des ennemis particuliers du nom français* : faites tomber sur ceux-ci tout le poids des contributions, prenez-les pour otages, et que votre conduite soit tellement connue que chacun voie que ce n'est pas le système de la dévastation, mais celui de l'égalité que vous apportez. Il faut éviter cependant de faire la guerre en dupes. Nous devons vivre aux dépens de l'ennemi ; nous n'entrons pas chez lui pour lui porter nos trésors, mais il faut prendre des mesures certaines pour que les contributions que vous imposerez ne soient pas assises par les magistrats sur les pauvres, comme ils ne manqueront pas de le faire si vous n'y tenez sévèrement la main. » Il y a un singulier mélange dans ces instructions. D'une part des conseils d'opportunisme, et qui certes ne sont pas inspirés par la seule égalité, puisque le Comité recommande aux représentants et aux généraux de respecter non seulement

---

1. Aulard. *Recueil des actes*, t. XIII, p. 118.

les chaumières, les indigents et les faibles, mais encore les objets du culte. Il y a en revanche des recommandations très énergiques de ne pas avoir de ménagements pour les riches. Mais ce n'est pas le riche seul que l'on vise ; on poursuit également en lui l'ennemi du Peuple français et de la Révolution, l'accolement de ces mots l'indique suffisamment. C'était d'ailleurs parfaitement explicable ; la classe aisée devait être d'autant plus attachée à l'ancien état de choses, qu'assez instruite en générale, elle n'ignorait pas les mesures qui étaient prises en France contre les riches.

En recommandant à ses agents de ne faire peser le poids des contributions que sur les seuls riches, le Comité pratiquait une politique financière compréhensible au point de vue des résultats qu'il voulait atteindre, avoir de l'argent à tout prix. Et pesant très lourdement sur les grandes fortunes, il rattrapait de ce côté ce qu'il pouvait perdre en n'imposant pas les pauvres. Ce qui est explicable au point de vue financier l'est encore beaucoup plus au point de vue purement politique. Les pauvres étaient en effet beaucoup plus nombreux que les riches, il fallait donc rallier les premiers à tout prix, même si ce prosélytisme devait se faire aux dépens des autres.

Le Comité accentue encore l'orientation de sa politique dans les pays conquis. Le 26 messidor II, 14 juillet 1794, il rend un arrêté signé de Billaud-

Varenne et de Saint-Just (1), aux termes duquel les représentants du peuple de l'armée de Sambre-et-Meuse lèveront une contribution de 50 millions en munéraire sur Bruxelles, et 600 riches seront retenus comme otages tant que la somme ne sera pas intégralement payée. Une mesure du même genre sera prise à Tournai : « Aucune contribution ne pourra être imposée qu'aux riches. » C'était l'exploitation sur une vaste échelle des pays conquis ; certes le poids de ces contributions en espèces et en nature retombait sur les riches seuls ; mais ne faut-il pas y voir beaucoup plutôt une preuve des nécessités politiques et financières, beaucoup plutôt qu'un symptôme de la préoccupation égalitaire ? Et d'ailleurs la conséquence ne devait-elle pas être un chômage tout au moins partiel des travailleurs ?

Les représentants ont sur ce point comme toujours une tendance assez marquée à outrepasser les instructions du Comité. La correspondance la plus symptomatique à cet égard, est celle de Bernard (de Saintes) représentant dans le Jura et dans les départements limitrophes.

Ce sont à peu près les mêmes procédés que ceux dont nous avons vu l'application en France. Bernard écrit le 7 octobre 1793 (2) : « Je municipaliserai l'en-

---

1. Aulard. *Recueil des actes*, t. XV, p. 159.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 292.

droit ; je détruirai toutes les armes et munitions ; je ferai restituer toute la somme qu'on a pu gagner sur nous ; je *ferai saigner les riches* ; j'emmène le payeur-général avec 400.000 livres en assignats pour les échanger contre du numéraire, car il faut apprendre à auner notre monnaie.»

Il casse les administrations existantes, et il nomme « parmi les Sans-Culottes du pays, les membres du district, de la municipalité, du Comité de surveillance et deux juges de paix. » Il lève sur les riches habitants de la commune une contribution patriotique de 400.000 livres en numéraire. On prend à des individus jusqu'au quart de leur fortune totale.

Laurent et Guyton procèdent de la même manière à Bruxelles. Ils mettent tout en réquisition, serges, papiers, etc., et, parlant des aristocrates du pays, Laurent dit : « Ils sont riches ; je les ramènerai à l'égalité par la bourse » (de Bruxelles, 25 messidor an II, 13 juillet 1794 (1).

Laurent et Gillet lèvent une contribution en numéraire de deux millions sur les aristocrates et les bourgeois de Mons : Et Laurent termine sa lettre au Comité par cette phrase qui est bien le critérium de la politique que les représentants ont reçu la mission de suivre dans les pays conquis : « Droit de tracasserie pour

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XV, p. 149. Voir également dans le *Recueil de Actes*, t. XIII, p. 384 la lettre écrite de Metz, par Lacoste, le 19 floréal an II,

les opinions religieuses, pourvu qu'on respecte les opinions politiques *et que l'on paie.* » Tout paraît se ranger à ce but.

Y a-t-il dans cette politique des tendances nettement égalitaires et le résultat doit-il être de créer un état de choses favorable à l'établissement de l'égalité du fait ?

Des tendances égalitaires il y en a sûrement dans ses actes jusqu'à un certain point ; mais la préoccupation évidente est de nourrir avant tout nos troupes, et de tirer le meilleur parti de nos conquêtes par une exploitation sagement réglementée, mais lourde tout de même, et lourde pour tous en somme, riches et pauvres, parce que les premiers, accablés de contributions, ne feront plus travailler les seconds, et que d'ailleurs les petits cultivateurs comme les grands seront forcés d'abandonner aux vainqueurs une partie importante de leur récolte contre paiement d'assignats sans aucune valeur. Non, l'idée égalitaire est au second plan ; le premier souci, qui absorbe tous les autres, est de trouver des vivres et de l'argent. « Pourvu qu'on paie », a dit Laurent ; c'est là le nœud vital de la politique suivie en pays conquis.

Le premier résultat de cette politique ne sera donc point d'établir dans les pays occupés par nos troupes, l'égalité sociale et économique ; et de fait, là comme en France, le régime de la propriété indivi-

duelle en dépit de toutes les atteintes qui lui sont faites, demeure toujours. Ce qui est vrai, c'est que dans les pays étrangers, une faible évolution se fait. Les déclamations des agents du Comité, les procédés employés par eux éveillent l'idée égalitaire et rapprochent les distances entre les classes des pays, le prestige des riches, des nobles, est abattu ; le respect et la crainte de l'aristocratie et de la richesse s'évanouissent forcément quand les pauvres voient comment on traite ceux, que jadis ils craignaient toujours, et qu'ils vénéraient quelquefois. Le Peuple prend conscience de ses droits et même de ses espérances, en voyant à quel degré de puissance et de hardiesse sont arrivés les chefs de notre gouvernement qui s'appuient sur le peuple ; la main du vainqueur est lourde pour tous ; mais pourtant ils sont l'objet de ménagements particuliers ; cette différence de traitement, dont les bénéficiaires appartiennent justement à la classe qui souffre depuis longtemps, est bien faite pour développer les idées égalitaires.

Ainsi, bien que la politique que suivait le Comité de Salut Public dans les pays étrangers fût surtout inspirée par le besoin d'argent et de vivres, il est certain que les pratiques du gouvernement révolutionnaire ont eu pour effet, non pas certes d'établir l'égalité de fait dans les pays conquis, mais pourtant d'éveiller dans ces pays les idées égalitaires, et

de préparer le terrain pour des réformes politiques mais aussi sociales.

Pas plus qu'en France il n'y a jeté les bases d'un état social nouveau et durable.

## CHAPITRE V

### **Les Trois Phases de l'Action Economique de l'Etat**

---

#### *Le Besoin de denrées.*

*Les consommateurs aux besoins desquels le Comité  
doit pourvoir*

Ce n'est pas tout que de lever des taxes et des emprunts sur les riches en faveur des indigents ; il faut encore que l'argent procuré par ces mesures serve à quelque chose. Il faut contre de l'argent pouvoir trouver des denrées, et les denrées à cette époque se cachent ou coûtent horriblement cher, le pain surtout, si bien que le souci de tous les Français, durant cette époque, sera d'avoir du pain, et que le grand souci du Comité de Salut Public sera de leur en procurer. Seulement ici va se manifester de nouveau le grand principe politique du Comité ; il va

chercher avant tout à nourrir ceux dont le concours lui est indispensable, ceux qui doivent être les champions de sa politique. Ceux qui vont être naturellement les objets de sa préférence seront donc les gens du peuple sur lesquels il s'appuie tout particulièrement. Mais le Peuple n'est pas indifféremment à travers tous les milieux, tous les métiers et tous les régimes, le fidèle auxiliaire du Comité de Salut Public. Le Peuple, sinon dans la conception du Comité, mais tout au moins dans l'ordre des préférences, c'est celui qui lui rend service, et ce peuple c'est : l'armée d'abord, les soldats défenseurs aux frontières, propagateurs dans les pays étrangers de la politique de Salut Public et des idées révolutionnaires(1).

1. Citer tous les arrêtés rendus par le Comité de Salut Public, tendant à approvisionner et à équiper les armées, serait citer presque tous les arrêtés pris par le Comité ; c'est dire l'importance de la préoccupation militaire.

Parmi ces arrêtés innombrables, deux pourtant peuvent être cités. Le premier est du 7 nivôse an II. Il est signé par Billaud-Varenne, Carnot, Lindet, Barère, Robespierre. Ils affectaient au service d'approvisionnement de chacune des armées un arrondissement particulier, composé d'un certain nombre de districts et de départements.

*Arch. nat.* AF II, 68. — Aulard. *Recueil des Actes*, t. IX, p. 693.

Le deuxième est du 22 germinal an II. Il est signé par Lindet. Il indiquait les départements offerts d'une part à l'approvisionnement de la marine, d'autre part à l'approvisionnement des places fortes.

*Arch. nat.* A F II, 68. — Aulard. *Recueil des Actes*, t. XII, p. 515.

Le Peuple c'est la plèbe de la grande cité parisienne : c'est Paris, qui a joué dans la marche de la Révolution un rôle prépondérant, qui a forcé la main aux assemblées, qui a précipité les événements. C'est Paris qui, le 31 mai et le 2 juin 1793, a écrasé le parti girondin à la Convention, et c'est lui qui a hissé irrémédiablement la Montagne au pouvoir ; c'est la fidélité et l'appui du Peuple de Paris qui ont permis à la Montagne d'écraser les grandes villes dissidentes des départements, de se rendre maîtres de l'insurrection vendéenne et d'envoyer des armées si nombreuses aux frontières. Ce sont les sections de cette grande ville de 600.000 habitants qui ont permis à Robespierre de prendre la direction des affaires et d'exercer une puissance incontestable sur une assemblée d'où la pression parisienne a pour ainsi dire extirpé tout le parti d'opposition. La commune de Paris a pourtant ses préférences dans la Montagne même : elles sont pour les exagérés, pour les enragés. Mais elle est malgré tout et toujours fidèle à la Montagne, et quand Hébert et plusieurs autres sont passés sous le couperet de la guillotine, c'est à la fraction Robespierre, c'est-à-dire à la fraction dominante du parti montagnard que se rallie ce grand faisceau de forces qu'est Paris, et il lui sera fidèle jusqu'au 9 thermidor. Nous ne devons donc point nous étonner que le Comité de Salut Public s'efforce par tous les moyens possibles de récompenser Paris

en pourvoyant d'une façon continuelle, et avec une sollicitude remarquable à son approvisionnement (1).

Sur l'intervention du Comité, la Convention met toutes les semaines à la disposition de la commune de Paris, des sommes énormes, lui permettant de vivre et d'assurer la subsistance de la population ; mais dans ce temps de crise agricole, il n'est pas suffisant de payer pour obtenir les denrées que l'on désire ; il faut encore employer un argument plus efficace que l'argent, d'autant plus que l'argent se présente à cette époque, bien souvent, sous la forme détestée de l'assignat qui finit par n'avoir plus aucune valeur. Il faut user de force et d'autorité, et c'est ainsi que l'argent mis à la disposition de la commune de Paris, ne lui suffit plus pour procurer à la grande ville les denrées dont elle a besoin. Il faut que le Comité intervienne par lui-même, par ses représentants, par ses agents, dans toute la France. Il faut que dans les départements les plus reculés, non seulement on aille acheter, mais encore requérir les denrées nécessaires pour Paris, c'est-à-dire quand l'appât de l'argent ne suffit plus, agir en vertu d'un

---

1. D'ailleurs dans son décret relatif à l'institution du gouvernement révolutionnaire, art 11, la Convention avait fait de l'approvisionnement de Paris un principe du gouvernement révolutionnaire.

« Paris sera approvisionné au 1<sup>er</sup> mars pour une année. » Aulard. *Recueil des Actes*, t. VII, p. 393).

ordre de réquisition formelle, et employer au besoin la force publique.

Taine le dit dans son tome II du *Gouvernement révolutionnaire*, page 266 : « Le Gouvernement réquisitionne pour Paris comme pour une place en état de siège et fixe sur le papier la quantité de grains que chaque département, chaque district, chaque canton, chaque commune, doit envoyer à la capitale. » Il serait impossible de citer ici tous les arrêtés qui sont pris par le Comité de Salut Public pour approvisionner Paris, car ce serait retracer pour ainsi dire l'œuvre du Comité de Salut Public. Voici pourtant un arrêté pris dans la séance du 24 août 1793 (1) : « Le Comité de Salut Public, considérant que l'approvisionnement de grains et de farine est du plus grand intérêt pour la République ; que par décret du ... les autorités constituées ont été autorisées à faire des réquisitions pour assurer cet approvisionnement : que dans plusieurs communes l'effet de ces réquisitions devient nul par les manœuvres des malveillants et que dans d'autres l'arrivage a été intercepté, a arrêté comme mesure de salut public, et vu l'urgence des circonstances, que le ministre de l'Intérieur est autorisé à faire porter dans les divers départements environnants Paris, telle partie de la force publique qui sera

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VI, p. 86.

nécessaire pour assurer l'exécution des réquisitions faites et protégeront l'arrivage des grains et des farines à Paris. » Et le Comité ajoute : « Les représentants du peuple, composant le Comité de Salut Public, arrêtent que les citoyens Nicolas-François Renard et Bernard Colonge sont autorisés à se transporter partout où besoin sera pour rassembler les grains nécessaires pour la subsistance de Paris, à faire battre, moudre et transporter lesdits grains, et à requérir au besoin les autorités civiles et la force armée (1). »

---

1. Pour assurer l'approvisionnement de Paris, le Gouvernement consent les plus grands sacrifices. Le Comité de Salut Public prend toute une série d'arrêtés indiquant les sommes que la Trésorerie Nationale devra mettre à la disposition de la Ville de Paris pour les subsistances.

Le Trésor verse dans la caisse de la Ville de Paris 3 millions le 12 août 1793 (Arrêté du Comité du 14 août, signé par Saint-Just. *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. V, p. 545.) — 1 million le 2 septembre 1793 (Arrêté du 2 août. *Arch. Nat.*, A F II, 286. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. VI, p. 236). — 1 million le 8 septembre 1793 (Arrêté du 8 août, signé par Hérault, Thuriot, Barère, Carnot, Robespierre, Prieur (de la Marne). *Arch. nat.*, A F II, 32. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. VI, p. 352.) — 1 million le 16 septembre 1793 (Arrêté du 16 septembre. *Arch. nat.*, A F II, 32. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. VI, p. 513.) — 1 million le 23 septembre (Arrêté du 23 septembre signé par C.-A. Prieur, Prieur (de la Marne) et Carnot. *Arch. Nat.*, A F II, 32. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. VII, n° 14.) — 1 million le 10 frimaire an II (Arrêté du 10 frimaire, signé Lindet et Carnot. *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 58.) — 1 million le 17 frimaire

Tout cela est fort cher, la consommation du blé à Paris arrive à coûter 546 millions par mois, et l'on ne doit pas s'étonner outre mesure que Taine, avec les mots un peu gros qu'il emploie souvent pour qualifier les procédés du Gouvernement révolutionnaire, en arrive à dire : « Sous l'ancien régime, Paris, quoique trop gros, demeurerait un organe utile ; s'il absorbait beaucoup, il élaborait davantage ; sa pro-

---

*an II* (Arrêté du 17 frimaire, signé par Barère, Robespierre, Carnot, C.-A. Prieur, Billaud-Varenne. *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 233.) — 1 million le 22 *frimaire* (Arrêté du 22 frimaire, signé par Carnot, C.-A. Prieur, Barère, Billaud-Varenne. *Arch. Nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 342.) — 2 millions le 26 *frimaire* (Arrêté du 26 frimaire, signé par Billaud-Varenne, Barère, Robespierre). *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 434 — 2 millions le 17 *nivôse* (Arrêté du 17 nivôse, signé par Billaud-Varenne, Barère, Lindet, Collot d'Herbois, Carnot). *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. X, p. 83.) — 2 millions le 5 *pluviôse* (Arrêté du 5 pluviôse, signé par C.-A. Prieur, Barère, Billaud-Varenne, Carnot). *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. X, p. 413 — 2 millions le 20 *pluviôse* (arrêté du 20 pluviôse signé par Lindet, Billaud-Varenne, Carnot, Jean Bon Saint-André.) — 1 million le 7 *ventôse* (arrêté du 7 ventôse signé par Barère, C.-A. Prieur, Collot d'Herbois (*Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. XI, p. 384.) — 2 millions le 24 *ventôse* (Arrêté du 24 ventôse signé par Lindet. *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. XI, p. 691.) — 2 millions le 7 *germinal* (Arrêté du 7 germinal, signé par Lindet. *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. XII, p. 221 — 2 millions le 15 *germinal* (Arrêté du 15 germinal signé par Barère et Lindet. *Arch. nat.*

duction compensait et au delà sa consommation ; chaque année au lieu de puiser dans le Trésor public, il y versait 78 millions. Le nouveau régime a fait de lui un chancre monstrueux appliqué sur le cœur de la France, un parasite dévorant qui, par ses six cent mille suçoirs, dessèche ses alentours

---

A F II, 68. — Aulard. *Recueil des Actes*, t. XII, p. 380.),

Le Comité de Salut Public prit également toute une série d'arrêtés indiquant les départements et districts affectés à l'approvisionnement de Paris.

Arrêté du 14 brumaire an II, signé par Barère, Lindet, Carnot, Billaud-Varenne, Robespierre, portant que provisoirement les départements de Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, de l'Oise, trois districts de l'Eure-et-Loir, quatre districts de l'Aisne, deux de l'Eure seront affectés exclusivement à l'approvisionnement de Paris. (*Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 220.)

Arrêté du 22 germinal an II, signé par Lindet, affectant à l'approvisionnement de Paris la Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise, Pas-de-Calais, Moret, Somme, Seine-Inférieure, Eure-et-Loir, Loiret, Yonne, Aube, Marne, Aisne, Haute-Marne, Côte-d'Or, Nièvre, Cher, Loir-et-Cher, Sarthe, Allier, Saône-et-Loire, Creuse, Puy-de-Dôme, soit 25 départements. (Arrêté 7 de ce jour, paragraphe 7, *Arch. nat.*, A F II, 68. — Aulard, *Recueil des Actes*, t. XII, p. 514.)

D'autre part, si nous pouvions descendre dans le détail, nous verrions que le Comité prenait et surveillait constamment toutes les mesures propres à faciliter l'arrivée des denrées de toute nature dans la capitale ; nous en donnons un exemple à la page 249 : réquisition de tous les chevaux et voitures des marchands de charbon, tous les voituriers ayant l'usage de conduire les charbons dont la cuisson se fait dans le département de Seine-et-Oise, pour le service de Paris.

Cette préoccupation de nourrir Paris coûte que coûte se

sur quarante lieues de rayon, mange en un mois le revenu annuel de l'Etat, et reste maigre malgré les sacrifices du Trésor qu'il épuise, malgré l'épuisement des provinces dont il se nourrit (1). » Appréciation sévère sur une ville dont le rôle n'a pas manqué de grandeur à cette époque, car c'est d'elle que sont partis les plus nobles enthousiasmes, et c'est de l'effort de Paris et de sa fidélité à la Montagne que sont issues les victoires de nos armées ; sévère mais juste, car pour les départements c'est payer un peu trop cher les services.

Il n'entre pas dans le cadre de notre étude de porter un jugement sur ce point ; mais nous avons tenu à indiquer le rôle capital que devait jouer dans la politique économique du Salut Public, la préoccupation incessante de nourrir la grande Ville et cela pour la récompenser de ses fidèles services à la cause montagnarde, pour pouvoir stimuler toujours son enthousiasme, et ne pas faire éclater des émeutes populaires qui sont d'autant plus dangereuses

---

retrouve dans toute la Montagne. MM. Buchez et Roux, au t. XXVIII, page 487 de leur ouvrage, citent cette phrase de Danton aux Jacobins, le 28 août 1793. « Je ne cessai de répéter qu'il fallait tout donner au maire de Paris, si celui-ci l'exigeait pour nourrir ses habitants... Sacrifions 110 millions, et sauvons Paris, et *dans lui* la République. »

1. Taine. *Origines de la France contemporaine*, t. VIII.

*La Révolution. Le Gouvernement Révolutionnaire*, t. II, p. 304.

qu'elles grondent trop près du siège du Gouvernement.

L'esprit public est en général mauvais dans les départements, et pourtant le Comité n'a pas pour les grandes villes la sollicitude qu'il a pour Paris. Je ne parle pas des campagnes, dont les habitants plus rapprochés de la terre productrice et pouvant eux-mêmes en retirer les produits, connaissent moins que dans les villes les affres de la faim. J'entends parler des villes de province qui sont susceptibles de connaître comme Paris les horreurs de la disette, mais qui intéressent moins le Comité, d'abord parce qu'étant plus éloignées et moins grandes que Paris, elles sont moins dangereuses pour lui, et parce qu'ayant tenu tête pour la plupart à la politique de la Montagne, ce n'est point à elles que vont les sympathies d'un gouvernement montagnard.

Pourtant dans ces villes il s'est formé peu à peu une clientèle du Comité de Salut Public. Dans les campagnes, les cultivateurs, même les plus pauvres, sont tout au moins indifférents aux idées du Gouvernement révolutionnaire, en dépit des avantages qu'ils ont retirés de la Révolution : suppression des servitudes féodales, achat à bon compte de parcelles de biens nationaux, lots échus par le partage des biens communaux, le Gouvernement révolutionnaire a trouvé dans les villes des partisans recrutés parmi les prolétaires de l'époque : petits

bourgeois ruinés, déclassés de toutes sortes, indigents, ouvriers sans travail, qui fréquentent les assemblées de sections, qui peuplent les sociétés et les armées révolutionnaires. Le Comité a aussi dans les villes toute une pléiade d'agents ; il a surtout à sa disposition les comités révolutionnaires, et à quoi servirait de payer tous ces agents, tous ces partisans, comme il le fait, si ceux-ci ne pouvaient trouver contre leur argent, ou contre les assignats les denrées indispensables ? Or, à cette époque, les denrées se cachent, c'est incontestable, et comme à Paris, quand l'argent et surtout l'assignat sont insuffisants, il faut employer la loi et ensuite la force. Car, ceux qui luttent pour la Montagne dans les départements entendent bien ne pas mourir de faim, d'autant plus qu'ils sont moins nombreux en proportion que dans la Capitale, et qu'ils tendent de plus en plus à constituer une classe privilégiée.

Ainsi trois grandes préoccupations : nourrir les armées qui combattent aux frontières pour lui, alimenter Paris qui est le centre de toute impulsion montagnarde, subvenir en province aux besoins de ses partisans et surtout de ses agents innombrables, telles sont les trois grandes préoccupations auxquelles obéira le Comité de Salut Public, et si nous avons jugé utile de les exposer, c'est parce que ces préoccupations ont été des causes incontestables de la politique économique suivie par le Comité.

Reste à savoir si ces mesures n'ont pas aussi d'autres causes qui relèvent de la préoccupation égalitaire, et si, dans l'œuvre économique du Gouvernement révolutionnaire, nous trouvons ainsi deux grandes séries de causes d'ordres différents ; il nous faudra savoir s'il y a bien concomitance ou fusion de ces causes d'ordres divers ; examiner dans tous les cas le degré d'importance de la préoccupation égalitaire, et entrevoir tout au moins le résultat qu'une pareille politique peut avoir eu, au point de vue de l'établissement dans notre pays d'un régime d'égalité de fait.

*Pourquoi trois phases dans l'action économique  
de l'Etat en l'an II ?*

La politique du Comité de Salut Public, sa politique économique et surtout sa politique agricole, s'est exercée par trois phases, ou, pour parler plus exactement, la politique économique du Comité a trois aspects. Le premier c'est l'intervention dans les rapports économiques de la Nation, c'est-à-dire la réglementation des rapports qui existent entre le producteur et le consommateur : ces rapports qui normalement sont laissés à la liberté individuelle. Les rapports entre le producteur et le consommateur consistent le plus souvent en un échange ; le producteur fournissant une certaine quantité de denrées, et le consommateur une certaine quantité de monnaie. Le

rapport entre la denrée et la monnaie nous donne la valeur de cette denrée, et cette valeur s'évalue par une plus ou moins grande somme de monnaie. Cette somme de monnaie qui, dans la grande majorité des sociétés, n'est pas fixée par une loi, constitue le prix des marchandises. Ce prix n'étant pas légalement fixé, et variant d'après les circonstances, d'après l'offre et la demande, est en raison même de la liberté individuelle une chose variable. Pourtant en raison de la concurrence, en raison des analogies de conditions dans lesquelles se trouvent les contractants, ce prix, à la même époque, et tout au moins dans la même région, sinon dans l'ensemble de la nation, est le même, surtout lorsqu'il s'agit de denrées de première nécessité qui ont un emploi très étendu.

Voilà le régime de liberté économique.

Il y a intervention économique de l'Etat, le jour où trouvant que ces rapports entre producteurs et consommateurs ne fonctionnant plus d'une façon satisfaisante pour le bien de la nation, ou pour le sort d'une certaine classe de consommateurs, il fixe par la voie légale le chiffre maximum et uniforme, d'après lequel, sinon dans la nation entière, du moins dans chaque région, les denrées pourront être vendues. C'est la législation du maximum, seulement le producteur, qui sans doute avait des raisons légitimes de maintenir la denrée à une valeur relativement éle-

vée, ne consent pas à vendre dans ces conditions ; il cache alors ses produits ; le législateur est obligé de nouveau d'intervenir, et il édicte des peines très sévères contre celui qui soustrait ainsi ses denrées au marché public. C'est la législation contre l'accaparement. La législation du maximum, et la loi pénale contre l'accaparement constituent donc à elles deux le premier mode d'action de l'Etat dans le domaine économique ; ces procédés employés sont les procédés dits d'intervention économique.

Seulement il se trouve que cette législation d'intervention économique, si hardie qu'elle puisse être, est encore insuffisante. Les gens se refusent à vendre à bas prix, et ils préfèrent soustraire leurs denrées et les dissimuler. Les peines très sévères prévues par la loi d'accaparement ne viennent pas à bout de l'entêtement de nos paysans. Le Gouvernement recourt alors à un second mode d'action : c'est la réquisition. « Vous ne voulez pas porter vos produits sur le marché public, parce qu'on ne vous en donne pas un prix assez élevé ; vous préférez cacher vos grains même si vous êtes passibles de peine de mort ; comme je n'ai pas de blé pour l'armée, comme Paris a besoin de pain, je vais procéder autrement. Je vous prends moi toutes vos denrées, je vous en laisse la quantité suffisante pour votre consommation et celle de la région, c'est-à-dire la quantité que moi Comité je trouve suffisante,

tant pis pour vous si elle ne vous suffit pas. Je rends au besoin les administrations locales responsables de la rentrée de ces réquisitions, et dans la crainte de ces réquisitions je suis parfaitement sûr que les administrateurs locaux qui sont sur place vous feront « dégorger. » On vous fait subir une déclaration ; si cette déclaration ne suffit pas, on contrôle ; si le contrôle ne suffit à son tour pas, on perquisitionne, et si la perquisition ne donne rien quelquefois on vous emprisonne, tant que vous n'aurez pas fait connaître la cachette. C'est le régime de la réquisition, et de la préhension ordonné par la loi, avec l'appui de la force publique qui est employée s'il y a lieu. Le premier régime était celui du prix obligatoire ; il allait même jusqu'à la vente forcée ; le second régime est celui de la vente forcée à un consommateur imposé. Avec le premier régime, on vend à un prix fixé d'avance, sous le second, on est obligé de céder sa récolte à un consommateur qui vous la prend au besoin de force. La production est encore libre ; la destination des produits ne l'est plus : cette phase de la vie économique n'est plus libre, mais encore est-on maître de produire comme on veut, quand on veut. Il y a un troisième régime auquel on arrive, et qui s'explique bien naturellement : le cultivateur ne vendant plus au prix qu'il a jugé nécessaire, ne pouvant plus garder pour lui qu'une quantité de denrées absolument

insuffisante, est obligé de céder finalement de force ses denrées, n'a plus envie de produire, et il ne cultive plus ; de même l'industriel ne fabrique plus. Mais les besoins de l'Etat sont toujours là, et sont d'autant plus grands que l'Etat, chaque jour, avec la guerre, avec les services innombrables dont il a assumé le fonctionnement, avec le paiement de ses créatures, a des charges de plus en plus lourdes : il n'a plus qu'un moyen, c'est de se faire lui-même producteur. Et en attendant que l'on arrive à ce but vers lequel on tend, c'est incontestable, en attendant que l'Etat se fasse lui-même cultivateur, industriel, commerçant, il va vous contraindre à labourer, à semer, à soigner votre récolte, à récolter et à fabriquer. C'est la dernière phase en attendant le communisme des moyens de production, et le producteur fonctionnaire obéissant aux ordres de l'Etat ; cette dernière phase le régime révolutionnaire ne l'a connu que très partiellement, dans certaines villes en état de siège, mais il a connu les trois autres phases : intervention économique, monopole de la consommation ou des débouchés, production forcée.

## PREMIÈRE PHASE

*Intervention économique de l'Etat. — Réglementation des rapports économiques individuels par la législation sur le maximum et contre les accaparements.*

Si nous voulons envisager d'abord les mesures de pure réglementation économique, nous voyons que le branle a été donné par la loi du 2 mai 1793 (1), por-

---

1. Voici les articles les plus intéressants de cette loi du 2 mai 1793.

Article premier. — Immédiatement après la publication du présent décret, tout marchand, cultivateur ou propriétaire quelconque de grains et farines, sera tenu de faire à la municipalité du lieu de son domicile, la déclaration de la quantité et de la nature de grains ou farines qu'il possède : et, par approximation, de ce qui lui reste de grains à battre...

Art. III. — Les municipalités ouvrent sans délai au directoire de leur district un tableau des grains et farines déclarés et vérifiés ; ces directoires de district en feront passer sans retard le résultat au directoire de leur département, qui en dressera un tableau général, et le transmettra au ministre de l'Intérieur et à la Convention Nationale.

Art. IV. — Les officiers municipaux sont autorisés, d'après une délibération du conseil général de la Commune, à faire des visites domiciliaires chez les citoyens possesseurs de grains ou farines...

Art. VI. — Il ne pourra être vendu des grains ou farines

tant, comme nous l'avons vu, l'obligation pour les marchands, cultivateurs ou propriétaires de grains ou de farines, de faire la déclaration de leurs pro-

---

que dans les marchés publics ou ports où l'on a coutume d'en vendre.

Art. VII. — Pourront néanmoins les citoyens s'approvisionner chez les cultivateurs, marchands ou propriétaires de grains de leur canton, en rapportant un certificat de la municipalité du lieu de leur domicile, constatant qu'ils ne font point commerce de grains, et que la quantité qu'ils se proposent d'acheter et qui sera déterminée par le certificat, leur est nécessaire pour leur consommation d'un mois seulement.

Art. XIII. — *Le Conseil exécutif provisoire est autorisé, sous la surveillance du Comité de Salut Public, à prendre toutes les mesures qui seront jugées nécessaires pour assurer l'approvisionnement de la République.*

Art. XV. — Tout citoyen qui voudra faire le commerce des grains ou farines sera tenu d'en faire la déclaration à la municipalité du lieu de son domicile.

Art. XXIII. — Les lois relatives à la libre circulation des grains et farines continueront à être observées, et il ne pourra y être porté aucun trouble ou empêchement, en s'assujettissant toutefois aux formalités prescrites par la présente loi...

Art. XXV. — Pour parvenir à fixer le *maximum* du prix des grains dans chaque département, les directoires de districts seront tenus d'adresser à celui de leur département le tableau des mercuriales des marchés de leur arrondissement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier jusqu'au 1<sup>er</sup> mai présent mois. Le prix moyen résultant de ces tableaux auquel chaque espèce de grains aura été vendue entre les deux époques ci-dessus déterminées, sera le *maximum* au-dessus duquel le prix de ces grains ne pourra s'élever...

Art. XXVII. — Ceux qui seront convaincus d'avoir méchamment et à dessein gâté, perdu ou enfoui des grains ou farines, seront punis de mort. (*Moniteur Universel*, numéro du 6 mai 1793).

duits ; de ne vendre leurs grains ou farines que dans les marchés publics ou ports, en n'autorisant la vente en détail qu'à ceux qui ne font pas commerce de grains, et à la condition que cette quantité n'excède pas leur consommation d'un mois. Un maximum est fixé dans chaque département au-dessus duquel les grains et farines ne pourront être vendus. La loi que nous avons d'ailleurs reproduite plus haut contient d'autres dispositions relatives à la réquisition et à la culture forcée que nous examinerons plus loin.

Bien qu'il ne rentre pas dans le cadre de nos travaux d'étudier la discussion de cette loi, rendue plus de deux mois avant l'arrivée au pouvoir du deuxième Comité de Salut Public, nous ne pouvons résister au désir d'examiner succinctement les débats qui ont eu lieu avant l'adoption du projet.

Dans quelles proportions les idées égalitaires ont-elles été agitées par ceux qui ont soutenu ou combattu le projet ? Dans le *Moniteur Universel*, numéro du 5 mai 1793, de nombreux orateurs ont pris la parole ; parmi ceux qui voulaient adopter des solutions mixtes, nous trouvons d'abord *Descars*, député de la Charente, dont le plan ne diffère du projet qu'en ce qu'il tient surtout à éviter les visites domiciliaires, « dangereuses pour la liberté », et à « respecter la propriété parce qu'elle est la première loi des sociétés ». Parmi ceux qui combattent le projet nous trouvons *Ducos* qui combat le maximum comme une

taxe, odieuse comme toutes les taxes et inutile ; il invoque l'exemple de l'Amérique où les denrées, un instant très chères, augmentèrent considérablement par suite de la création du papier-monnaie, et il conclut : « Les denrées diminuèrent ensuite sans qu'on eût recours à la taxe, ni à aucun autre moyen violent. Attendons, comme les Américains, la diminution des denrées du cours naturel des choses. Attendons-la de la diminution de la masse des assignats en circulation. »

*Buzot*, girondin, déclare que pour lui le renchérissement des grains a deux causes, la première est la faiblesse de l'Assemblée qui n'a pas tenu compte des principes de la libre circulation et du commerce ; la seconde est : « qu'à force de jeter sur les propriétés une sorte de défaveur, on a amené une sorte de réaction sur les assignats, et leur discrédit a fait renchérir les denrées. C'est un malheur sans doute, que de faire des lois de circonstance, mais puisqu'on nous a conduits à ce point, je ne pense pas qu'il y ait de meilleure mesure à prendre que celle qu'on vous a présentée. »

Voilà donc un homme qui n'est pas suspect dans ses sentiments à l'égard des propriétés, et qui reconnaît que la loi s'impose !

Si nous lisons les discours prononcés en faveur de la loi, ceux de *Charlier*, de *Thuriot*, de *Couthon*, de *Réal*, de *Génissieux*, de *Thirion*, de *Chales*, de

*Fabre* rapporteur du Comité d'agriculture (celui-là prit la parole le 3 mai), nous y trouvons des déclarations contre les accapareurs, contre la cupidité des cultivateurs, leur assimilation aux contre-révolutionnaires, des marques de sympathie données à la cause des pauvres et des indigents, mais rien qui puisse nous permettre de croire que ces hommes cherchent autre chose que la mesure la plus propre selon eux à parer à la crise traversée, rien qui nous permette de généraliser, et de dire que la loi sur les subsistances n'était qu'une façade, et que derrière il y avait l'atteinte portée à la propriété individuelle, le désir d'une modification du régime social dans le sens de l'égalité de fait. Dans cette loi, qui dans l'esprit même de ceux qui l'ont votée, n'est qu'une mesure provisoire, il faut voir, disait Buzot, une « loi de circonstance ».

Cette loi sur les subsistances est inséparable de la loi sur l'accaparement, votée le 26 juillet (1) ; une

---

1. Voici les articles les plus intéressants de cette loi du 26 juillet 1793. (*Moniteur Universel* numéro du 29 juillet 1793.)

V. — Pendant les huit jours qui suivront la proclamation de la présente loi, ceux qui tiennent en dépôt, dans quelques lieux que ce soit, de la République, quelques-unes des marchandises ou denrées désignées dans l'article précédent, seront tenus d'en faire la déclaration à la municipalité ou section dans laquelle sera situé le dépôt desdites denrées ou marchandises. La municipalité ou section en fera vérifier l'existence, ainsi que la nature et la quantité des objets qui y sont contenus, par un commissaire qu'elle nommera à cet

Commission avait été chargée de préparer une loi sur les accaparements ; le rapporteur du projet fut Collot d'Herbois ; dans son long rapport, on ne trouve pas l'indication de la préoccupation égalitaire,

---

effet. Les municipalités ou sections sont autorisées à lui attribuer une indemnité relative aux opérations dont il sera chargé, laquelle indemnité sera fixée par une délibération positive prise dans une assemblée générale de la municipalité ou section.

VI. — La vérification étant finie, le propriétaire des denrées ou marchandises déclarera s'il veut mettre en vente à petits lots et à tout venant ; trois jours au plus tard après la déclaration, s'il y consent, la vente sera effectuée de cette manière sans interruption et sans délai, sous l'inspection du commissaire nommé par la municipalité ou section.

VII. — Si le propriétaire ne veut pas ou ne peut pas effectuer ladite vente, il sera tenu de remettre à la municipalité ou section, copie des factures ou marchés relatifs aux marchandises vérifiées, existantes dans le dépôt ; la municipalité ou section lui en passera reconnaissance, et chargera de suite un commissaire d'en opérer la vente, suivant le mode ci-dessus indiqué, en fixant le prix, de manière que le propriétaire obtienne, s'il est possible, un bénéfice commercial d'après ses factures communiquées ; cependant si le haut prix des factures rendait le bénéfice impossible, la vente n'en aurait pas moins lieu sans interruption, au prix courant desdites marchandises ; elle aurait aussi lieu de la même manière, si le propriétaire ne pouvait livrer aucune facture ; les sommes résultantes du produit de cette vente lui seront remises dès qu'elle sera terminée, les frais qu'elle aura occasionnés étant préalablement retenus sur ledit produit.

VIII. — Huit jours après la publication et proclamation de la présente loi, ceux qui n'auront pas fait les déclarations qu'elle leur prescrit, seront réputés accapareurs, et comme tels punis de mort, leurs biens seront confisqués, et les den-

et même on y lit une phrase comme celle-ci : « Vainement disait-on, qu'en rendant à la circulation les denrées accaparées, vous portez atteinte aux propriétés, non aux citoyens, ce sont les accapareurs qui portent chaque jour atteinte aux propriétés générales, universelles et communes, voudraient amener la violation des propriétés particulières ; ils aiment à pouvoir calomnier le peuple... Mais le peuple est clairvoyant, le peuple a confiance en vous ; il se tient calme et supérieur, assuré qu'il est de sa force, de sa puissance et de sa vertu ; et si jamais les accapareurs eux-mêmes peuvent être susceptibles d'une réflexion sage, ils sentiront que la loi que nous proposons les aura sauvés de plus d'un danger auquel leur témérité les a exposés. Les vrais commerçants, c'est-à-dire les hommes loyaux et probes applaudiront les premiers à cette loi. Car ce droit dont ils sont jaloux de se faire les utiles pourvoyeurs de leurs citoyens en se ménageant des bénéfices légitimes, leur est conservé tout entier... Cette loi n'atta-

---

rées ou marchandises qui en feront partie, seront mises en vente ainsi qu'il est indiqué dans les articles précédents...

XIII. — Les jugements rendus par les tribunaux criminels, en vertu de la présente loi, ne seront pas sujets à appel ; un décret particulier de la Convention nationale ou du Corps législatif annoncera l'époque où cette loi cessera d'être en vigueur.

que donc absolument que les mal intentionnés et les conspirateurs (1). »

La loi qui fut votée, et que nous avons reproduite en partie, déclare coupables d'accaparement, ceux qui dérobent à la circulation des marchandises ou denrées de première nécessité, qu'ils achètent ou tiennent renfermées dans un lieu quelconque sans les mettre en vente journellement et publiquement, ou qui les laissent périr volontairement. En somme cette loi assimilait à toutes les denrées et marchandises de première nécessité les dispositions édictées par la loi du 3 mai sur les grains et farines. L'article 13 portait formellement que la loi était provisoire. Rien qui laisse croire que cette loi fit partie d'un système égalitaire, qui n'avait pas été formulé et qui n'existait pas. N'oublions d'ailleurs pas que des sociétés dans lesquelles la propriété individuelle est pourtant absolument libre, ont une législation pénale contre l'accaparement. Je ne crois pas qu'on puisse dire que nos codes sont imprégnés d'idées égalitaires; pourtant un article de notre Code pénal réprime sévèrement l'accaparement, et l'application en a été faite, il n'y a pas très longtemps, à propos d'une tentative d'accaparement sur les cuivres (2).

---

1. Voir le discours de Collot d'Herbois au *Moniteur Universel*, numéro du 27 juillet 1793, audience du 26 juillet.

2. La législation révolutionnaire du maximum et de l'accaparement ne tient pas tout entière dans ces lois du 3 mai

Cette législation sur le maximum des denrées et l'accaparement n'est pas due, semble-t-il, à la préoccupation égalitaire. Mais très rigoureuse et très intenable, mise à la disposition d'hommes de parti, elle était susceptible de devenir un instrument de persécution contre les propriétaires ?

Le Comité a-t-il fait de cette législation une application égalitaire ?

Les arrêtés du Comité de Salut Public sur la taxe des denrées sont extrêmement nombreux ; un des plus importants est celui que les Comités réunis de Salut Public, du Commerce et de l'Agriculture rendent dans la séance du 6 brumaire an II, 27 octobre 1793 (1) : « Les Comités... ont reconnu qu'il était nécessaire de donner un mode d'exécution générale qui fit connaître l'esprit de la loi aux différents corps constitués qui l'ont mal saisi, et ont arrêté qu'il sera fait sous les yeux des commissaires délégués par la Commission des subsistances et approvisionnements un tableau portant : 1° le prix que chaque genre de marchandise, prise dans le lieu de la fabrique, valait en 1790 augmenté d'un tiers ; 2° Le prix de l'apprêt pour celles des denrées qui en exigent ;

---

et du 26 juillet 1793. La Convention décréta notamment de nouvelles dispositions les 15, 19, 20, 23, 30 août, 11, 29 septembre 1793, 24 février 1794.

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 56.

L'arrêté est signé par Barère, Collot d'Herbois, C-A. Prieur, Carnot, Robespierre, Billaud-Varenne.

3° 5 o/o de bénéfice pour le marchand en gros ;  
4° 10 o/o de bénéfice pour le marchand détaillant ;  
5° Enfin un prix fixe par lieue pour le transport à raison de la distance de la fabrique. Ces cinq bases formeront irrévocablement le prix de chacune des marchandises pour toute l'étendue de la République. »

Il n'y a pas de considérants égalitaires dans cet arrêté qui est plus qu'un arrêté d'interprétation et de réglementation générale, et nous ne connaissons pas, d'autre part, la discussion qui l'a précédé au Comité. Cet arrêté n'est peut-être pas égalitaire, mais en tout cas il est « niveleur » puisqu'il établit « irrévocablement le prix de chacune des marchandises pour toute l'étendue de la République ». Il est niveleur également en ce sens qu'il limite impérativement les bénéfices que marchands en gros ou en détail pourront réaliser dans la vente de ces denrées, et qui pour toutes ne pourra dépasser un même taux préfixé.

Un pareil système avait pour conséquence de diminuer la possibilité de la formation de grandes fortunes ; il imposait un frein à la « cupidité », mais en même temps il entravait la libre expansion économique, le libre développement de la propriété individuelle, ce qui est très grave et pouvait avoir des suites très importantes au point de vue du progrès de l'égalité du fait. Or l'égalité de fait ne peut

s'établir que si primordialement on a posé et appliqué le principe que la propriété est libre de s'accroître et de se transmettre ; on tend tout au moins à cette égalité puisqu'on entrave par le fonctionnement du maximum le libre développement de la propriété individuelle.

La loi fonctionne mal, elle a sans cesse besoin de retouches : la Convention est obligée de rendre de nombreux décrets, de multiples arrêtés, et les représentants de nombreux arrêtés provisoires. Nous retrouvons dans les lettres des représentants les éternelles déclamations contre les égoïstes ; ils signalent partout la résistance des propriétaires ; ils indiquent aussi que la taxe des grains fait plaisir au peuple des villes. Ils constatent que « l'intérêt personnel se fait partout sentir » ; ils vitupèrent contre « cette nouvelle aristocratie rurale qui, enrichie depuis trois ans par les bienfaits de la Révolution et par la vente exorbitante de ses denrées, refuse entièrement au *peuple des villes* le superflu des provisions qu'elle recueille.

La loi sur le maximum était bien en elle-même une loi de tendance égalitaire puisqu'elle mettait une borne au prix que chaque producteur pouvait demander de ses denrées.

Pratiquement il ne semble d'ailleurs pas que le système du maximum fût susceptible de donner de bons résultats, tant au point de vue égalitaire

qu'au point de vue économique. Voici, et ce n'est pas la seule, l'appréciation du représentant Albitte dans sa lettre au Comité, datée le 26 octobre 1793 de Ville-Affranchie (Lyon) (1) :

« Partout j'ai vu le peuple occupé à chercher du pain, en manquant dans divers endroits, et mangeant le peu qu'il peut obtenir très mauvais. Il m'est arrivé trois fois à moi-même de n'en pouvoir trouver dans les auberges, ni chez les maîtres de poste ; 1<sup>o</sup> *le maximum sur les grains*, l'avidité du laboureur, la malveillance des aristocrates et des égoïstes et les immenses approvisionnements pour les armées en sont la cause... (la loi du maximum) telle qu'elle existe s'étend sur trop d'objets ; 2<sup>o</sup> elle n'admet aucune distinction dans ceux de même espèce, mais de valeur différente ; 3<sup>o</sup> elle *ruine le petit marchand, favorise l'avidité de l'égoïste riche* qui s'approvisionne de tout, tandis que *le pauvre n'ayant aucune avance n'y gagne rien que quelques friandises qui flattent pour l'instant son goût. Elle est conçue de manière que le détaillant, ne pouvant trouver un gain honnête, cesse tout approvisionnement et abandonne son état.* »

Appréciation symptomatique sous la plume d'un représentant du peuple, d'un agent du Comité de Salut Public, d'un Montagnard. Si l'on doit ajouter

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 36.

foi aux paroles de leur auteur, c'est la faillite de cette législation du maximum qui va à l'encontre de son but, qui nuit plus au pauvre qu'elle ne lui profite, qui porte plus de préjudice aux petits qu'aux gros vendeurs. Il appert donc que la législation du maximum, qui avait été proposée pour faire disparaître les causes de la disette plus ou moins factice et de l'indigence qui régnaient en 1793, sera considérée plus tard par des Montagnards eux-mêmes comme une des causes aggravantes de cette disette et de cette indigence.

La législation sur le maximum des denrées et marchandises, si elle ne s'était doublée d'une législation sur les salaires, n'aurait pas parue complète aux révolutionnaires. Les diverses lois sur la fixation du maximum des denrées, porte d'ordinaire une disposition fixant également le « prix respectif des salaires, gages, main-d'œuvre et journées de travail dans chaque lieu », qui, dans la loi du 29 septembre, notamment sera fixé « jusqu'en septembre prochain par les conseils généraux des communes, au même taux qu'en 1790 auquel il sera ajouté la moitié de ce prix en sus. » Mais ce prix était un maximum, un « plus haut prix. » Ainsi le but de la législation sur le maximum n'était pas seulement de niveler les bénéfices ; elle établissait une corrélation forcée entre le prix des denrées et le prix des salaires. Il semble que les législateurs de l'époque n'aient pas voulu

que les ouvriers agricoles et industriels puissent demander aux producteurs un prix de travail qu'ils auraient hissé à leur guise, et qui aurait encore diminué des bénéfices déjà trop réduits. Nous verrons d'ailleurs comment le Comité traite les coalitions d'ouvriers formées en vue d'obtenir une augmentation de leur salaire. Et cette politique du Gouvernement à l'égard des travailleurs, jette un jour éclatant sur l'esprit qu'il donnait à ces mesures ; l'on voit que son égalitarisme n'allait pas jusqu'à une sollicitude extrême pour la classe ouvrière.

Il est donc parfaitement permis de prétendre que la loi du maximum fut surtout l'œuvre des circonstances, des circonstances mal comprises, et que ceux qui la votèrent et en général l'appliquèrent, n'obéirent qu'accessoirement à la préoccupation égalitaire. En elle-même, considérée d'une façon abstraite, c'est bien une loi qui tend à l'égalité de fait puisqu'elle restreint le libre développement de la propriété individuelle. Pratiquement, elle n'aboutit pas à créer un état de choses réellement favorable à cette égalité, puisque de l'aveu de plusieurs Montagnards, elle ne profite pas en réalité aux pauvres, aux indigents, à ceux qui seraient les futurs bénéficiaires de cette égalité de fait.

## DEUXIÈME PHASE

### *Monopole des débouchés.—Réquisition et Préhension*

Législation sur le maximum, législation contre l'accaparement, tout cela est notoirement insuffisant pour atteindre le but, le véritable, le but pratique et non doctrinaire, qui n'est pas de réaliser l'égalité de fait, mais bien d'approvisionner largement le Peuple, et surtout le peuple de Paris et des armées. A cet effet l'Etat va s'instituer le plus grand consommateur de denrées et de marchandises, et surtout de blé et de farine de la Nation ; il va devenir bientôt à peu près le seul acheteur, quitte à répartir ensuite lui-même, entre les autres consommateurs les matières premières achetées. De ce que la préoccupation première du Comité et de tout le Gouvernement révolutionnaire soit surtout d'avoir du pain, il ne faudrait pas croire que le système de la réquisition n'a été appliqué qu'au blé, à la farine, aux seuls produits agricoles. Tout fut mis en réquisition (1) :

---

1. Le principe de la réquisition se trouve dans le *Contrat Social* de J.-J. Rousseau :

« Les clauses de ce contrat (le contrat social), bien entendues, se réduisent toutes à une seule : l'aliénation totale de cha-

Toutes les matières premières et même ouvrées, mais ce tout n'était pas encore suffisant, à quoi aurait-il servi de prendre toutes les denrées et toutes les marchandises si l'on n'avait eu les locaux pour les y enfermer, les usines pour leur faire subir les préparations nécessaires, les hommes indispensables pour les garder, pour en diriger ou en exécuter la transformation. Réquisitionner les denrées, les marchandises ce n'est pas assez ; il faut réquisitionner les locaux, les manufactures, les outils, les instruments, les directeurs techniques, les ouvriers. Cette réquisition est appliquée avec une telle outrance dans toutes les branches de la vie, que le Comité mettra même en réquisition des auteurs lyriques pour leur commander des œuvres musicales destinées à exciter l'enthousiasme républicain des masses. Jamais la pratique de la réquisition n'a reçu pareille extension. De nos jours la réquisition est pour ainsi dire

---

que individu, avec tous ses droits, à la communauté...chacun se donnant tout entier, tel qu'il se trouve actuellement, lui et toutes ses forces, dont les biens qu'il possède font partie. »

Par le droit de réquisition, a dit Barère, à la Convention le 11 brumaire an II (numéro du *Moniteur Universel* du 3 nov. 1793) « la République devient propriétaire momentanée de tout ce que le commerce, l'industrie et l'agriculture ont produit et apporté sur le sol de France ».

Ce principe de la réquisition, Robespierre l'avait posé dans son discours sur la propriété (24 avril 1793) et dans la Déclaration des droits adoptée à l'unanimité par la Société des Jacobins (Buche et Roux, XXVI, 93 et 130.)

réduite aux besoins militaires en temps de guerre ou de manœuvres. C'est un régime d'exception que l'on supporte d'ailleurs assez péniblement.

Le principe de la réquisition est posé par les articles 9, 11 et 12 de la loi du 4 mai 1793. La réquisition des denrées comporte pour le requis une double obligation : obligation de tenir les marchés publics suffisamment approvisionnés ; obligation de se soumettre à toutes réquisitions au delà de la quantité de grains nécessaire pour la subsistance personnelle jusqu'à la récolte prochaine (1). Les autres lois, en particulier celle du 11 septembre 1793, posent à nouveau le caractère obligatoire de la réquisition.

La réquisition, telle qu'elle est pratiquée en 1793 et 1794, aboutit, en effet, à faire disparaître des marchés tout autre acheteur que l'Etat. Non seulement

---

1. Art. 9. — Les corps administratifs et municipaux sont également autorisés, chacun dans son arrondissement, à requérir tout marchand, cultivateur ou propriétaire de grains ou de farines, d'en apporter aux marchés la quantité nécessaire pour les tenir suffisamment approvisionnés, etc.

Art. 11. — Les directoires de département feront parvenir leurs réquisitions aux directoires de district, et ceux-ci aux municipalités qui seront tenues d'y référer sans délai.

Art. 12. — Nul ne pourra se refuser d'exécuter les réquisitions qui lui seront dressées, à moins qu'il ne justifie qu'il ne possède pas des grains ou farines au delà de sa consommation, jusqu'à la récolte prochaine, et ce à peine de confiscation des grains ou farines, excédant ses besoins ou ceux de ses colons, métayers, journaliers et moissonneurs (*Moniteur Universel*, numéro du 6 mai 1793. Séance du 3 mai).

vous ne pouvez vendre votre blé qu'au prix fixé par la loi ; non seulement vous êtes obligé de l'apporter sur les marchés publics. Vous n'avez même pas le choix de votre acheteur. L'acheteur obligatoire c'est l'Etat, et personne n'a le droit de lui faire concurrence. Hormis la quantité nécessaire à la consommation personnelle du producteur (très restreinte d'ailleurs) ; hormis la quantité nécessaire à la commune, au district, au département, et Dieu sait si le Gouvernement est chiche pour l'appréciation de cette quantité, tout est pris par l'Etat ou la Commune de Paris. Tout va aux armées ou aboutit à la capitale. On ne peut librement aller faire les achats nécessaires dans un autre département que celui qu'on habite. C'est la disparition du commerce en gros et en détail.

L'inspiration n'est pas égalitaire, mais le résultat nous met sur la voie de cette égalité. Normalement avec un pareil régime — s'il est praticable — on doit se rapprocher sensiblement de l'égalité de fait. Il y a en durant la Révolution d'autres mesures prises : emprunt progressif, taxe révolutionnaire, etc., qui paraissent au premier abord beaucoup plus égalitaires que la réquisition. Il n'en est rien. L'emprunt progressif, la taxe révolutionnaire sont des mesures qui entament les fortunes, qui amputent les revenus, qui ébranlent le prestige de la propriété, mais qui ne portent pas atteinte à l'essence de cette propriété qui est la liberté. Un exemple : Vous avez un

revenu de 40.000 livres de rentes, on vous en prend les trois quarts, vous êtes obligé de vivre avec 10.000 francs par an ; vous êtes au moins momentanément appauvri ; la mesure prise à votre égard est très grave : elle n'est pas grave seulement en ce que vous avez moins de revenus — ce qui en soi est socialement indifférent — mais en ce sens que la diminution de vos rentes vous empêchant de dépenser autant que d'habitude, tous les fournisseurs chez lesquels vous vous servez et les travailleurs que vous employez en ressentent le contre-coup.

Cette mesure, au point de vue du changement apporté dans le régime de la propriété, est insignifiante, à côté du système de réquisition généralisée. Malgré la taxe révolutionnaire, l'essence même du droit de propriété individuelle est sauf, car l'on peut encore produire. En effet, on ne saurait trop le répéter, le caractère essentiel du régime de propriété individuelle, c'est la liberté, liberté de produire, liberté d'accroître, liberté de transmettre. On aura beau prendre pour l'impôt une partie considérable de vos revenus, si on ne frappe pas à la source même de la fortune, de la propriété ; si on n'empêche pas l'homme de produire comme il l'entend, d'échanger, de vendre, de léguer ce qu'il veut, comme il le veut, et de choisir ses acheteurs, qu'aura-t-on fait ? On aura violenté les propriétaires, mais on n'aura

pas ébranlé, on n'aura pas ruiné la notion même de propriété.

Jamais un régime égalitaire ne pourra s'établir avec le maintien de la propriété individuelle libre dans la production et dans l'échange. Du jour où même après un partage des terres et des moyens de production on laisse de nouveau les hommes libres de développer et de transmettre leurs propriétés (et sans liberté il n'y a pas propriété, ces deux idées sont inséparables), de ce jour les mêmes inégalités reparaîtront produites par les mêmes causes. La liberté résidant essentiellement dans le droit qu'ont les propriétaires d'user comme ils l'entendent de leurs biens, et cette liberté engendrant l'inégalité, toute mesure portant réellement atteinte à cette liberté tendra à l'égalité de fait.

Je suppose un instant la société égalitaire créée. Un décret a été rendu par la Convention : Tous les biens partageables sont divisés par lots égaux entre individus et familles. J'admets qu'il y ait un moyen de maintenir cette égalité. S'il existe il ne pourra résider que dans une législation très sévère qui dira aux détenteurs de ces biens partagés : Vous jouirez des fruits de votre propriété, mais vous ne pourrez ni accroître ni diminuer cette propriété. Il vous sera défendu de la donner, de la léguer, de la vendre en tout ou en partie. Mais si une pareille mesure est suffisante à maintenir l'égalité des immeubles, de la

propriété foncière : elle n'empêchera pas que par l'échange ou la vente des fruits de vos biens vous n'arriviez, en valeur argent, en valeur marchandises ou en valeur travail, à vous constituer des biens immobiliers plus considérables que ceux de votre voisin. Il n'est pas suffisant d'assigner à tous la même quantité d'arpents de terre pour faire régner l'égalité entre les hommes : l'histoire financière de notre époque montre bien que la puissance économique et la fortune ne sont pas fonction nécessaire de la quantité et même de la qualité des terres. C'est pourquoi la loi prévoyante dira au propriétaire : il est bien entendu que vous jouirez des fruits de votre terre, restriction faite pour l'impôt, mais en dehors de votre consommation particulière, il ne vous sera permis d'échanger ou de vendre ces fruits que d'après un mode et des conditions fixées par la loi. Il ne faut pas parce que vous êtes plus riche en valeur physique et morale qu'un autre, que vous puissiez tirer de vos biens tout le parti que vous voudrez. Il ne faut pas que vous soyez libre de donner au surplus des fruits que vous n'utilisez pas pour votre consommation personnelle la valeur que vous voulez. Il ne faut pas que vous lui donniez une valeur trop haute, que vous ne manquerez pas de lui attribuer, et qui vous permettrait de vous constituer à nouveau une fortune mobilière incompatible avec le régime égalitaire. Aussi la Nation, gardienne vigi-

lante du maintien de l'égalité, vous imposera-t-elle un maximum que le prix des denrées ne pourra dépasser.

Après avoir fixé le plus haut prix auquel vous pourrez vendre vos denrées, le gouvernement égalitaire n'est pas encore satisfait, car vous pouvez vous entendre avec les propriétaires les plus intelligents et les plus actifs pour dissimuler les denrées et ne pas les porter sur le marché. Il y aura des citoyens affamés qui perdront patience, et qui seront obligés de venir sous le manteau vous acheter les blés à un prix plus élevé que le maximum légal. Mais alors moi gouvernement égalitaire je vous taxe d'accapareur, et sous peine de mort je vous oblige à porter vos denrées sur le marché public. Je ne vous impose pas seulement l'obligation de vendre à tel prix, je vous force à vendre dans un lieu fixé, et je vous défends de garder chez vous tout ce qui doit dépasser votre consommation personnelle.

Ce n'est pas suffisant, car, moi gouvernement, j'ai besoin de nourrir toute une classe d'hommes que j'emploie à des besognes spéciales, qui me sont indispensables, et qui eux n'ont pas la possibilité de produire. Je me constitue votre acheteur, et de peur que vous ne me serviez mal, de peur surtout que je ne trouve pas sur les marchés la quantité nécessaire à mes approvisionnements, je vous requiers de me livrer toutes vos denrées avec le

droit d'en garder pour vous et pour la région que vous habitez, une quantité strictement suffisante que je fixerai moi-même au besoin. Je ferai ensuite, toujours moi-même, la répartition des denrées et marchandises entre tous ceux qui en ont besoin. Je suis sûr ainsi que vous ne pourrez pas vendre à qui vous voulez, et que vous ne pourrez pas écouler vos marchandises à des complices qui chercheraient ensuite à les monopoliser.

La réquisition est une mesure de circonstance, mais elle est en même temps le seul moyen d'empêcher que les produits ne soient vendus à un petit groupe d'individus. Ainsi donc, tant du côté de la vente que du côté de l'achat, impossibilité absolue pour les plus actifs et les plus rusés de se reconstituer une fortune personnelle, parce qu'ils ne sont pas libres de vendre ni même d'acheter au prix qu'ils veulent, là où ils veulent, et parce que les produits ne peuvent se centraliser dans la même main, exception faite pour un seul acheteur qui est l'Etat, et qui a pour mission, justement, de maintenir l'égalité.

C'est le régime légal, qui serait nécessaire pour conserver l'égalité, à supposer qu'elle ait pu être établie dans le pays. Maximun, accaparement et réquisition seraient trois moyens indispensables pour le maintien de cette égalité ; or nous trouvons ces trois mesures appliquées en 1793. Le Gouvernement révo-

lutionnaire fait donc fonctionner en France à cette époque les trois moyens économiques absolument indispensables à une société égalitaire.

A cette date, l'adoption de ces trois mesures est beaucoup plus le résultat des circonstances, que le développement logique d'un plan égalitaire ; mais en elles-mêmes, quoique dictées le plus souvent par des préoccupations étrangères à l'idée égalitaire, ces trois mesures sont susceptibles de tendre à l'établissement d'un régime social nouveau où cette idée fleurira, combinées toutes les trois elles ont pour conséquence de porter atteinte au caractère inhérent de la propriété individuelle, c'est-à-dire à sa liberté. Avec le maximum, l'homme ne peut écouler le trop-plein des fruits de ses biens qu'à un certain prix ; avec l'accaparement il lui est défendu de conserver chez lui plus d'une certaine quantité de ses denrées ; avec la réquisition il est obligé de tout céder à un seul acheteur, l'Etat.

Quelle est l'application que va faire le Comité de ce système de réquisition ? La politique du Comité de Salut Public, organe central et régulateur de toute action législative et gouvernementale, va être de donner littéralement la chasse aux subsistances. Le 8 août 1793 il rend l'arrêté suivant qui porte les signatures de Hérault, Couthon, Barère (1) : « Sur

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. V, p. 505. Signé par Hérault, Couthon, Barrère.

les observations du citoyen Sollier, qui annonce que la ville de Pontoise renferme une certaine quantité de sacs de farine d'une qualité plus ou moins bonne, le Comité de Salut Public arrête que le citoyen Sollier est chargé de faire l'examen de tous les magasins existant à Pontoise, en blé, farine et autres approvisionnements, à l'effet d'en envoyer sur-le-champ les états au Comité de Salut Public. » La préoccupation du Comité était donc de connaître autant que possible dans toute l'étendue de la Nation les quantités de denrées disponibles et susceptibles de réquisition.

Les représentants prennent dans leurs départements respectifs des arrêtés semblables à ceux du Comité et leur donnent une extension encore plus grande.

Le 28 prairial an II, 16 juin 1794 (1), le Comité arrête : « 1° Aussitôt la réception du présent arrêté, la Commission du Commerce et des approvisionnements de la République, mettra en réquisition toutes les avoines existantes dans l'étendue de la République ; 2° Dans le délai de huit jours... tout possesseur d'avoine sera tenu d'en faire le versement dans le magasin qui lui sera indiqué par l'administration du district ; 3° Les avoines requises et versées dans les magasins, seront payées par le receveur du dis-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 338. Signé par Lindet.

trict sur les récépissés des gardes-magasins visés par l'administration du district ; 4° Tout possesseur d'avoine qui se refuserait à l'exécution du présent, ou qui recèlerait une partie de cette denrée, sera regardé comme suspect, et puni comme tel. » Étaient seuls dispensés des versements les maîtres de Poste et les Messageries. Voilà donc l'Etat propriétaire de toute l'avoine qui existe en France, et les cultivateurs de cette denrée, obligés de s'en dessaisir immédiatement entre ses mains.

En province, par ses arrêtés du 6 et 7 pluviôse *Paganel*, à Castres, et *Dartigoyete*, dans le Gers et dans la Haute-Garonne, par ses arrêtés des 23, 25 et 29 floréal (1), ordonnent à chaque commune d'établir chez elle des greniers publics, avec obligation « pour tous les citoyens d'y verser leurs provisions en grains et en farines, froment, méteil, seigle, orge, avoine, millet, blé noir », contre paiement aux prix du maximum. Personne ne pourra garder chez soi plus de la provision mensuelle estimée à 50 livres de farine ou de blé par personne. Des denrées renfermées dans ces greniers d'abondance, c'est la municipalité elle-même qui répartira les rations ; et l'on pourra ainsi, selon l'expression égalitaire des repré-

---

1. *Arch. nat.* AF II, 116 et 106.

Arrêtés de *Paganel*, 6 et 7 pluviôse an II.

Arrêtés de *Dartigoyete*, 23, 25 et 29 floréal.

sentants, « opérer le nivellement salulaire des substances. » Le rôle de la municipalité sera même plus considérable, puisqu'elle devra prendre « les mesures convenables pour que les fèves et légumes soient au fur et à mesure de leur maturité distribués économiquement sous sa surveillance », bien entendu au prix du maximum, et tant par tête, le tout sous menace de peines très sévères. C'est le régime de la vente forcée, tout est forcé, le taux, le prix, le lieu de vente ; obligation de vendre tous les produits ; absence de choix d'acheteur en dehors de l'Etat ou de la commune. Encore lorsque l'Etat requiert il n'y a pas à proprement parler de tendance égalitaire, car l'Etat requiert pour ses armées et pour la Ville de Paris ; il s'agit donc d'un but d'utilité ; il s'agit d'assurer de grands services, celui de la défense nationale représenté par les armées et en somme celui de la défense républicaine qu'incarne Paris ; tandis que lorsque c'est l'administration locale qui requiert, département, district ou commune, le but de la mesure n'est pas douteux ; il s'agit d'assurer la subsistance des plus pauvres, et dans quelques départements il s'institue donc un régime de nivellement des substances. On commence par centraliser toute les denrées de la commune et la commune les distribue ensuite à bas prix et tant par tête, il y a bien là un régime égalitaire.

La réquisition ne porte pas seulement sur les sub-

sistances. La législation a progressivement étendu son domaine, et dans le dernier état du droit révolutionnaire ce sont non seulement toutes les denrées agricoles, mais tous les produits industriels, en un mot toutes les marchandises qui sont soumises à la triple législation du maximum, de l'accaparement et des réquisitions.

C'est ainsi que le 3 pluviôse an II, 22 janvier 1794 (1), le Comité de Salut Public faisait même mettre en préhension à Marseille « tout le soufre, sous toutes les formes qu'il peut avoir, qui se trouve chez les marchands en gros et dans les magasins des particuliers », afin de le faire mettre en lieu de sûreté, pour qu'il reste sous la main de la République, et de donner aux citoyens qui en étaient propriétaires ou possesseurs une reconnaissance de la quantité de cette matière qui leur aura été ôtée par la préhension, afin qu'ils en soient payés dès que le maximum du prix du soufre aura été déterminé. »

Comme autre exemple d'objets qui ne sont pas des objets de première nécessité et sur lesquels le Comité exerçait pourtant son droit de préhension, nous pouvons en trouver un dans un arrêté du

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. X, p. 373. Signé par Collet d'Herbois, Billaud-Varenne, Robespierre.

14 prairial an II, 2 juin 1794 (1), dans lequel le Comité ordonne la mise à la disposition de la Commission de commerce et d'approvisionnement de tous les indigos existants à Lorient. Le Comité agissait là sous la préoccupation de la défense militaire, et il en est presque toujours ainsi.

Par le fait même que cette réquisition porte en général sur les matières premières, l'Etat va se trouver obligé de procéder lui-même à cette manipulation des denrées. Pour ce faire trois facteurs indispensables de la vie économique lui manquaient. Il lui fallait des locaux pour entreposer les produits, et pour leur faire subir les préparations qui les rendraient propres à la consommation. Il lui fallait les hommes : ingénieurs, directeurs techniques, ouvriers capables de procéder à cette œuvre industrielle considérable ; il fallait enfin que ces hommes eussent

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 82. Signé par Lindet.

Le 2 pluviôse an II, le représentant Beauchamps prenait à l'Isle-Jourdain l'arrêté suivant : « Tous les manteaux bleus ou verts, tant du département de la Haute-Garonne, que des Landes, du Gers et autres, sont dès à présent mis en réquisition. Dans les vingt-quatre heures, tout citoyen propriétaire de manteaux bleus ou verts sera tenu d'en faire la déclaration et le dépôt à la municipalité du lieu où il se trouvera. » Sinon « suspect » et traité comme tel.

*Archives Nat.* AF, II, 106.

*Archives Nat.* AF, II, 92 (Arrêté de Taillefer, 3 brumaire an II, à Villefranche-l'Aveyron).

en main les outils et les instruments nécessaires. Les facteurs indispensables c'est encore à la réquisition que l'Etat va les demander. Le principe qui s'affirme chaque jour davantage est que l'Etat est non seulement virtuellement propriétaire de tous les produits contre paiement d'une rétribution basée sur le taux du maximum ; l'Etat est également et virtuellement propriétaire du travail de tous les citoyens, contre rétribution basée sur leur salaire ordinaire. La loi du 3 mai 1793 avait, dans son article 10, posé le principe que les corps administratifs et municipaux pourraient faire requérir des ouvriers pour faire battre les grains (1). Les lois et décrets qui suivent reprennent le principe en lui donnant plus de force et d'extension. Le 16 septembre, dans son décret rendu pour *pourvoir à la culture des terres négligées par les propriétaires ou fermiers, requis pour le service des armées de la République, ou abandonnées pour quelque cause que ce soit* (2), la Convention dans les articles 3, 4 et 5 (2), établit

---

1. Voici cet article 10.

« Ils (les corps administratifs et municipaux) pourront aussi requérir des ouvriers pour faire battre les grains en gerbes, en cas de refus de la part des fermiers et propriétaires. »

(*Moniteur Universel*, numéro du 6 mai 1793). Séance du 3 mai.

2. *Moniteur Universel*, numéro du 22 septembre 1793. Séance du 16 septembre.

l'obligation formelle existant pour les journaliers, manouvriers, d'aider les cultivateurs moyennant paiement de leurs salaires ordinaires, et interdisant très sévèrement toute coalition des journaliers, manouvriers, opérée dans le but de refuser leur travail. Le grand décret sur les subsistances rendu le 11 septembre 1793 porte en son article 16 que : « Tous les meuniers sont à la disposition du ministre de l'Intérieur et des administrations pour le service public, sous la menace d'une amende de 3.000 francs ; et qu'à dater du 11 septembre, tous les meuniers, dans toute l'étendue de la République, seront payés en monnaie courante, et que le maximum du prix en sera fixé par les administrations des départements. » Ce serait fastidieux d'énumérer ainsi les obligations existant pour tous les corps de métiers de se soumettre à la réquisition en vertu des dispositions législatives.

Le Comité de Salut Public donne d'ailleurs au système toute son extension, et notamment le 18 prairial an II, 6 juin 1794 (1) il arrête que : « Sur la demande des agents du commerce et de l'approvisionnement les administrations de district pourront requérir pour la fabrication du charbon, outre les individus déjà requis à cet effet par le décret du

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 177. Signé par Lindet.

15 floréal, les citoyens que le genre de leurs occupations habituelles fera juger capables d'être employés », et que « ceux des citoyens requis qui se refuseraient d'obtempérer à cette réquisition seront poursuivis comme ceux qui feraient une coalition criminelle contre les subsistances du peuple ».

Le Comité a fait toute une série d'autres applications du principe de la réquisition des individus. Nous pouvons citer entre autres un arrêté du 6 thermidor an II, 24 juillet 1794 (1), d'après lequel il mettait en réquisition pour trois mois tous les charrons et maréchaux des communes environnant la commune de Paris dans l'étendue de quinze lieues de rayon, et en outre des communes de Fontainebleau et de Villers-Cotterets, avec obligation pour chacun des charrons et maréchaux de fournir des roues de rechange et un corps de voiture pour chaque mois. Par un arrêté du 14 prairial an II, 2 juin 1794 (2), il mettait en réquisition pour le service de la navigation intérieure tous les individus en état de l'assurer, en leur faisant application de la loi sur le salaire et sur les frais de transport.

L'Etat, nous l'avons dit, mettait aussi en réquisition les locaux nécessaires, tels que greniers, usi-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XV, p. 405. Signé par Lindet.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 82. Signé par Lindet.

nes, etc., et c'est ainsi que le 28 messidor an II, 16 juillet 1794 (1), le Comité rendait un arrêté portant : « 1° L'établissement connu sous le nom de minoterie de Planter, situé à Vernonnet, près Vernon, département de la Seine-Inférieure, est mis en réquisition pour le service des approvisionnements de la Marine et de la Commune de Paris ; 2° Les bâtiments et usines, ainsi que les ustensiles et effets nécessaires à l'exploitation sont mis à la disposition de la Commission du commerce et des approvisionnements... » Voici donc le régime de la réquisition dans toute son extension.

De nos jours le droit commun réside dans la liberté de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Les produits de tout ordre sont propriété exclusive de ceux qui les possèdent, et ce n'est que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles que la réquisition est pratiquée ; elle est presque toujours une mesure prise en temps de guerre. Sous le gouvernement révolutionnaire le principe inverse s'établit. Il est vrai que la France à cette époque n'est qu'un vaste camp retranché. Les denrées, les produits et tous les biens sont, il est vrai la propriété de ceux qui les possèdent ; mais contre indemnité ou paiement au prix du maximum, l'Etat a sur eux un droit de préhension virtuel qu'il réalise

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XV, p. 217. Signé par Lindet.

le jour où bon lui semble. Il a également un droit de préhension virtuel sur les individus contre rétribution sur la base des salaires ordinaires. Les individus sont bien propriétaires de leurs produits, mais ces objets, du jour où il existent, sont considérés comme vendus à l'Etat, moyennant un prix fixé d'avance. Ce n'est donc plus qu'un droit de propriété réduit, puisque l'usage des biens et leur destination ne sont plus libres (1).

En droit pur la réquisition, même ainsi entendue, peut être considérée comme une conséquence logique des principes généraux de notre droit. Que dit en effet la Déclaration des droits de 1789 lorsqu'elle traite de la propriété d'une façon pourtant si rassurante pour les propriétaires de l'époque, et si conforme aux vues des partisans *ad vitam æternam* du régime de libre propriété individuelle : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, que si la nécessité publique l'exige évidemment et sous la condition d'une juste et préalable indemnité. » Aujourd'hui il n'est fait en géné-

---

1. « Les chevaux et voitures des marchands de charbon, les voituriers, ayant l'usage de conduire par terre une partie des charbons, dont la cuisson se fait dans le département de Seine-et-Marne, sont mis en réquisition jusqu'au 1<sup>er</sup> brumaire prochain, pour transporter les charbons à Paris, ils ne pourront pendant ce temps être requis pour un autre service. »

Arrêté du Comité de Salut Public, 26 prairial an II.

*Arch. nat.*, A. F II.

Aulard. *Recueil des Actes*.

ral application de ce principe qu'en ce qui concerne l'expropriation pour cause d'utilité publique de la propriété immobilière. Mais après tout il est logique d'appliquer en cas de nécessité ce principe fondamental à l'expropriation de la propriété mobilière. Qui sait si de nos jours, et dans des circonstances aussi critiques que celles de 1793 et de 1794, un gouvernement même profondément respectueux des droits de la libre propriété individuelle n'en ferait pas autant ? N'est-ce pas une question d'espèce, et ne pourrait-on pas plaider utilement que s'il y a eu en 1793 et 1794 expropriation sur une aussi vaste échelle de la propriété mobilière, c'est que la nécessité publique l'exigeait évidemment. Si l'on pouvait répondre par l'affirmative, le système économique du gouvernement révolutionnaire perdrait singulièrement de son caractère égalitaire. La réponse est délicate à faire ; mais on peut se demander très sérieusement si la réquisition n'était pas en l'an II de la République le seul moyen de nourrir nos armées et de sauver nos frontières. L'utilité de la réquisition pour ce qui a trait à l'affectation des denrées à l'armée est incontestable. En ce qui concerne Paris, elle pourrait politiquement se soutenir.

Seulement il est arrivé à cette époque de notre histoire un phénomène connu ; le moyen est devenu le but, et c'est ainsi que les hommes du gouvernement révolutionnaire, surtout les représentants, ont

considéré le système de réquisition par l'Etat des marchandises pour être ensuite réparties selon les besoins, non plus uniquement comme un moyen mais comme un but, un régime idéal auquel on devait tendre. Ce que le Comité de Salut Public faisait pour l'armée et pour Paris, ses agents l'ont fait dans les départements, alors que les raisons n'étaient plus du tout les mêmes. Le but, en province, sera beaucoup moins la nécessité nationale ou républicaine que la possibilité d'établir un nivellement des subsistances précurseur de l'égalité de fait. Les districts, les communes ont à nourrir leur pléiade de fonctionnaires, et la réquisition devient, de ce fait seul, nécessaire. Mais comme les pauvres ont faim, et que ces pauvres, ces déclassés, stylés par les agents jacobins, sont les plus fidèles défenseurs du régime politique on va se servir de la réquisition en lui donnant une nouvelle affectation. Son but premier et principal, étranger celui-là à toutes préoccupations égalitaires, était la subsistance des troupes en campagne ; on en a fait ensuite un moyen d'approvisionnement de Paris ; puis un moyen de nourrir les fonctionnaires du régime.

On va maintenant, par assimilation, affecter la réquisition à l'approvisionnement de cette clientèle nombreuse et indigente du Gouvernement révolutionnaire ; et c'est ainsi que sur certains points du territoire les administrations locales centraliseront

les denrées pour les répartir ensuite à des prix économiques et en quantités égales par tête entre tous les citoyens. Cela ne doit point nous étonner. Les déclassés, les pauvres, les intrigants, qui peuplent sociétés populaires, sections, comités de surveillance, jouent dans l'histoire politique de cette époque un rôle plus puissant que les riches propriétaires ou négociants que l'on écarte presque complètement des affaires. Comment voulez-vous que ces « gueux » que la constitution de 1793 a fait les égaux en puissance politique des opulents cultivateurs ou marchands, n'aspirent pas à profiter en égalité de jouissance avec eux de tous leurs biens ? Leur prépondérance politique leur fait trouver leur infériorité économique encore plus pénible, et ils s'étonnent plus vivement de voir la richesse monopolisée par des gens qui, politiquement, sont en somme leurs inférieurs.

Dans un pareil milieu les institutions dégénèrent vite, sous l'influence non pas peut-être des idées, mais en tout cas des instincts égalitaires ; et c'est ainsi que la réquisition, qui était avant tout une arme de guerre, est susceptible de devenir un moyen de réalisation de l'égalité de fait.

On peut donc dire que des trois modes de la réglementation des rapports économiques : maximum, répression de l'accaparement, réquisition, c'est le troisième, d'essence absolument étrangère à l'idée d'égalité, qui aurait pu permettre à cette égalité de faire le pas le plus décisif.

## TROISIÈME PHASE

### *La Production Forcée*

La politique économique du Gouvernement révolutionnaire est entrée dans une troisième phase, et il n'était pas possible qu'il en fût autrement. L'emprunt progressif, les taxes révolutionnaires, le séquestre et la confiscation des biens avaient complètement paralysé l'activité des grands propriétaires et des grands négociants. La législation sur le maximum, sur les accaparements, les réquisitions, avait découragé la grande masse des cultivateurs et des artisans. Ils ne trouvaient plus une rémunération suffisante pour les frais de toutes sortes.

D'autre part il n'y a plus place dans la Nation pour une activité économique autre que celle de l'Etat. Il assure trop de charges, il a trop de moyens à sa disposition ; il absorbe trop d'hommes et trop d'objets pour que l'activité individuelle puisse continuer à se manifester.

Mais comme les particuliers ne veulent plus produire, et que pourtant les besoins de la consommation sont plus forts que jamais, il faut substituer,

provisoirement tout au moins, une organisation économique nouvelle à la libre activité individuelle qui est plongée dans la torpeur. Si les organes normaux s'arrêtent, si les sources de la production sont taries, si le maximum est inutile et la réquisition insuffisante, il faut organiser la production elle-même, il faut que l'Etat prenne en main, lui-même, la direction de toutes les forces économiques de la Nation, de toutes les activités, production comprise. Il n'y a pas un instant à perdre, d'autant plus que le pays est en pleine crise et en plein effort. La politique d'intervention économique de l'Etat est impuissante ; il est temps qu'elle se mue en action directe, économique de l'Etat.

Il semble d'autant plus nécessaire que l'Etat, semble-t-il, prenne lui-même en main la production, car de nombreux propriétaires, fermiers, cultivateurs, industriels sont aux armées, et que nombre d'entre eux sont en prison. Lindet dira à la Convention après thermidor, le 20 septembre 1794 : « Nous avons craint longtemps que les terres ne fussent pas cultivées, que les herbages ne fussent pas couverts de bestiaux, tandis qu'on retenait dans les maisons d'arrêt les propriétaires et les fermiers des terres et des herbages. »

Dans toutes ces raisons, refus ou impossibilité de la part des producteurs de continuer leur œuvre, absence ou détention de ces producteurs, l'Etat va

intervenir dans la production, et dans certains cas la diriger lui-même.

L'article 10 de la loi du 3 mai 1793 portait que les corps administratifs et municipaux seraient autorisés à « requérir des ouvriers pour faire battre les grains en gerbes, en cas de refus de la part des fermiers ou propriétaires ». Le dimanche 22 septembre 1793 la Convention rend un décret pour pourvoir à la culture des terres négligées par les propriétaires ou fermiers requis pour le service des armées de la République ou abandonnées pour quelque cause que ce soit. Il est nécessaire de connaître le décret dans toute sa teneur (1). Ce décret faisait suite à

---

1. Article premier. — Dans toutes les communes de la République où il y a des terres qui n'ont pas encore reçu la culture nécessaire pour la semaille, à raison du départ des citoyens pour les armées, en vertu de la loi du 23 août dernier, la municipalité du lieu nommera des commissaires pour en faire la visite, et en dresser procès-verbal.

Art. 2. — Aussitôt que la visite et le procès-verbal seront dressés, la municipalité désignera les propriétaires fermiers et habitants de la Commune qui devront cultiver lesdites terres, en observant une répartition proportionnée à leurs moyens relatifs. *On commencera par celles des citoyens les moins aisés.*

Art. 3. — Si les cultivateurs manquent de bras la municipalité réunira les journaliers manouvriers de la commune pour aider les laboureurs jusqu'après les semailles.

Art. 4. — Les journaliers manouvriers qui se refuseraient aux réquisitions qui leur seraient faites d'aider les cultivateurs moyennant leurs salaires ordinaires y seront contraints

un premier décret sur les subsistances du 11 septembre.

Obligation pour les municipalités de faire la visite de toutes les terres qui pour quelque cause que ce soit n'auraient pas encore reçu la culture nécessaire pour les semailles ; de les faire immédiatement cultiver en commençant par celles des citoyens les moins aisés, en désignant à cet effet des fermiers, des

---

sous peine de trois jours de prison, et de trois mois en cas de récidive...

Art. 5. — Les journaliers manouvriers qui se coalisent pour refuser leur travail seront punis de deux années de fers.

Art. 6. — Après que les propriétaires, fermiers et autres cultivateurs auront labouré et ensemencé leurs terres ils seront tenus de labourer et d'ensemencer celles des particuliers qui n'auront point de chevaux, de mulets, de bœufs, ni d'instruments aratoires, *en commençant par les terres des citoyens les moins fortunés* ; ils ne pourront exiger pour chaque façon que le prix ordinaire, et tel qu'il était en mars dernier...

Art. 8. — Si les propriétaires, fermiers et cultivateurs avaient abandonné leurs terres, sans avoir laissé de quoi pourvoir aux frais de labour et de semaille, la municipalité en fera dresser le procès-verbal avec le droit estimatif des sommes nécessaires pour les frais de labour, de semence, fumage et exploitation.

Art. 11. — Si le produit de l'exploitation ne suffisait point pour remplir les dépenses faites, le défaut constaté par la municipalité, visé par le district, serait supporté par la Nation.

(*Moniteur Universel*, numéro du 22 septembre 1793. Séance du 16).

laboureurs, et en cas de besoin des journaliers manouvriers. Obligation pour les cultivateurs qui posséderont des bêtes et des instruments aratoires de s'en servir pour les terres appartenant à des particuliers qui n'en posséderont point. En cas de refus des propriétaires de cultiver, la culture sera faite à leurs dépens.

Tous les meuniers étaient à la disposition de la Nation, ils n'étaient pas libres de cesser leur travail, et les boulangers de Paris ne pouvaient non plus quitter l'exercice de leur profession.

La Convention rendra un décret le 21 messidor an II (1) ordonnant d'élargir provisoirement les laboureurs, ouvriers, moissonneurs, brassiers et artisans de profession, des campagnes, bourgs et communes dont la population est au-dessous de douze cents habitants, et qui sont détenus comme suspects. C'est qu'il faut produire à tout prix et toute condition.

La propriété individuelle agricole semble prendre véritablement le caractère de propriété nationale. Et cette propriété nationale, le Comité de Salut Public ne veut pas qu'elle soit irrémédiablement endommagée. Du moment que le particulier s'en désintéresse, il faut que l'Etat veille à ce qu'elle soit conservée en bon état. Au milieu des multiples arrêtés

---

1. *Moniteur Universel*, numéro du 24 messidor an II.

pris en la matière par le Comité, nous en retiendrons un qui est vraiment typique. Le 2 thermidor an II, 20 juillet 1794 (1) : « Le Comité de Salut Public arrête : 1° Aucun métayer ne pourra, quelque clause qu'il y ait dans son bail, vendre aucun des bestiaux, quand ils seront maigres, sans le consentement des propriétaires qui les auront fournis ; 2° Le métayer sera en tout temps le maître, pendant le courant de son bail, de vendre ceux des bestiaux qu'il aura engraisés, pourvu qu'il les remplace par des maigres de la même branche que ceux qu'il aura vendus ; 3° Lorsque le bail d'un métayer sera fini, il sera obligé de rendre en nature aux propriétaires le même nombre de bestiaux de la même branche, tels enfin qu'il les avait reçus, sans pouvoir se servir de la clause de son bail pour en payer la valeur ; 4° Si cependant dans le courant du bail le métayer avait perdu quelques-uns de ses bestiaux par maladie ou accident, il ne sera tenu alors que de les rembourser sur le prix d'estimation ; 5° Toutes les contestations qui seront occasionnées à raison du présent arrêté, seront jugées, sans frais et sans appel, par deux arbitres choisis par chacune des parties. Si les arbitres ne sont pas d'accord, ils en choisiront un troisième. Leurs jugements seront exécutés sous

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. XV, p. 307. De la main de Lindet.

quinzaine. Ceux qui s'y refuseraient seront regardés comme suspects et traités comme tels. » Voilà le Comité qui dans l'impuissance des propriétaires de métairies, se met en leur lieu et place pour exiger des métayers l'observation des clauses des baux. Il va plus loin, il interprète lui-même ces baux, et comme sa préoccupation est avant tout en la matière, le maintien en bon état, et en nombre suffisant du bétail sur le territoire, il insère lui-même à cet effet des clauses que ne porte pas le bail, ou qui même sont contraires à ses stipulations, notamment quand il arrête qu'à la fin du bail les bestiaux devront être rendus par le métayer au propriétaire en nature et non pas en monnaie. Pour donner une sanction à ses stipulations, il institue même une juridiction spéciale qu'il dote d'une procédure particulièrement rapide.

Tout cela c'est de l'étatisme, mais non pas de l'égalitarisme. Le Comité qui, par sa politique, a dépeuplé les campagnes et a sa part de responsabilité dans la crise agricole qui sévit, va donc essayer dans les derniers temps de sa dictature de reconstituer cette force agricole qu'il a tant contribué à affaiblir. C'est dans cet esprit qu'il faut interpréter ce dernier arrêté ; c'est également dans ce sens qu'il faut expliquer un arrêté du 2 prairial an II, 21 mai 1794, par lequel le Comité essayait par des mesures de protection et de

réglementation de reconstituer la richesse agricole de la Vendée.

Dans les départements les représentants appliquent la politique d'action économique de l'Etat, et lui donnent une allure plus égalitaire. Dans la circulaire de Dartigoyete, 25 floréal an II (1), nous lisons : « ...Si un citoyen se permet d'avoir un pain particulier, différent de celui des cultivateurs et des ouvriers de la Commune, je le ferai poursuivre devant les tribunaux, conjointement avec la municipalité comme étant la première coupable pour l'avoir toléré... Mets en réquisition, si le cas l'exige, un certain nombre d'habitants de telle ou telle commune pour travailler dans telle autre... Il faut punir comme mauvais citoyen, comme royaliste, tout homme qui se refuserait au travail, le jour de la décade excepté. »

Le 23 messidor an II, Ferry écrit à ses frères de la Société populaire et aux citoyennes de l'Indre et du Cher (2) dans le même sens.

L'action de l'Etat va s'exercer également dans les deux branches économiques du commerce et de l'industrie.

L'Etat est à cette époque un grand industriel. C'est lui qui dirige toutes les minoteries, toutes les

---

1. *Arch. nat.*, AF, II, 106.

2. *Arch. nat.*, AF, II, 111.

usines destinées à l'alimentation, ou qui a tout au moins la haute main sur elles. Comme sa première préoccupation est toujours de subvenir à tous les besoins de l'armée, que l'activité individuelle est insuffisante à les satisfaire, et qu'il se méfie le plus souvent des produits qui sont remis par les industriels, il va monopoliser, en outre, de la majeure partie des établissements affectés à l'alimentation, presque toute l'industrie de l'habillement ; mais tout cela serait absolument inutile s'il n'avait pas à peu près entièrement en main les moyens de transport permettant d'apporter rapidement les subsistances des centres producteurs à Paris et aux frontières, et généralement tous les produits des campagnes et des ports aux lieux où ils doivent subir la transformation nécessaire et où ils doivent être consommés. C'est pourquoi il accapare presque totalement l'industrie des transports.

Lors même que le Comité laisse à l'activité individuelle le soin d'exploiter une branche industrielle, il indique aux particuliers, de façon impérative, dans quelles conditions devra se faire la transformation de la matière première. Dans un arrêté typique rendu le 22 messidor an II, 10 juillet 1794 (1), il oblige les fabricants de toile à marquer leurs pro-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XV, p. 66.

duits, à garantir la qualité de cette toile, le tout sous la menace de peines très sévères.

De toutes les activités économiques, celle qui a le plus souffert de la guerre et de la politique suivie par le gouvernement révolutionnaire est incontestablement l'activité commerciale. Même lorsque la guerre désole les frontières, dans l'intérieur du pays le cultivateur peut semer et récolter, et il faut vraiment qu'on pratique contre lui les vexations les plus osées pour qu'il cesse de travailler. Une bonne récolte tient d'ailleurs surtout à des circonstances auxquelles la volonté de l'homme est étrangère. En pleine crise l'industrie est paresseuse, est réduite, mais la guerre fait éclore des débouchés qui peuvent, quoique imparfaitement, remplacer des débouchés que l'industrie perd d'un autre côté. Le commerce, lui, se meurt par les temps de guerre, de crise et d'atteinte portée aux propriétés individuelles. La monnaie que l'on met à sa disposition, l'assignat contribue puissamment à sa ruine, et le gouvernement met le comble à cette œuvre de destruction lorsque par décret du 27 juin 1794, il ferme la Bourse, et que, le 15 avril 1793 (1), par un nouveau décret il supprime les compagnies financières et « défend à tout banquier, négociant et autre personne quelcon-

---

1. *Moniteur Universel*, numéros du 30 juin 1793 et du 17 avril 1794.

que de former aucun établissement de ce genre, sous aucun prétexte et sous quelque dénomination que ce soit ».

Comme nulle part l'œuvre de ruine n'avait été plus complète et n'avait eu des conséquences plus facheuses, le Comité de Salut Public, comprenant dans les derniers mois de son règne qu'il est de toute nécessité et de toute urgence de rendre à l'activité commerciale de la Nation un certain essor, va prendre des décisions très importantes. Il a rendu le 23 ventôse an II, 13 mars 1794, un arrêté portant les signatures de Carnot et de Lindet et qui mériterait d'être célèbre. C'est tout un plan d'organisation artificielle du commerce par l'Etat, et je crois que ce document est unique en son genre (1).

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XI, p. 670. Voici le texte de cet arrêté : « Sur le rapport de la Commission des subsistances et approvisionnements de la République, le Comité de Salut Public, considérant que pour encourager l'agriculture, donner de l'activité aux manufactures et effectuer sans détriment pour la République le paiement des denrées de première nécessité importées de l'étranger, il convient de presser l'exportation de celles surabondantes, et de forcer par une réquisition le commerce à mettre tous ses ressorts en mouvement pour l'utilité générale, *arrête* ce qui suit :

1<sup>o</sup> Le commerce de Bordeaux, habitué à faire des exportations, est requis en masse de fournir 20 millions de traites sur l'étranger, à raison d'un tiers par chacun des trois mois qui suivront la date du présent arrêté, et il est autorisé à vendre à l'étranger et à exporter pour pareille somme de

En application de cet arrêté le Comité en a rendu toute une série d'autres ; mais il avait évolué, même

---

marchandises, savoir : 4 millions en sucre ; 4 millions en eau-de-vie ; 8 millions en café, 2 millions en vin ; 2 millions en productions des arts et de l'industrie, soit 20 millions, dont ils remettront le montant en traites dans les termes ci-dessus, au payeur général du département qui en donnera la reconnaissance payable après l'acquittement, et les fera ensuite passer à la trésorerie.

2° Le commerce de Nantes est requis également en masse pour 10 millions qu'il exportera aux mêmes conditions. savoir : 5 millions de café ; 3 millions de sucre ; 2 millions de vin, soit 10 millions.

3° Le commerce de Marseille *idem* pour 15 millions, savoir : 6 millions en café ; 3 millions en sucre ; 2 millions en eau-de-vie ; 3 millions en vin ; 1 million en articles de luxe, soit 15 millions.

4° Le commerce de Cette, réuni à toutes les maisons de Montpellier qui font le commerce des vins et eaux-de-vie, fera exporter 30 cargaisons de vin, dans lesquelles il sera mis autant que possible du picardeau, du muscat, qui ne sont pas propres à la consommation intérieure, et 2.000 pièces d'eau-de-vie à la charge de fournir par tiers et dans trois mois, le montant de la vente ou de la valeur dans l'étranger en lettres de change au pair.

5° Il sera fait un recensement de toutes les denrées coloniales qui se trouveront en dépôt à la Rochelle, Saint-Malo, Le Havre, Marat, Dunkerque et autres lieux ; les directions de district qui devront les surveiller en adresseront l'état à la Commission, qui déterminera les points où elles devront être transportées pour leur destination ultérieure. Il en sera de même des marchandises qui sont dans la République et dont la vente est prohibée par la loi.

6° La Commission des subsistances et approvisionnements pourra faire exporter les marchandises de l'Inde déposées à

avant thermidor, sur ce point, et faisait énergiquement appel à l'activité individuelle ; le 11 germinal

---

Lorient, tant par l'ancienne Compagnie, que par tous autres particuliers qui en auront reçu, ou les faire vendre publiquement. Dans ce dernier cas, le prix de taxe fixé, et le jour de la vente déterminé, les enchères seront ouvertes avec la condition expresse que le paiement sera fixé en papier sur l'étranger, qui sera versé à la Trésorerie ou à son agent à Lorient, qui en donnera reconnaissance payable après l'acquittement.

7° Toutes marchandises fabriquées dans la République, et qui ne seront pas de première nécessité pour les armées et les citoyens, jouiront d'une libre exportation chez l'étranger, à la charge par les expéditeurs de prendre un acquit à caution, qui sera déposé dans les bureaux des douanes nationales aux frontières, fera mention de leur domicile, département, district et de leurs soumissions à fournir dans huit mois, à compter du jour de leur expédition, les deux tiers du montant de la vente des articles exportés, en papier sur l'étranger, ou d'importer dans la République cette valeur en article de première nécessité.

8° Les chefs des douanes nationales sur les frontières, qui seront dépositaires des acquits-à-caution ci-dessus énoncés, en dresseront un bordereau et le feront passer chaque mois à la Trésorerie nationale, qui chargera les receveurs du district de recevoir les traites sur l'étranger, au terme indiqué, et qui s'en servira pour payer les objets achetés par la Commission des subsistances et approvisionnements de la République.

9° La Trésorerie nationale déchargera les soumissionnaires de leurs obligations de remettre du papier sur l'étranger, lorsqu'ils constateront avoir importé dans la République la même valeur en marchandises de première nécessité, et à cet effet, ils remettront aux receveurs de district les certificats

an II, 31 mars 1794 (1), il créait une agence à Bordeaux qui « emploiera ses moyens de confiance pour rappeler tous les commerçants et les capitalistes à leurs occupations ordinaires, à reprendre les spéculations commerciales, et à se livrer à des expéditions purement dirigées et conduites avec activité ».

C'est significatif.

Le commerce serait devenu en France l'œuvre d'une collaboration étroite entre l'Etat et les individus, ceux-ci faisant appel aux conseils et même aux ordres de celui-là, et l'Etat faisant, d'autre part, appel à l'activité des citoyens. Nulle part cette œuvre de collaboration étroite n'est mieux indiquée que dans un arrêté rendu par le Comité le 12 floréal an II,

---

de douanes et factures qui constatent cette importation pour être envoyés à la Trésorerie nationale.

10° Le remboursement des traites sur l'étranger versées dans le Trésor public par les commerçants leur sera exactement fait par les commissaires de la Trésorerie, dans les délais fixés par l'arrêté du Comité de Salut Public du 30 pluviôse dernier, savoir : les traites et remises sur Gênes et Livourne seront acquittées quarante jours après leurs échéances, celles sur Hambourg, etc... Néanmoins elles pourront être remboursées plus tôt si on les présente acquittées. Lors du versement de ces traites dans le Trésor public, il sera fourni un récépissé qui fera mention du jour de l'échéance des traites, et de celui où elles devront être remboursées.

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XII, p. 300. L'arrêté est signé par Lindet.

1<sup>er</sup> mai 1794 (1) : « Article premier. Tous les commerçants sont autorisés à mettre leur expérience, leur industrie en activité pour concourir à procurer toutes les denrées et matières dont la République peut avoir besoin, et à en exporter le superflu des denrées, marchandises de luxe et de manufactures. — Art. 2. Toutes ces exportations et importations pourront se faire de concert avec la Commission du commerce qui donnera aux expéditionnaires les avis et les instructions nécessaires sur les besoins de l'étranger, sur la rareté, sur l'abondance de nos matières, denrées ou productions dans les différentes parties du monde, pour obvier aux inconvénients du concours des expéditions pour la même destination, ou pour assurer le succès des diverses opérations. — Art. 3. Dans tous les cas, les commerçants seront tenus d'importer en denrées ou matières de première nécessité la même valeur de leur exportation, ou de la verser dans la Trésorerie nationale en traites sur l'étranger, qui seront remboursées au même cours ou change qu'elles auront été tirées ou reçues, et dans tous les cas ils fourniront les garanties nécessaires pour assurer l'importation ou le versement. »

Le grand écueil contre lequel se brisait le com-

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIII, p. 181. Arrêté signé par Lindet.

merce était la dépréciation fantastique qu'avait subie le papier monnaie. Le Comité, désireux de maintenir malgré tout à ces assignats une certaine valeur, désireux de faire disparaître l'agiotage et la spéculation que l'on considérait à cette époque comme la source de tant de maux, ne se contentait pas d'atteindre les banquiers et les spéculateurs dans leur personne et dans leurs biens. Il voulut aussi proscrire le commerce d'argent et à cet effet fixer le change d'une manière certaine et uniforme.

Il semble que le Comité aurait dû avant tout pour atteindre ce résultat supprimer toute spéculation sur la monnaie et la fixité des charges, retirer de la circulation l'immense majorité de ces assignats, c'est-à-dire l'excédent de ce qui ne représentait pas la quantité de monnaie métallique existant dans la nation, et de tout ce qui n'était pas garanti par l'hypothèque des biens nationaux.

C'est la nécessité où le gouvernement de l'époque a cru se trouver de faire accepter ces assignats inacceptables qui explique en grande partie la haine de

---

1. Dans ce sens notamment, arrêté du Comité du 21 pluviôse an II, 9 février 1794.

Aulard. *Recueil des Actes*, t. XI, p. 5.

Arrêté signé par Billaud-Varennès, Lindet, Barère, C.-A. Prieur.

Arrêté pris à Auch, le 17 brumaire an II, 7 novembre 1793, par Darticocytes, Monestier, Garro et Pivet.

Aulard. *Recueil des Actes*, t. VIII, p. 281.

ce gouvernement contre les riches qui possédaient le stock de monnaie métallique, puissance énorme à l'époque. C'est pourquoi, comme nous l'avons vu, il tâchait de centraliser entre ses mains toute la monnaie métallique existant sur le territoire.

*Qu'y a-t-il d'égalitaire dans un pareil régime d'action de l'Etat dans l'activité économique de la Nation ?* Nous savons de longue date que les hommes qui composaient le Comité de Salut Public et que le parti Montagnard dans lequel se recrutaient les représentants en mission, n'avaient pas échappé à l'influence des idées égalitaires ; et il serait donc possible que ce système fût dans une large mesure le résultat de la préoccupation égalitaire. A notre avis il est pourtant certain que la préoccupation égalitaire est étrangère à cette œuvre d'action économique ; que c'est en dehors d'elle que cette œuvre s'est formée, et même que c'est le plus souvent en dehors d'elle qu'elle a été appliquée (1), en laissant pourtant toujours une légère différence d'appréciation en ce qui concerne la direction générale donnée à l'œuvre par le Comité, et les vues particulières auxquelles ont obéi certains représentants.

Nous pouvons en trouver immédiatement la

---

1. Il n'en est pas moins incontestable que de pareilles mesures, prises à une époque où l'on prêchait la haine du riche, sont devenues de pénibles machines de guerre contre la richesse.

preuve. Pour qu'une mesure soit égalitaire, il faut qu'elle tende à faire régner l'égalité de fait entre les hommes, dans l'intérêt des individus, et il faut naturellement que cette mesure soit prise en faveur des pauvres, des prolétaires. Supposons donc un instant que ce régime d'action économique de l'Etat ait été particulièrement dû à l'influence de l'idée d'égalité. Comment seront traités dans l'application faite du régime, ceux qui tout naturellement semblent devoir en être les bénéficiaires, les ouvriers, les *manouvriers* ?

Lorsqu'il s'était agi de mettre en mouvement le mécanisme délicat de la législation sur le maximum, un des premiers soins de la Convention avait été de fixer le plus haut prix des salaires, main-d'œuvre et journée de travail dans chaque lieu.

Lorsque la Convention rend son décret pour pourvoir à la culture des terres négligées ou abandonnées, et qui est l'acte fondamental qui marque le point de départ de l'Etat dans son action directe agricole, elle stipule que les manouvriers qui refuseront d'aider les cultivateurs moyennant leurs salaires ordinaires, y seront contraints sous menace d'une peine de prison pouvant varier entre trois jours ou trois mois.

Le Comité, dans son arrêté du 21 frimaire an II-11 décembre 1793 (1), établit que le prix maximum

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. IX, p. 322. Signé par Carnot.

des journées de travail dans tous les ateliers ne pourra dépasser la somme de cinq livres par jour ; l'arrêté du 22 frimaire an II-12 décembre 1793 (1), l'arrêté du 11 prairial an II-30 mai 1794 (2), l'arrêté du 19 prairial an II-7 juin 1794 (3), etc... règlent les conditions du travail des ouvriers. Il suffit de lire ces arrêtés pour se rendre compte de l'extrême sévérité avec laquelle ils étaient traités. Obligés de se soumettre à des réquisitions inévitables, de quitter leur pays, leurs occupations ordinaires, ils étaient absolument soumis dans l'exercice de leur travail au régime militaire. En somme ils constituaient une seconde armée qui combattait dans les champs et dans les ateliers comme la première combattait aux frontières, et cette seconde armée avait d'ailleurs comme but principal de fournir à la première tous les objets dont elle avait besoin.

Si ces manouvriers ne sont pas contents de leur sort, quels sont les moyens qui sont mis à leur disposition ? Peuvent-ils se réunir, peuvent-ils se concerter en vue d'obtenir des conditions de travail plus douces ou plus rémunératrices ? De nos jours le développement du socialisme (et le socialisme n'est autre

---

1. Aulard. *Recueil des Actes*, t. IX, p. 484. Signé par Carnot.

2. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 26.

3. Aulard. *Recueil des Actes*, t. XIV, p. 195. Signé par Lindet et écrit de sa main.

qu'un moyen moderne préconisé pour la réalisation de l'idée égalitaire), a coïncidé avec l'acquisition, pour les ouvriers, du droit d'association et du droit de grève ; et les chefs du parti socialiste n'ont aucune difficulté à reconnaître que l'obtention de ces droits a été la condition indispensable et la cause première de l'amélioration du sort de la classe ouvrière et de la force nouvelle donnée à leurs revendications. Le droit d'association et le droit de grève sont plus précieux pour l'ouvrier que le suffrage universel lui-même.

Quelle a été à cet égard la politique suivie par le Gouvernement révolutionnaire ? Non seulement il n'a pas octroyé aux ouvriers le droit de grève, le droit de coalition, le droit d'association, il leur a même interdit de se réunir.

Dans son décret pour pourvoir à la culture des terres négligées, la Convention avait déclaré que les journaliers manouvriers qui se coaliseraient pour refuser leur travail seraient punis de deux années de fers. Le Comité de Salut Public reprend, étend et développe ce principe.

Dans l'article IX de l'arrêté du 22 frimaire an II, 12 décembre 1793 (1), il est dit : « Toutes coalitions

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. IX, p. 348. — Ont signé l'original : Robespierre, Carnot, C.-A. Prieur, Barère, Billaud-Varenne, Lindet.

ou rassemblements d'ouvriers sont défendus ; les communications que le travail peut rendre utiles ou nécessaires entre les ouvriers des différents ateliers n'auront lieu que par l'intermédiaire ou avec la permission expresse de l'administration dont chaque atelier dépend.

« ART. XII. — Si les ouvriers d'un atelier ont des plaintes à faire pour l'intérêt commun de tous ceux qui composent l'atelier, ils en préviendront les commissaires chargés de faire la visite des ateliers et leur demanderont la permission de s'assembler ; ils ne se réuniront qu'avant ou après les heures du travail qui ne pourra être suspendu sous aucun prétexte. Ils feront présenter leur pétition par deux commissaires choisis entre eux qui se rendront à l'administration de laquelle l'atelier dépendra... »

« ART. XIII. — Dans aucun cas les ouvriers ne pourront s'attrouper pour porter leurs plaintes ; les attroupements qui pourraient se former seront dissipés ; les auteurs et les instigateurs seront mis en état d'arrestation et punis suivant les lois. »

Le 29 pluviôse an II (1), 17 février 1794, le Comité, après avoir pris communication de la délibération du 11 pluviôse des administrateurs du district de Joigny relativement à la coalition entre des bûche-

---

1. Aulard, *Recueil des Actes*, t. XI, p. 215. Signé par Lindet, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Barère, Saint-Just.

rons et ouvriers de différentes communes pour obtenir un salaire supérieur au maximum, rendait un arrêté dans lequel l'article 3 porte : « Ceux qui déclareront ne pas vouloir continuer l'exercice de leur profession ou qui voulant continuer persisteront à exiger un salaire supérieur au maximum, soit en denrées et marchandises, soit en assignats, seront, aux termes de l'article 7 de la loi du 26 septembre 1793 regardés comme suspects et traités comme tels. » Les autres articles de l'arrêté ont tous pour but de prévenir tout retour de coalition possible en vue de faire cesser le travail ou d'obtenir une augmentation des salaires.

Voilà le sort qui était réservé par le Gouvernement révolutionnaire, devenu chef d'exploitation agricole et industrielle, à ses ouvriers. Voilà comment se conduisait en 1793, et en 1794 l'Etat patron et capitaliste vis-à-vis des prolétaires et des travailleurs. C'est édifiant pour ceux qui croiraient que c'est la pure préoccupation égalitaire qui a conduit l'Etat à prendre en main la direction des forces économiques de la nation. Et pourtant ces manouvriers constituaient bien ce quatrième état en faveur duquel il fallait effectuer le complément de résolution nécessaire. C'est bien pour eux que les doctrinaires de 1793 avaient réclamé l'égalité de fait. Ce sont bien eux que les représentants dépeignent dans des lettres attendrissantes comme la

classe la plus attachée à la Révolution. Je ne prétends pas qu'ils fussent plus maltraités que sous l'ancien régime ; les points de comparaison demanderaient une étude approfondie. Ce qu'il y a de bien certain, c'est qu'ils sont contraints à une discipline de fer, et que le Comité ne paraît pas être pour eux un meilleur patron que ne le seront les grands industriels de la première moitié du xix<sup>e</sup> siècle.

Ce qui est vrai, c'est que le Comité, en prenant en main toute une série d'entreprises industrielles, procurait du travail aux ouvriers ; mais il semble bien que ce souci n'a été qu'accessoire dans l'adoption de ce système d'action économique de l'Etat.

Pour nous en convaincre, il suffit de remarquer que même en négligeant absolument l'égalitarisme comme mobiles de cette politique d'action économique il y a de fortes chances pour que cette politique ait tout de même existé. La grande préoccupation ici, comme toujours, du Comité est de nourrir Paris et surtout de pourvoir à tous les besoins des armées. Tous ces arrêtés du Comité qui consacrent ce système d'action économique portent le plus souvent la signature des seuls Carnot et Lindet, ceux-là mêmes qui consacraient tout leur temps et toute leur énergie à l'organisation de nos victoires.

Il suffit d'ailleurs pour lever le moindre doute de parcourir ces arrêtés. On y verra que la destination de tous les produits dont l'Etat a assumé lui-même

la fabrication était l'armée, et c'est justement parce que les industries privées ne livraient ni assez bien ni assez vite, que l'Etat crut pouvoir, ayant à disposition des moyens extraordinaires, y suppléer avantageusement. La question égalitaire n'eût pas existé que le Gouvernement de l'époque eût pourtant employé ces mesures qui étaient les plus propres, selon lui, à assurer la défense nationale, et qui ont en somme abouti à des victoires.

L'histoire entière du Comité de Salut Public n'est d'ailleurs que faiblement imprégnée d'idées égalitaires, si l'on doit comparer par la lecture des arrêtés la préoccupation d'égalité qui se dégage des actes, à la préoccupation militaire qui résulte de ces mêmes actes. La part la plus féconde et la plus active du travail du Comité a été entièrement orientée vers la défense nationale, et coïncidence ou conséquence qui n'est pas à dédaigner, le régime institué par le Comité dans son œuvre d'action économique est un régime militaire. Désormais tout le monde est soldat en France, et chacun combat sur son terrain ; tous les individus sont enrôlés en raison de leurs aptitudes, et sont classés dans les régiments de l'activité économique qui conviennent le mieux à leur spécialité.

C'est une sorte de communisme de circonstance, communisme militaire beaucoup plus qu'égalitaire.

Mais si la tendance est étrangère le plus souvent à

l'idée égalitaire le résultat n'est-il pas, cette fois encore, de créer un état de choses favorable à la réalisation de l'idée égalitaire ? La réponse est extrêmement délicate ; il aurait pu en effet se faire que si le système d'action économique de l'Etat avait continué à fonctionner, ce communisme que nous avons qualifié de militaire se serait transformé en un communisme égalitaire, et que ce qui était surtout un expédient serait devenu un régime normal. Nous n'en savons rien, mais ce qui est certain c'est qu'après thermidor le système d'action économique s'est rapidement désagrégé, et que la politique d'intervention économique de l'Etat ne s'est pas maintenue longtemps. D'ailleurs dans les nombreux arrêtés du Comité, aucun ne nous permet de croire que le but de ce pseudo-communisme était d'établir même à longue échéance l'égalité de fait.

Dans les dernières semaines, d'ailleurs, de sa dictature, le Comité de Salut Public va s'efforcer de réveiller en les soutenant et en les stimulant, les activités individuelles endormies.

Ne jugeait-il pas lui-même que son œuvre était incompatible avec l'esprit et les véritables tendances de la Nation ? En réveillant les activités individuelles il ranimait chez ses contemporains le goût des affaires, l'envie du lucre et du gain. Or c'était rendre à la propriété individuelle, partiellement tout au moins,

sa liberté de production et d'accroissement, c'était donc travailler contre l'égalité. Au fur et à mesure que nos victoires deviennent plus nombreuses et plus éclatantes, le régime économique de Salut Public perd sa raison d'être ; les esprits de l'époque ne s'y sont pas trompés, et du jour où les grands dangers de l'extérieur disparaurent, l'organisation économique et toute l'œuvre du Comité avaient fait leur temps. Thermidor en est la preuve éclatante.

Comme nous le disions au premier chapitre de ce travail, l'interprétation des faits sociaux est malaisée, en raison de la multiplicité des causes les plus diverses qui viennent se mélanger, se confondre.

De tous ces documents que nous avons dépouillés, il ressort pourtant que le deuxième Comité de Salut Public n'a pas essayé, même partiellement, d'établir un régime social nouveau basé sur l'égalité de fait. La préoccupation égalitaire est un mobile bien secondaire de son action. Ses membres pouvaient être épris de l'idéal égalitaire vers lequel aspiraient dans leurs discours et dans leurs écrits beaucoup d'esprits de l'époque ; mais, nous l'avons vu, les moyens de réalisation de cette égalité de fait préconisés dans la littérature et dans les assemblées étaient bien imparfaits et bien timides. D'ailleurs les Montagnards du Comité avaient bien d'autres préoccupations, ne fût-ce que celle de la défense nationale, pour envi-

sager l'emploi de moyens propres à faire triompher les idées égalitaires.

Seule, à notre avis, la façon dont furent appliquées, *sur certains points du territoire*, en raison de causes que nous avons exposées, plusieurs mesures prises par la Convention et le Comité dans l'intérêt, croyaient-ils, de la défense nationale, de l'unité républicaine, de la sauvegarde de leur parti, a permis de leur attribuer un caractère égalitaire qu'elles avaient fini par revêtir.

Mais ces mesures, toutes de circonstance, et dont le fonctionnement était bien pénible et devait être bien éphémère, pouvaient-elles être le point de départ sérieux d'un nouveau régime économique, basé sur l'égalité ? Même si telle avait été l'intention du Comité, elles auraient abouti, semble-t-il, si elles avaient fonctionné plus longtemps, à des mécomptes et à des illusions plus grands encore que ceux qu'a connus leur courte existence.

Ce qui est vrai, c'est que sous l'influence des déclamations virulentes contre les riches, surtout contre les « mauvais » riches, l'instinct égalitaire a été surexcité. Une part de responsabilité en revient certainement au Comité et surtout à certains de ses agents. On pourrait dire que par là il a créé ou laissé se créer un état de choses favorable à l'égalité de fait, mais cette constatation est étrangère au but purement objectif de notre étude qui était de démêler

dans l'œuvre précise, positive dans les actes du deuxième Comité de Salut Public, la part légitimement due à l'influence de l'idée égalitaire.

---

Vu : Le Président de la thèse

**DESCHAMPS**

Vu : le Doyen :

**CH. LYON-CAEN**

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

**LIARD**



# TABLE DES MATIÈRES

## PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                          | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — (Introduction). L'intérêt de cette étude                                   | 5     |
| 1. Quelques opinions sur la question.....                                                | 6     |
| M. Aulard.....                                                                           | 7     |
| M. Espinas.....                                                                          | 10    |
| M. Taine.....                                                                            | 12    |
| M. Janet.....                                                                            | 13    |
| M. Lichtenberger.....                                                                    | 17    |
| 2. Le Régime constitutionnel et non-constitutionnel<br>de la Révolution.....             | 22    |
| L'œuvre sociale constitutionnelle de la Révo-<br>lution.....                             | 23    |
| Le Régime non-constitutionnel de la Révolu-<br>tion.....                                 | 27    |
| CHAPITRE II. — Personnalité et Importance du Deuxième<br>Comité de Salut Public.....     | 37    |
| Première phase du Comité de l'Histoire du Comité.                                        | 38    |
| Deuxième phase du Comité de l'Histoire du Comité.                                        | 43    |
| Troisième phase du Comité de l'Histoire du Comité.                                       | 54    |
| CHAPITRE III. — L'égalité de fait.....                                                   | 57    |
| CHAPITRE IV. — Le Problème Egalitaire à la fin de<br>l'an I.....                         | 64    |
| 1. Le Problème Egalitaire envisagé par quelques<br>écrivains et quelques polémistes..... | 64    |
| 2. Les Opinions sociales de quelques membres du<br>deuxième Comité.....                  | 71    |

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| Billaud-Varenne .....                                         | 73 |
| Barère .....                                                  | 76 |
| Saint-Just .....                                              | 79 |
| Robespierre et les projets de déclaration des<br>droits ..... | 81 |
| 3. Les déclarations des droits de 1793.....                   | 88 |
| 4. Quelques lois sociales et économiques.....                 | 90 |
| Le maximum sur les grains.....                                | 90 |
| Le partage des biens communaux.....                           | 91 |
| L'emprunt ou impôt progressif.....                            | 92 |

## DEUXIÈME PARTIE

|                                                                                                                                                         |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| INTRODUCTION. — Qu'entend-on par actes du Comité<br>de Salut Public ?.....                                                                              | 97  |
| CHAPITRE I. — Y a-t-il un dogme égalitaire consciem-<br>ment exprimé dans les actes du Comité de Salut<br>Public.....                                   | 100 |
| CHAPITRE II. — N'y a-t-il pas en revanche dans l'œuvre<br>du Comité des manifestations consciemment conser-<br>vatrices de l'ordre social existant..... | 111 |
| CHAPITRE III. — Deux mobiles du Comité de Salut<br>Public.....                                                                                          | 118 |
| 1° L'assistance.....                                                                                                                                    | 118 |
| 2° La subvention.....                                                                                                                                   | 127 |
| 3° Que peut-il y avoir d'égalitaire dans la politique<br>d'assistance et de subvention pratiquée par le<br>Comité de Salut public.....                  | 135 |
| CHAPITRE IV. — Les ressources révolutionnaires et l'é-<br>galité de fait.....                                                                           | 141 |
| 1° Le besoin de ressources nouvelles.....                                                                                                               | 141 |
| 2° Les pratiques financières dans les pays de droit<br>commun.....                                                                                      | 144 |
| a. — Les taxes révolutionnaires .....                                                                                                                   | 144 |

|                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| b. — Nature, répartition et perception des taxes révolutionnaires.....                                                                                                             | 147 |
| c. — Les amendes infligées par les tribunaux révolutionnaires.....                                                                                                                 | 150 |
| d. — Ces mesures sont-elles dues à la préoccupation égalitaire.....                                                                                                                | 152 |
| e. — Ces pratiques étaient-elles susceptibles de conduire à l'établissement de l'égalité de fait.                                                                                  | 160 |
| 3 <sup>e</sup> Les pratiques financières dans les pays rebelles.                                                                                                                   | 165 |
| L'insurrection lyonnaise et les pratiques financières à Lyon.....                                                                                                                  | 166 |
| L'insurrection bordelaise et les pratiques financières à Bordeaux.....                                                                                                             | 174 |
| Comment s'explique ce système.....                                                                                                                                                 | 178 |
| 4 <sup>e</sup> Les pratiques financières dans les pays ennemis.                                                                                                                    | 180 |
| CHAPITRE V. — Les trois phases de l'action économique de l'Etat.....                                                                                                               | 191 |
| Le besoin de denrées.....                                                                                                                                                          | 191 |
| Les consommateurs aux besoins desquels le Comité doit pourvoir.....                                                                                                                | 191 |
| Pourquoi trois phases dans l'action économique de l'Etat en l'an II ?.....                                                                                                         | 202 |
| <i>Première Phase.</i> — Intervention économique de l'Etat. Réglementation des rapports économiques individuels par la législation sur le maximum et contre les accaparements..... | 207 |
| <i>Deuxième Phase.</i> — Monopole des débouchés. Réquisition et Préhension.....                                                                                                    | 221 |
| <i>Troisième Phase.</i> — La production forcée.....                                                                                                                                | 244 |
| Qu'y a-t-il d'égalitaire dans un pareil régime d'action de l'Etat dans l'activité économique de la nation.....                                                                     | 260 |





